

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

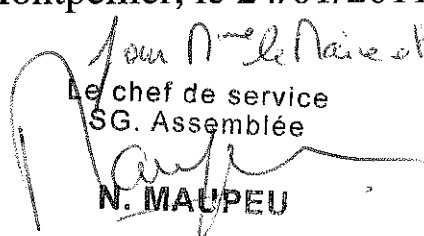
Lundi 8 novembre 2010

et

Lundi 24 novembre 2010

Le présent registre contenant deux cent quinze pages a été coté et paraphé par Monsieur Nicolas MAUPEU Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2010/769/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 24/01/2011

Pour N. le Maire et par délégation,
Le chef de service
SG. Assemblée

N. MAUPEU

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu du Conseil Municipal..... 16
du 08/11/2010

Délibérations et annexes17 à 215
(2010/445 à 2010/495)

TOME II / II

Délibération et annexes216 à 371
(2010/496 à 2010/512)

Décisions et Annexes372 à 422
(2010/384 à 2010/432)

Emargement du Conseil Municipal.....423 à 430
du 24/11/2010

Délibérations et annexes.....431 à 432
(2010/496 à 2010/512)

Montpellier, le 02 novembre 2010



Secrétariat général
 **Service de l'Assemblée**

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal qui se réunira, en mairie, Salle des Rencontres, le **lundi 08 novembre 2010 à 18h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

Les projets de délibérations et les pièces annexes sont mis à disposition des élus, pour consultation, au Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, les 28 et 29 octobre 2010.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

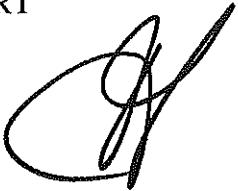
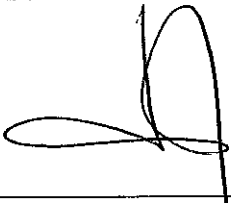



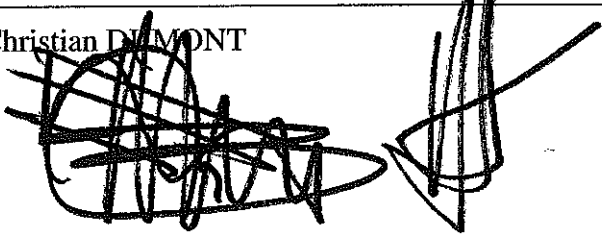
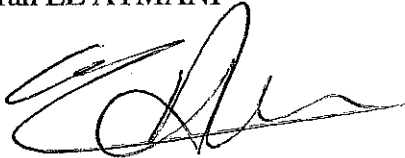
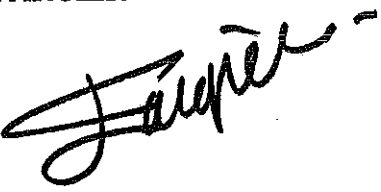
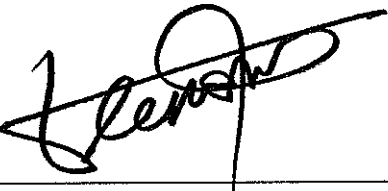

PJ :

- Procès-verbal de la séance du 04 octobre 2010.
- Synthèses des affaires du 08 novembre 2010.

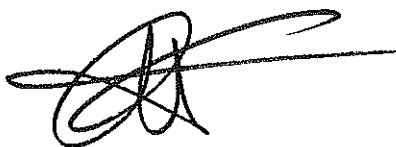


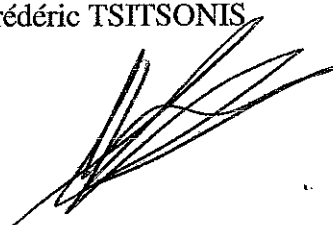
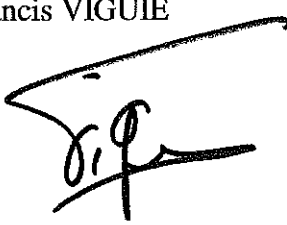
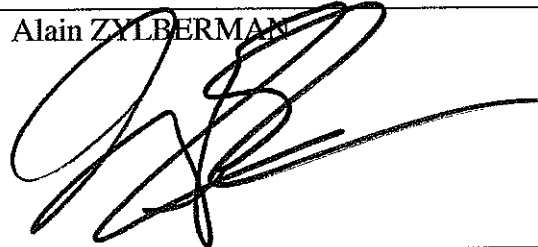
LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 08 novembre 2010

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHJA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p> 
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p> 
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Nathalie GAUTIER-MEDEIROS</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> <p>absent.</p>	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Stéphane MELLA</p> 	<p>Nadia MIRAOU</p> 
<p>Christophe MORALES</p> 	<p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETTOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 8 novembre 2010
Salle des Rencontres

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absent ayant voté par procuration :

Mustapha MAJDOUL.

Absent :

Arnaud JULIEN.

Hommage à M. Georges FRECHE

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour : 68 affaires (3 affaires retirées)

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 04/10/2010

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

Installation d'une nouvelle Conseillère municipale :

Mme Audrey DE LA GRANGE

Finances communales

Max LEVITA

1 Débat d'orientation budgétaire 2011

Le Conseil municipal prend acte

Mme PETITOUT quitte définitivement la séance. Mme EL ATMANI quitte définitivement la séance et donne procuration à M. TOUCHON.

Actions solidaires et prévention

Perla DANAN

2 Capital santé des seniors et lien intergénérationnel - Convention de partenariat Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale - Université Montpellier 1 - Faculté de Pharmacie - Sanofi Aventis

Pour : 58

Contre : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à la majorité

M. ASLANIAN, Mme MIRAOU sortent de la séance

Qualité de l'espace public

**Serge
FLEURENCE**

- 3 Dénomination du parc du quartier Port-Marianne Parc Georges CHARPAK
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Mme QVISTGAARD sort de la séance

Jeunesse

**Michel
PASSET**

- 4 Aide financière à l'obtention du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes Montpelliérains de 18 à 29 ans - Condition et mise en œuvre du dispositif - Création de la Commission d'attribution des aides au financement du permis de conduire de catégorie B
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 5 AFFAIRE retirée

Action culturelle - Culture scientifique et technique

**Michaël
DELAFOSSE**

- 6 Mise en place d'un BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGES à Montpellier - Exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 7 Cinéma NESTOR BURMA - Autorisation de signer l'avenant n°2 au marché de travaux (lot 1: démolition-gros œuvre)
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 8 Centre d'art contemporain La Panacée-Cité des Artistes - Prolongation des délais de travaux de trois mois - Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

M. ASLANIAN revient en séance. Mme AUGÉ-CAUMON quitte définitivement la séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 9 Agora des Savoirs - Agora des Savoirs Junior - Cycle de conférences 2010 - 2011 - Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec Divergence.FM - Interventions des conférenciers dans des écoles élémentaires
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Mme MIRAOUI revient en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 10 Culture et Patrimoine - Attributions à diverses associations culturelles, techniques et scientifiques
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 11 Proposition de dénomination des allées du parc zoologique de Montpellier
Pour : 57
Adopté à l'unanimité

Mme QVISTGAARD revient en séance.

Projet urbain - Urbanisme et aménagement durable

**Philippe
SAUREL**

- 12 **PROJET URBAIN – Organisation et lancement du concours d'urbanisme – Election des membres du jury**

Pour : 57

Abstention : 1 (M. ASLANIAN)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

L'ensemble des Conseillers présents étant favorable à un vote à main levée, il est procédé à l'élection des membres du jury de concours. Une seule liste en présence, présentée par Mme le Maire :

Ont été élus par 57 voix et 1 abstention (M. ASLANIAN) :

Mme le Maire, Présidente du Jury ou son représentant M. SAUREL,

Titulaires :

Suppléants :

- M. PASSET

- Mme COUVERT

- M. DUFOUR

- M. SUDRES

- M. TOUCHON

- Mme DANAN

- M. DOMERGUE

- M. TSITSONIS

- M. ROUMEGAS

- M. DUMONT

MM. Hervé MARTIN et SUDRES sortent de la séance. Mme GAUTIER-MEDEIROS quitte définitivement la séance.

**Philippe
SAUREL**

- 13 **Projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch - Prise en compte du bilan de la concertation menée par la SNCF, maître d'ouvrage du projet**

Pour : 54

Abstention : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

**Philippe
SAUREL**

- 14 **ZAC des Grisettes (2ème tranche) - Agrément de candidature A. C. M (lot 2e)**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 15 **ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 3 - Lot 12A "CORIM Promotion"**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 16 **MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 17 **Foncier - Avenue du Maréchal Leclerc - Acquisition d'une emprise de 30 m²**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 18 **AFFAIRE retirée**

**Philippe
SAUREL**

- 19 **Foncier - Rue de la Croix de Lavit - Vente d'une parcelle supportant un transformateur**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 20 **Foncier - Rue Du Guesclin - Vente de la parcelle HM 501 à la SERM**

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

- Philippe SAUREL** 21 PAE Multisites Marqueroze - Rue Gaston Bachelard - Cession Société Equity Partners Les Grisettes / Ville de Montpellier Parcelle EK 279
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 22 Acquisition d'un terrain propriété à M. Xavier ROUSSET - Parcelle cadastrée RK 14 Grammont
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 23 Foncier - ZAD des BOUISSES - Acquisition propriété ALBA Lieudit les Traverses - Convention de servitudes avec Electricité Réseau Distribution France
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 24 Propriété des Consorts GRANDON - 320 avenue du Petit Train – Acquisition
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 25 Régularisation cadastrale concernant la propriété de la parcelle IS 351 - Avenue de la Recambale et acquisition par la Ville
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 26 Vente d'un terrain à la société Pierres Occitanes - Rue Croix de Lavit - Parcelle cadastrée TC 146
Pour : 55
Adopté à l'unanimité
- MM. Hervé MARTIN et SUDRES reviennent en séance.
- Rénovation urbaine - Logement social**
- Christian BOUILLE** 27 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) - Convention territoriale de rénovation urbaine - Avenant n°7 (avenant normal) – Approbation
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Christian BOUILLE** 28 QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) - Projet de Rénovation Urbaine - Avenant national n°4 – Approbation
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Christian BOUILLE** 29 MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions
Pour : 57
Adopté à l'unanimité
- Christian BOUILLE** 30 QUARTIER CROIX D'ARGENT Résidence "La Clef des Champs" - Vente de 29 logements par NLM à ses locataires
Pour : 56
Contre : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à la majorité
- Christian BOUILLE** 31 Quartier des Cévennes La Martelle - Avenue de Monsieur Teste - Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires
Pour : 56
Contre : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à la majorité

M. TOUCHON (avec la procuration de Mme EL ATMANI) et M. THINES sortent de la séance.

Démocratie de proximité

- Patrick VIGNAL** 32 Dénomination de la Maison Pour Tous ALBERTINE SARRAZIN
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

- Patrick VIGNAL** 33 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

Tranquillité publique

- Régine SOUCHE** 34 Interventions de sécurité, gardiennage de l'espace public - Autorisation de signer le marché
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

Emploi, insertion par l'économie

- Marc DUFOUR** 35 Modification de tarifs des terrasses
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

Qualité des services de vie quotidienne

- Amina BENOUGH A JAFFIOL** 36 Recensement de la Population 2011 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes
Pour : 54
Adopté à l'unanimité

M. DUFOUR sort de la séance.

Economie des ressources et du patrimoine

- Frédéric TSITSONIS** 37 Convention de concession pour le service public de la distribution d'électricité - Autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

- Frédéric TSITSONIS** 38 Convention de gestion des équipements climatiques, chauffage et eau chaude sanitaire, des locaux du CROUS du centre d'art de la Panacée
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

- Frédéric TSITSONIS** 39 Plan Climat Territorial - Convention de mutualisation de moyens – Approbation
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

MM. ABBOU et POUGET quittent définitivement la séance.

Réussite éducative

- Jean-Louis GELY** 40 Construction du Groupe scolaire "LES GRISETTES " - Autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Œuvre
Pour : 51
Adopté à l'unanimité

- Jean-Louis GELY** 41 Mise en place de panneaux d'affichage à l'entrée des établissements scolaires maternels et élémentaires de la ville - Avenant n°1 au lot unique
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Jean-Louis GELY** 42 Opération modules préfabriqués - Ecole maternelle Olympe de Gouges – Ecole maternelle M. Yourcenar Ecole élémentaire Rabelais - Avenant n°1 concernant le lot n°2 : modules préfabriqués
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Jean-Louis GELY** 43 Offres Culturelles - année scolaire 2010/2011 - budget 2010
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Jean-Louis GELY** 44 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires - Autorisation de signer les marchés
Pour : 50
Abstention : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés
- Petite enfance**
- Françoise PRUNIER** 45 ZAC OVALIE - Crèche Joséphine Baker - Autorisation de signer les marchés de travaux
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Françoise PRUNIER** 46 Montpellier Grand Cœur - Action de soutien à la parentalité - Convention Ville de Montpellier/Conseil Général de l'Hérault - Agence Départementale de la Solidarité de Montpellier Centre Ville
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Jeunesse**
- Michel PASSET** 47 Bourse Animation Jeunes 2010 - Attributions de subventions
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Michel PASSET** 48 Bourse Initiatives Jeunes 2010 - Participation de la Ville
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Michel PASSET** 49 Cinquième Rencontre Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée - Attribution de subvention à l'association "Jeunes et sociétés"
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Michel PASSET** 50 Renouvellement des conventions des associations partenaires de l'Espace Montpellier Jeunesse
Pour : 51
Adopté à l'unanimité

Sport solidaire

- Sophie BONIFACE-PASCAL** 51 Attribution de subvention à diverses associations sportives – 2010
Pour : 51
Adopté à l'unanimité
- Mmes BOYER et BLANPIED quittent définitivement la séance.

Actions solidaires et prévention

- Annie BENEZECH** 52 Attribution d'une subvention à l'association LE REFUGE
Pour : 49
Adopté à l'unanimité

Qualité de l'espace public

- Serge FLEURENCE** 53 Maintenance et entretien des fontaines - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Serge FLEURENCE** 54 PAE Marquerose - Extension du réseau d'eau potable - Aménagement pluvial - Avenant n°1
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Serge FLEURENCE** 55 Signalisation horizontale - Autorisation de signer le marché
Pour : 49
Adopté à l'unanimité

Ressources humaines

- Serge FLEURENCE** 56 Dispositif d'aménagement d'emploi de sportif de haut niveau : M^{lle} Ophélie MEILLEROUX
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Serge FLEURENCE** 57 Modifications au tableau des effectifs
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Serge FLEURENCE** 58 Versement au C.O.S.C. du reliquat de la contre valeur des titres de restauration périmés ou perdus
Pour : 49
Adopté à l'unanimité

Finances communales,

- Max LEVITA** 59 Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier – Approbation
Pour : 48
Abstention : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Mme le MAIRE, MM PASSET, LEVITA, DUFOUR et TOUCHON (avec la procuration de Mme EL ATMANI), Administrateurs de la SERM sortent de la séance.

- Serge FLEURENCE** 60 SERM - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un emprunt de 3 863 225,03 € auprès de DEXIA MA
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

Mme le MAIRE, MM PASSET, LEVITA, DUFOUR et TOUCHON (avec la procuration de Mme EL ATMANI) reviennent en séance.

Contrôle en gestion

- Max LEVITA** 61 Rapport d'observations définitives du 22 septembre 2010 : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier - Information du Conseil Municipal
Le Conseil municipal prend acte

Mme CANAUD, MM. LANNELONGUE, DUMONT, DOMERGUE, MELLA et LANNELONGUE quittent définitivement la séance.

- Max LEVITA** 62 Gens du voyage SARL - Convention de délégation de service public - Gestion de l'aire de stationnement municipale - Rapport du délégataire - exercice 2009
Le Conseil municipal prend acte

Finances communales

- Max LEVITA** 63 Admission en non-valeur pour l'exercice 2010
Pour : 42
Contre : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à la majorité

- Max LEVITA** 64 Décision Modificative n°2 du Budget Principal 2010 de la Ville de Montpellier
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 65 Fin d'exercice 2010 - Attribution et ajustement de subventions et cotisations
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

Centrale d'achats

- Max LEVITA** 66 Achat de fournitures hôtelières et de barquettes gastronomiques - Autorisation de signer les marchés
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 67 Achat de lampes - Appel d'offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de PEROLS, JACOU, GRABELS, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 68 AFFAIRE retirée

- Max LEVITA** 69 Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows - Autorisation de signer les marchés
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 70 Réforme de véhicules et matériels
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA** 71 VŒU contre le désengagement de l'Etat dans le logement social
Pour : 43
Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h00.

Registre des délibérations - décisions

Délibérations et annexes

Lundi 8 novembre 2010

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 445

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Débat d'orientation budgétaire 2011

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2011. La tenue de ce débat a été précédée de l'envoi aux membres de l'assemblée délibérante d'une note explicative de synthèse en application de l'article L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

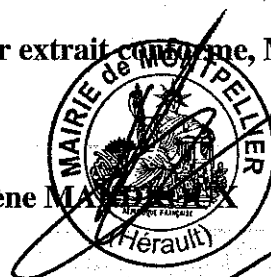
Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif. La note explicative de synthèse est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal de prendre acte que le débat d'orientation budgétaire a eu lieu.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09/11/2010

NOTE DE SYNTHÈSE EN VUE DU DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Le Débat d'Orientation Budgétaire est l'occasion pour le Conseil Municipal d'examiner les éléments constitutifs de la stratégie financière de notre Collectivité.

Pour 2011, notre gestion devra permettre de maintenir un niveau d'investissement élevé, la commande publique étant un des facteurs de sauvegarde de l'emploi dans le tissu économique local et national.

Dans un contexte de réfaction de la ressource (baisse des subventions, gel des dotations de l'Etat) ce budget s'appuiera sur 3 choix fondamentaux :

- Une fiscalité constante accompagnée de la poursuite du bouclier social
- Une maîtrise de l'évolution des charges de fonctionnement
- Un recours à l'emprunt respectant les fondamentaux financiers de notre collectivité.

I. Tendances budgétaires et grandes orientations du BP 2011

A. Les recettes de fonctionnement

1. Les concours de l'Etat

Le 21 mai dernier, le chef de l'Etat a décrété le gel des dotations aux collectivités locales sur la période 2011-2013, le Projet de Loi de Finances a été élaboré sur cette doctrine.

Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) et les amendes de police n'étant plus comptabilisées dans l'enveloppe normée des dotations de l'Etat à compter de 2011, la Dotation Globale de Fonctionnement au niveau national ne devrait augmenter que de +0,2%, les autres dotations servant de variables d'ajustement.

Ainsi, nous projetons sur l'année 2011 une évolution nulle des dotations de l'Etat qui verront leur part diminuer dans le budget de la Ville.

2. La fiscalité locale

Le produit fiscal prévu pour 2011 s'établit à 164,8 M€, sans augmentation de la fiscalité, et avec le maintien du bouclier social.

3. Les autres recettes

La tendance des produits des services et des produits de gestion courante est amenée à évoluer positivement du fait de l'augmentation du nombre de bénéficiaires de nos services publics notamment dans les activités de restauration scolaire, de petite enfance et d'occupation du domaine public.

Cette année encore, un effort particulier sera mené dans le sens d'une adaptation des tarifs municipaux aux ressources des usagers.

Deux phénomènes sont à noter pour 2011 :

- la poursuite de notre tarification sociale familiale avec la baisse de la restauration scolaire pour les familles les plus modestes
- la possibilité de payer en ligne et par serveur vocal les dépenses concernant les Restaurants Scolaires et la Petite Enfance.

B. Les dépenses de fonctionnement

1. Les dépenses de personnel

L'évolution des dépenses de personnel pour l'exercice 2011 sera plafonné à +2%. Cette évolution retrace l'évolution naturelle de la masse salariale, dans laquelle a été intégrée sur 2010 le personnel dé-précarisé.

Nous faisons le choix clair de maintenir un niveau constant de l'effectif municipal pour 2011 toutes choses égales par ailleurs.

2. Les subventions

Nous souhaitons maintenir pour 2011 l'effort de soutien aux associations et partenaires de la Ville.

Ce soutien sera mis en place dans une logique de partenariat, préfigurée par la campagne de subventions 2011, qui a vu les associations venir en nombre dans le Hall de l'Hôtel de Ville entre le 1^{er} et le 22 octobre 2010.

3. Les charges financières

Selon les premières projections du recours à l'emprunt 2010 ; l'évolution de Budget Primitif de Budget Primitif des charges financières devrait être plafonné à 2,5%.

C. Les recettes d'investissement

1. FCTVA et autres recettes d'investissement

Le FCTVA est projeté sur 2011 à 12,5 M€.

L'Etat prévoit de réduire de 400 M€ le montant des remboursements au titre du FCTVA du fait de la diminution des investissements réalisés par les collectivités locales en 2010.

Enfin, dans le cadre de notre gestion active du patrimoine, les cessions foncières et/ou immobilières représenteront pour 2011, 2 M€ supplémentaires par rapport à 2010.

Ceci viendra accompagner l'évolution de la Ville et les besoins d'ajustements patrimoniaux qui en découlent.

2. Le recours à l'emprunt

Nous proposons dans le cadre de ce Débat d'Orientation Budgétaire de plafonner le recours à l'emprunt pour l'année 2011 à 60% des dépenses d'équipement.

Notons que l'endettement de la Ville de Montpellier est inférieur à la moyenne nationale, et que l'encours de dette est constitué à 60% de taux fixes et ne comprend aucun produit structuré.

D. Les dépenses d'investissement

A ce jour, les dépenses d'équipement prévues au titre de l'exercice 2011, sont estimées à 110 M€ et traduisent pour cet exercice encore notre objectif de maintenir un taux d'investissement élevé et confirmer notre soutien à l'économie locale.

II. Les objectifs du budget

A. Evolution des dépenses

1. Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de la Ville de Montpellier par habitant sont inférieures à la moyenne nationale.

Nous souhaitons toutefois pour cet exercice contenir l'évolution des dépenses d'administration générale, touchées par l'augmentation des prix des matières premières, en priorisant nos actions. Leur évolution sera inférieure à 2%.

En effet, pour garder notre dynamisme et notre force d'action, l'action municipale doit s'appuyer sur des dépenses de gestion courante qui évoluent moins rapidement que les ressources de la Ville. Maintenir cet écart qui permet un fort autofinancement est une priorité.

2. Investissement

Nous nous devons de tenir notre objectif double d'assurer un niveau d'investissement suffisant pour répondre à l'expansion de notre ville et de ses habitants et garantir une capacité de désendettement supportable pour les générations futures.

Le niveau d'investissement pour 2011, estimé à 110 M€, est le fruit de choix politiques permettant le respect de ces objectifs.

Selon le projet de loi de Finances 2011, les dépenses d'investissement de l'Etat, en baisse de 12,5%, représenteront 35€ par habitant.

Dans le même temps, la Ville de Montpellier investit plus de 400€ par habitant (10 fois plus !).

B. Programmation des investissements

Les dépenses d'investissements 2011 permettront la poursuite ou le lancement des programmes suivants :

ACTION FONCIERE
AVENUE DE L'EUROPE
AVENUE RAYMOND DUGRAND
BOULEVARD NINA SIMONE/MIRO
CAMPUS

CARREFOUR FONTCOUVERTE/CHASSEURS
CARREFOUR VANIERES/PAGNOL
CPA GRAND COEUR
CPA PETIT BARD CEVENNES
CRECHE CONSULS DE MER
CRECHE JOSEPHINE BAKER
FUTURE MAIRIE
GARE ST ROCH
GROUPE SCOLAIRE OVALIE
GROUPE SCOLAIRE LES GRISETTES
GROUPE SCOLAIRE REPUBLIQUE
GROUPE SCOLAIRE ZAC MALBOSC 2
LA PANACEE
PARC DES GRISETTES
PARC MALBOSC
PARKING FUTURE MAIRIE
PLACE TRITONS
PLAN ECOLE REUSSITE
PONT DE LA REPUBLIQUE
PREVISIONS ALERTES CRUES
RESEAUX VERTS
TRAVAUX CONNEXES 3ème LIGNE DE TRAMWAY
TRAVAUX ENTERREMENT CONTENEURS
TRAVAUX ROCKSTORE
ZAC CONSULS DE MER EXTENSION
ZAC NOUVEAU ST ROCH

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 446

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Capital santé des seniors et lien intergénérationnel Convention de partenariat Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale - Université Montpellier 1 - Faculté de pharmacie - Sanofi Aventis

Au nom de la Commission, Perla DANAN rapporte :

Selon les premières estimations de l'INSEE, en Languedoc-Roussillon, près de 20% de la population était âgée au 1^{er} janvier 2007 de 65 ans ou plus, 10% avait plus de 75 ans. A l'horizon 2030, si les tendances se confirment, les plus de 65 ans représenteront 25% de la population régionale. Ce vieillissement est lié à l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges avancés et à l'augmentation de l'espérance de vie.

La grande fréquence des maladies chroniques, générant des situations polypathologiques accompagnant ou à l'origine de nombreuses incapacités (locomotrices, visuelles, auditives, cognitives, ...) constitue l'une des caractéristiques principales de la pathologie des personnes âgées. Les effets indésirables des médicaments sont par ailleurs deux fois plus fréquents en moyenne après 65 ans. Ces différents facteurs de risque nous amènent aujourd'hui à poser le problème de l'observance chez la personne âgée.

La notion d'observance (ou adhésion au traitement) se définit par le fait qu'un patient donné respecte la prescription établie par le médecin. Les facteurs de non adhésion au traitement sont multiples. Certains sont liés au patient (erreurs de prise, automédication, perte des capacités physiques ou cognitives, ...), d'autres à la maladie et au traitement (maladie chronique, arrêt des traitements en dehors des crises, durée, routine, ...). Une mauvaise observance constitue un problème majeur de santé publique ainsi qu'un problème de coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics. A l'inverse, une bonne observance permet de garantir une meilleure qualité de vie aux patients.

Soucieuse de développer les liens intergénérationnels et de favoriser la qualité de vie de la population senior, la ville de Montpellier, au travers du Conseil des Cages, instance consultative créée par délibération en date du 05/10/2009, souhaite créer des synergies entre les acteurs capables d'agir sur ces enjeux : le Centre Communal

d'Action Sociale de Montpellier, l'Université Montpellier 1, par le biais de la Faculté de pharmacie et Sanofi Aventis.

Il est proposé de développer ensemble une action visant à favoriser le capital santé des seniors par une meilleure connaissance de leurs déterminants de santé.

Cette action, mise en œuvre à travers la convention de partenariat jointe en annexe, vise à mettre en relation des seniors avec des étudiants en pharmacie dans le cadre d'une enquête observationnelle qui fournira des données scientifiques permettant de faire évoluer la compréhension de la problématique de l'observance.

Le projet s'appuie sur la création d'une unité d'enseignement Santé Publique et éducation à la santé, pour des étudiants de 3^{ème} et 4^{ème} année de pharmacie. Après formation théorique, les étudiants participeront à une enquête comportementale chez les personnes âgées. Cette enquête permettra de caractériser les déterminants de l'observance et de l'état de santé (hygiène de vie, alimentation, déficits sensoriels), d'évaluer la représentation du traitement médicamenteux et la perception du rôle du pharmacien. Ce sera pour les étudiants une expérience et un contact direct avec la vie réelle des personnes âgées et les conditions de prise des traitements. Outre le recueil des données sur les seniors, le lien social ainsi créé apportera un plus aux participants à l'étude.

Les données collectées par les étudiants dans le respect de l'anonymat, suivant les préconisations de la CNIL seront ensuite traitées par les différents partenaires.

Ce projet se mettra en place dans le respect du rôle du médecin dans la prescription et de celui du pharmacien dans l'observance. Les représentants des professionnels de santé seront informés avant toute mise en œuvre sur le terrain.

Un collège du Conseil des Sages sera constitué pour assurer le suivi et proposer des ajustements si nécessaire. Il associera les différents partenaires de l'action. Il se réunira tous les trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le développement de l'ensemble des actions visant à favoriser le capital santé des seniors, les liens intergénérationnels ;
- D'autoriser la signature de la convention s'y rapportant ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 09/11/2010

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MAILLOUX



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Accusé de réception - Ministre de l'intérieur

034-213401722-20101108-0000040834-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi : 10/11/2010

Réception par le Préfet : 10/11/2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Capital santé des seniors et lien intergénérationnel Convention de partenariat Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale - Université Montpellier 1 - Faculté de pharmacie - Sanofi Aventis

Au nom de la Commission, Perla DANAN rapporte :

Selon les premières estimations de l'INSEE, en Languedoc-Roussillon, près de 20% de la population était âgée au 1^{er} janvier 2007 de 65 ans ou plus, 10% avait plus de 75 ans. A l'horizon 2030, si les tendances se confirment, les plus de 65 ans représenteront 25% de la population régionale. Ce vieillissement est lié à l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges avancés et à l'augmentation de l'espérance de vie.

La grande fréquence des maladies chroniques, générant des situations polypathologiques accompagnant ou à l'origine de nombreuses incapacités (locomotrices, visuelles, auditives, cognitives, ...) constitue l'une des caractéristiques principales de la pathologie des personnes âgées. Les effets indésirables des médicaments sont par ailleurs deux fois plus fréquents en moyenne après 65 ans. Ces différents facteurs de risque nous amènent aujourd'hui à poser le problème de l'observance chez la personne âgée.

La notion d'observance (ou adhérence au traitement) se définit par le fait qu'un patient donné respecte la prescription établie par le médecin. Les facteurs de non adhésion au traitement sont multiples. Certains sont liés au patient (erreurs de prise, automédication, perte des capacités physiques ou cognitives, ...), d'autres à la maladie et au traitement (maladie chronique, arrêt des traitements en dehors des crises, durée, routine, ...). Une mauvaise observance constitue un problème majeur de santé publique ainsi qu'un problème de coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics. A l'inverse, une bonne observance permet de garantir une meilleure qualité de vie aux patients.

Soucieuse de développer les liens intergénérationnels et de favoriser la qualité de vie de la population senior, la ville de Montpellier, au travers du Conseil des Cages, instance consultative créée par délibération en date du 05/10/2009, souhaite créer des synergies entre les acteurs capables d'agir sur ces enjeux : le Centre Communal

d'Action Sociale de Montpellier, l'Université Montpellier 1, par le biais de la Faculté de pharmacie et Sanofi Aventis.

Il est proposé de développer ensemble une action visant à favoriser le capital santé des seniors par une meilleure connaissance de leurs déterminants de santé.

Cette action, mise en œuvre à travers la convention de partenariat jointe en annexe, vise à mettre en relation des seniors avec des étudiants en pharmacie dans le cadre d'une enquête observationnelle qui fournira des données scientifiques permettant de faire évoluer la compréhension de la problématique de l'observance.

Le projet s'appuie sur la création d'une unité d'enseignement Santé Publique et éducation à la santé, pour des étudiants de 3^{ème} et 4^{ème} année de pharmacie. Après formation théorique, les étudiants participeront à une enquête comportementale chez les personnes âgées. Cette enquête permettra de caractériser les déterminants de l'observance et de l'état de santé (hygiène de vie, alimentation, déficits sensoriels), d'évaluer la représentation du traitement médicamenteux et la perception du rôle du pharmacien. Ce sera pour les étudiants une expérience et un contact direct avec la vie réelle des personnes âgées et les conditions de prise des traitements. Outre le recueil des données sur les seniors, le lien social ainsi créé apportera un plus aux participants à l'étude.

Les données collectées par les étudiants dans le respect de l'anonymat, suivant les préconisations de la CNIL seront ensuite traitées par les différents partenaires.

Ce projet se mettra en place dans le respect du rôle du médecin dans la prescription et de celui du pharmacien dans l'observance. Les représentants des professionnels de santé seront informés avant toute mise en œuvre sur le terrain.

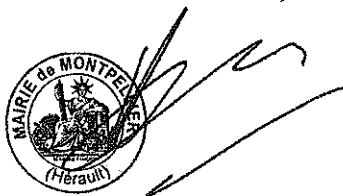
Un collège du Conseil des Sages sera constitué pour assurer le suivi et proposer des ajustements si nécessaire. Il associera les différents partenaires de l'action. Il se réunira tous les trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le développement de l'ensemble des actions visant à favoriser le capital santé des seniors, les liens intergénérationnels ;
- D'autoriser la signature de la convention s'y rapportant ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LE CCAS DE
MONTPELLIER, L'UNIVERSITE MONTPELLIER 1 (FACULTE DE PHARMACIE)
ET SANOFI-AVENTIS**

CAPITAL SANTE DES SENIORS ET LIEN INTERGENERATIONNEL

PREAMBULE :

Selon les dernières estimations de l'INSEE, la France comptait au 1^{er} janvier 2007 plus de 10 millions de personnes âgées de plus de 65 ans, soit 16,5% de la population. Parmi celles-ci, la proportion des personnes âgées de 75 ans ou plus a fortement augmenté en 10 ans, passant de 3,9 millions en 1997 à 5,2 millions en 2007. En Languedoc-Roussillon, près de 20% de la population est âgée de 65 ans ou plus, 10% a plus de 75 ans. A l'horizon 2030, si les tendances se confirment, les plus de 65 ans représenteront 25% de la population régionale. Ce vieillissement est lié à l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges avancées et à l'augmentation de l'espérance de vie.

L'une des caractéristiques de la santé des personnes âgées est la grande fréquence des maladies chroniques qui génèrent des situations de polypathologies accompagnant ou à l'origine de nombreuses incapacités (locomotrices, visuelles, auditives, cognitives...). Avec les années, les altérations physiques ou psychiques qui résultent de ces pathologies vont s'ajouter à celles directement liées à la sénescence.

Les effets indésirables des médicaments sont en moyenne deux fois plus fréquents après 65 ans¹. S'y ajoutent, en raison de l'âge et de la polypathologie, des facteurs aggravants : capacités physiologiques et métaboliques perturbées et plus grande vulnérabilité. Les personnes âgées cumulent ainsi plusieurs facteurs de risque de mauvaise observance.

Le contexte réglementaire prévoit la réduction du risque iatrogène médicamenteux chez la personne âgée. Ainsi, la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique fixe comme objectifs à 5 ans la réduction de la fréquence des prescriptions inadaptées chez les personnes âgées ainsi que la réduction de la fréquence des événements iatrogènes d'origine médicamenteuse entraînant une hospitalisation. Quant à la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST), elle inscrit l'éducation thérapeutique dans le parcours de soins du patient. Elle a pour objectif de le rendre plus autonome en facilitant son adhésion aux traitements prescrits et en améliorant sa qualité de vie. En plus du médecin, le pharmacien est placé au cœur de cette démarche.

¹ Doucet J, Queneau P., *Effets indésirables des médicaments chez les sujets âgés*, Bull Acad Natle Med 2005 ;189 :1693-709,

ARTICLE 1 : OBJET

La notion d'observance (ou adhérence au traitement) se définit par le fait qu'un patient donné respecte la prescription établie par le médecin. Les facteurs de non adhésion au traitement sont multiples. Certains sont liés au patient (erreurs de prise, automédication, perte des capacités physiques et cognitives...), d'autres à la maladie et au traitement (maladie chronique, arrêt des traitements en dehors des crises, durée, routine...).

Une mauvaise observance constitue un problème majeur de santé publique ainsi qu'un problème de coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics. A l'inverse, une bonne observance permet de garantir une meilleure qualité de vie aux patients.

Soucieuse de développer les liens intergénérationnels et de favoriser la qualité de vie de la population senior, la Ville de Montpellier a souhaité créer des synergies entre les acteurs capables d'agir sur ces enjeux : le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, l'Université Montpellier 1, au travers de la Faculté de pharmacie, et sanofi-aventis. Il est proposé de développer ensemble **une action visant à favoriser le capital santé des seniors, par une meilleure connaissance de leurs déterminants de santé.**

ARTICLE 2 : STRATEGIES D'INTERVENTION

Les principales stratégies d'intervention pour augmenter le niveau d'adhésion au traitement thérapeutique sont :

- les stratégies éducationnelles (véhiculer l'information) et les stratégies comportementales. Celles-ci comprennent l'augmentation de la communication et du conseil, la simplification des schémas thérapeutiques, l'implication des malades dans leur traitement...
- l'utilisation d'un pilulier qui est aujourd'hui recommandée par les professionnels de santé comme une aide majeure à l'observance.

Par ailleurs, à l'heure du développement des nouvelles Techniques d'Information et de Communication et du projet de ville numérique porté par la Ville de Montpellier, des nouvelles techniques de suivi pourront être imaginées grâce aux apports technologiques.

La famille, les organisations de malades et la collectivité en général sont des facteurs clés pour l'amélioration de l'adhésion thérapeutique, ce qui met en relief l'importance d'une approche de nature pluridisciplinaire.

ARTICLE 3 : PRESENTATION DE L'ACTION

Cette action vise à mettre en relation des seniors avec des étudiants en pharmacie dans le cadre d'une enquête observationnelle visant à fournir des données scientifiques permettant de faire évoluer la compréhension de la problématique de la santé des seniors.

Le projet s'appuie sur un programme d'enseignement en Santé Publique et éducation à la santé, pour des étudiants de 3^{ème} et 4^{ème} année. Après une formation théorique, les étudiants participeront à une enquête comportementale chez les personnes âgées. Cette enquête permettra de caractériser les déterminants de l'observance et de l'état de santé (hygiène de vie, alimentation, déficits sensoriels), d'évaluer la représentation du traitement médicamenteux et la perception du rôle du pharmacien. Les étudiants assureront la collecte des données et n'interviendront en aucun cas sur l'observance et la prise en charge des patients. Ce sera pour eux une expérience et un contact direct

avec la vie réelle des personnes âgées et les conditions de prise des traitements. Outre le recueil des données sur les seniors, le lien social ainsi créé apportera un plus aux participants à l'étude.

Les représentants des professionnels de santé seront informés avant toute mise en œuvre sur le terrain afin que ce projet se mette en place, en particulier, dans le respect du rôle du médecin dans la prescription et de celui du pharmacien dans l'observance.

ARTICLE 4 : RECUEIL ET TRAITEMENT DES DONNEES ANONYMES

Les personnes enquêtées auront reçu au préalable par le CCAS de la Ville de Montpellier et la faculté de Pharmacie une information orale et écrite et donné leur consentement éclairé avant toute intervention au domicile.

Pour la première visite auprès du senior, les étudiants seront accompagnés par un intervenant du CCAS.

Les données collectées par les étudiants dans le respect de l'anonymat, suivant les préconisations de la CNIL, seront ensuite traitées par les différents partenaires.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS ET ROLE DES DIFFERENTS PARTENAIRES

Les engagements et rôle des différents partenaires dans la mise en œuvre de ce projet sont les suivants :

- La Ville de Montpellier :

Au travers du Conseil des Sages, la Ville de Montpellier a initié ce projet visant à améliorer la qualité de vie des Montpelliérains et à développer de fait les liens intergénérationnels importants en matière de cohésion sociale. Plusieurs services de la collectivité seront mobilisés dans la mise en œuvre et le suivi de ce projet, en particulier le pôle Santé publique et la Mission Cohésion sociale. La Ville de Montpellier assurera par ailleurs le pilotage et la coordination des actions de communication, en lien avec les partenaires concernés.

- L'Université Montpellier 1, au travers de la Faculté de pharmacie :

Le pharmacien est un professionnel de santé incontournable dans le suivi des traitements prescrits par le médecin traitant. Les personnes âgées sont de plus en plus souvent des patients polymédicamentés avec près d'un patient sur deux qui ne suit son traitement que partiellement.

La Faculté de pharmacie, composante de l'Université Montpellier 1, se doit de former au mieux ses étudiants à leurs futures missions. A ce titre, le projet proposé par la Ville est une opportunité pour impliquer les pharmaciens dès leurs études afin de leur faire prendre conscience de la réalité du phénomène et de leur rôle futur.

Dans le cadre d'une unité d'enseignement optionnelle pour des étudiants de 3^{ème} et 4^{ème} année « Santé Publique et éducation à la santé », la Faculté de pharmacie proposera à ces étudiants de réaliser un travail de santé publique de terrain au contact de patients dans le champ spécifique des pathologies chroniques des personnes âgées. Ceci leur permettra d'appréhender au plus tôt le rôle du pharmacien dans l'éducation à la santé.

- Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier :

Dans le cadre de ses missions facultatives, le CCAS gère 7 Etablissements hébergeant des Personnes Agées Dépendantes, un Service d'Aide à Domicile, un service de Soins Infirmiers à domicile, 17 Clubs accueillant chaque jour des personnes de plus de 60 ans désireuses de pratiquer des activités physiques, manuelles, artistiques, culturelles, des sorties, des voyages... Ces activités contribuant au maintien du lien Social et à la prévention de la dépendance concernent près de 15 000 seniors montpelliérains.

Eu égard à l'allongement de la durée de vie, l'accroissement progressif de la perte d'autonomie et l'apparition de multiples pathologies liées à l'âge, ces personnes sont pour la plupart de grosses consommatrices de médicaments.

Le CCAS de Montpellier, vivement intéressé à s'engager dans le projet, propose de constituer, via les Clubs Age d'Or, un panel de personnes âgées susceptibles de participer volontairement à cette démarche scientifique et correspondant au public visé par l'étude.

- sanofi-aventis :

En tant qu'entreprise mondiale et diversifiée de santé centrée sur les besoins des patients, sanofi-aventis mobilise au quotidien, au niveau national et régional, l'ensemble de ses compétences pour apporter des solutions pertinentes aux nouveaux enjeux de société que sont le vieillissement de la population et le mésusage des médicaments.

Concrètement, nous apportons notre contribution au niveau régional à l'amélioration de la prise en charge de la personne âgée malade, le plus souvent polypathologique, et à l'optimisation du bon usage des médicaments, en nous impliquant grâce à nos collaborateurs en région auprès des acteurs de la filière gérontologique.

A ce titre, sanofi-aventis, par l'intermédiaire de son unité thérapeutique consacrée à la recherche sur les maladies liées au vieillissement et de son département informatique apportera sa contribution à ce sujet en prenant en charge le financement du matériel et d'un stagiaire dont la mission sera de suivre le projet. Objectif : fournir au territoire des données exploitables afin de faire évoluer la compréhension de la problématique de l'observance des traitements par les seniors dans une démarche d'amélioration de la santé publique

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI

Un collège du Conseil des Sages sera constitué pour assurer le suivi du projet et proposer des ajustements si nécessaire. Il associera les différents partenaires de l'action. Il se réunira tous les trois mois. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu qui sera diffusé à l'ensemble des partenaires.

Chaque partenaire s'engage par ailleurs à désigner un référent pour suivre le bon déroulement de l'action.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour une durée de trois ans renouvelable. Elle fera l'objet d'un bilan annuel entre les partenaires ainsi que d'un bilan final à son issue.

Les modalités pratiques de la convention pourront être modifiées si besoin par voie d'avenant en fonction des résultats du pilote.

Fait à Montpellier, le
En 5 exemplaires originaux

La ville de Montpellier,
représentée par Madame Hélène MANDROUX

Le CCAS de Montpellier,
représenté par Madame Christiane FOURTEAU

L'Université Montpellier 1,
représentée par Monsieur Philippe AUGÉ

Sanofi-aventis Recherche et Développement,
représenté par Monsieur Christophe DAUBIE

La Faculté de Pharmacie,
représentée par Madame Laurence VIAN

25.10.2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Dénomination du parc du quartier Port-Marianne Parc Georges CHARPAK

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Afin de rendre hommage à Georges CHARPAK, grand physicien, décédé le 29 septembre 2010 à l'âge de 86 ans, la Ville propose de dénommer le parc, situé dans le quartier « Port Marianne » :

Parc Georges CHARPAK

Après avoir effectué une partie de ses études au lycée Joffre de Montpellier, il est diplômé Ingénieur de l'Ecole des Mines de Paris et s'oriente très tôt vers la recherche en entrant dès 1948 au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) puis il rejoint l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire (CERN) à Genève.

Né en Pologne en 1924 d'une famille juive, il émigre en France à l'âge de 7 ans avec ses parents. En juillet 1942, muni de faux papiers au nom de Jacques CHARPENTIER, il échappe à la grande rafle, passe en zone libre et entre dans la résistance à Montpellier. Domicilié au faubourg Figuerolles, c'est en tant que militant des jeunesses communistes qu'il est arrêté et emprisonné à Montpellier puis déporté à Dachau en 1943. Sa pratique de plusieurs langues lui vaut sa sortie. En 1946, il devient citoyen français.

C'est au CERN à Genève qu'il met au point l'invention du détecteur de particules qui a permis de révolutionner la radiographie, la biologie et la médecine et qui lui a valu le Prix Nobel de Physique en 1992.
Il a également été membre de l'Académie des Sciences en 1985.

En conséquence, nous vous proposons :

- de valider cette dénomination
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour exécution, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Maire)

Publiée le : 09/11/2010

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 448

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à , sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Aide financière à l'obtention du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes Montpelliérains de 18 à 29 ans.

Conditions et mise en œuvre du dispositif.

Création de la Commission d'attribution des aides au financement du permis de conduire de catégorie B.

Au nom de la commission M.PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier continue à impulser des actions qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Service Jeunesse et Sports de la Ville propose le nouveau dispositif d'aide au permis de conduire qui est une condition d'intégration des jeunes en difficulté financière dans la vie professionnelle et sociale.

Bénéficiaires :

Sont concernés les Montpelliérains âgés de 18 à 29 ans, résidant depuis plus d'un an à Montpellier en situation précaire, et dont un véhicule est nécessaire dans le cadre d'une insertion sociale ou professionnelle (de part la nature de l'emploi, livreur, garagiste ou si le lieu de son domicile le nécessite).

Chaque jeune ne pourra bénéficier qu'une seule fois de ce dispositif et ne doit pas avoir fait l'objet d'un retrait du permis de conduire.

Il sera tenu de s'inscrire à l'auto école prestataire sous un délai maximum de 6 mois après la lettre de notification l'informant de l'accord d'aide financière de la Ville; passé ce délai, il perdra cette aide.

Méthodologie :

Un dossier devra être déposé à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Il devra comporter : Le formulaire de demande d'aide financière avec les copies des pièces justificatives nécessaires pour l'étude du dossier et l'acceptation du règlement.

Commission d'attribution des aides au financement du permis de conduire de catégorie B:

La Commission d'attribution sera présidée par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante. Elle comprendra :

Les membres de la Commission Municipale « Jeunesse, Ville Etudiante »

- Michel Passet Vice Président
- Arnaud Julien
- Philippe Thinès
- Perla Danan
- Brahim Abbou
- Nancy Canaud

Deux membres du Conseil Montpellierain de la Jeunesse, et à titre consultatif, des agents territoriaux et des techniciens du monde institutionnel (CCAS, Conseil Général, Mission Locale des Jeunes de l'agglomération de Montpellier...) et associatif œuvrant dans les quartiers.

Elle se réunira trois fois par an.

La ville notifiera à chaque demandeur l'avis qu'aura donné la commission sur son dossier.

Auto Ecole:

Le choix de l'auto école fera l'objet d'une mise concurrence. Outre l'agrément préfectoral qu'elle devra justifier, l'auto-école sera sélectionnée sur la base des critères suivants :

1. Qualités (de formation, d'information)
2. Prix proposés
3. Formation complémentaire à la sécurité routière (des cours théoriques exposant les grands thèmes de celle-ci (prévention des risques liés à l'alcool et aux produits stupéfiants, à la vitesse etc.) devront être dispensés par l'auto école retenue).

Financement :

Pour chaque jeune l'aide financière s'élèvera à 200€, sans contre partie. Elle sera directement versée à l'auto école prestataire.

A cette aide pourra s'ajouter d'autres dispositifs : FAJ (Fond d'aide aux Jeunes), CIVIS (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale) ...

Une estimation annuelle prévoit le financement de cinquante permis.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, un budget de **10 000€** a été voté au B.P. 2010.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'accepter la mise en œuvre de ce dispositif,
- d'accepter les termes du règlement,
- d'autoriser la création d'une Commission d'attribution,
- d'approuver tous les membres de la Commission d'attribution,
- d'accepter que cette somme soit prélevée sur les crédits inscrits au budget du Service Jeunesse, ligne de crédit n°13512,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~est~~ ^{est} conforme, Madame le Maire

Hélène MANDEUX

Publiée le : 09/11/2010

REGLEMENT

D'AIDE FINANCIERE A L'OBTENTION DU PERMIS DE CONDUIRE DE CATEGORIE B

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale, par l'intermédiaire de son service Jeunesse et Sports, propose le dispositif d'aide au permis de conduire catégorie B, pour les Montpelliérains de 18 à 29 ans.

Article 1 – Définition

- Apporter une aide financière susceptible de lever l'obstacle financier de l'apprentissage du permis de conduire pour les jeunes Montpelliérains.
- Favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes.
- Cette aide ne concerne que le permis B.

Article 2 – Bénéficiaires

- Le jeune doit être âgé de 18 à 29 ans lors du dépôt de la demande.
- Il doit justifier d'une domiciliation à Montpellier depuis plus d'un an.
- Il doit justifier d'une situation d'insertion professionnelle et ou sociale.
- Il doit ne doit pas avoir fait l'objet d'un retrait de permis.

Article 3 – Montant et modalité de l'aide

- L'aide forfaitaire d'un montant de 200 euros par candidat sera directement versée à l'auto école.
- Le jeune ne peut bénéficier qu'une fois de l'aide apportée par la ville de Montpellier
- Le bénéficiaire devra s'inscrire, dans un délai de 6 mois, après réception de la lettre de notification, sous peine de perdre cette aide.

Article 4 – Dossier de demande

Pour que le dossier soit recevable, les copies des pièces suivantes seront exigées :

- Le formulaire de demande daté et signé, accompagné des pièces justificatives demandées et l'acceptation du présent règlement.

Article 5 – Formalisation de la demande, dépôt du dossier de demande

- Le formulaire de demande et le règlement sont à retirer auprès du service Jeunesse et Sports de la Ville. Ils peuvent être également téléchargés sur le site www.jeunes.montpellier.fr.
- Le demandeur devra déposer sa demande à l'Espace Montpellier Jeunesse – 6, rue Maguelone – 34000 Montpellier.

Article 6 – Décision

- Les dossiers de demande seront sélectionnés par la commission d'attribution présidée par l'Adjoint au Maire Délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante.
- Une notification de décision sera adressée au demandeur.

Article 7 – Contrôles – Sanctions

- Les services de la Ville peuvent procéder au contrôle des déclarations faites par les bénéficiaires.
- En cas de fausses déclarations, d'utilisation de documents falsifiés ou altérés, le Président de la Commission peut prendre la décision de rejeter la demande d'aide au permis de conduire.

Article 8 – Communication

- Cette action peut être soumise à une communication de la ville de Montpellier.

Montpellier le,.....

(Signature précédée de la mention lu et approuvé)

(1^{ère} page à parapher)

ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE
6, rue Maguelone
Le Capoulié
34000 Montpellier

Tél. 04 67 92 30 50
www.jeunes.montpellier.fr

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Mise en place d'un BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGES à Montpellier Exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier délivre ponctuellement des autorisations de tournage dans l'espace public à des réalisateurs ou des sociétés de production. Ces dernières années ces demandes se multiplient notamment du fait que la Région Languedoc Roussillon soutient depuis 2004 les productions de longs métrages, courts métrages, téléfilms et documentaires par deux leviers : un Fonds d'Aide à la Création et une Commission du Film, cellule portée par l'association Languedoc Roussillon Cinéma, dont le rôle est d'inciter le tournage de films en région (promotion de sites et décors, valorisation de techniciens et comédiens régionaux).

L'accueil de tournage dans une ville, d'autant plus dans un contexte de crise, génère de nombreuses retombées :

- **Soutien à l'emploi** : emploi de techniciens intermittents, de figurants, débouchés professionnels aux jeunes des écoles,
- **retombées économiques** : prestataires de services, nuitées d'hôtel, restauration (entre 50 et 150 000 euros de dépenses par semaine).
- **retombées touristiques** : valorisation de site, attractivité, visite de fans, ...
- **retombées culturelles** : mise en valeur des talents et artistes locaux, accueil de réalisateurs et d'acteurs célèbres, actions culturelles et éducation à l'image, casting, lien social ...
- **retombées en terme d'image** et de médiatisation d'un territoire

Etant donnés les enjeux économiques, culturels et d'image d'une telle dynamique, la Ville peut créer une synergie autour de l'accueil de films et faire ainsi les premiers pas vers la mise en place d'un bureau d'accueil de tournages, afin de valoriser l'implication de la Ville (voir en annexe le bilan des tournages 2010).

Il s'agit de faire évoluer le fonctionnement administratif d'autorisation de tournage en un bureau du cinéma accueillant les productions sur la ville et de poser les jalons d'un **politique attractive vers les productions** :

- démarches administratives simplifiées grâce à la mise en place d'un **dossier unique de demande d'autorisation de tournage** (*joint en annexe*)
- accompagnement des repérages et aide à l'organisation des castings
- interlocuteur unique pour les préparations techniques et pendant les tournages
- mise en place d'une **convention entre les productions et la ville** (*jointe en annexe*) pour la valorisation des services rendus par la ville (visite de tournage, mention au générique, avant-première....)

De par sa qualité architecturale et environnementale, Montpellier possède de nombreux atouts. Néanmoins, 95% de l'industrie audiovisuelle est concentrée en Ile de France ; venir tourner à Montpellier coûte cher en défraiement, hébergement, transport. La gratuité des lieux de tournage améliorerait l'attractivité de la ville. En effet, il est important de souligner que les droits de voirie sont dissuasifs pour les productions nationales et que toutes les grandes villes de France pratiquent une exonération totale des frais, taxes et redevances, à l'exception de Paris (qui accueille en moyenne 10 tournages quotidiens).

La gratuité des droits de voirie et du patrimoine municipal pour les tournages sera conditionnée et valorisée, par une convention, car il ne s'agit pas de déprécier la valeur du service public, au contraire, mais d'estimer et valoriser celle-ci par des compensations demandées aux productions (avant première, apparition sur le dossier de presse, les affiches). Par ailleurs, les productions prendront à leur charge les dépenses d'interventions des différents services communaux (voirie, espace vert, eaux ...).

Etant donné que ces facturations peuvent demeurer un frein à des productions plus modestes (courts métrages, clip, documentaires), la commission Culture Scientifique et Technique sera chargée d'examiner ces cas spécifiques afin de leur octroyer des réductions de facturations.

Une information annuelle sera donnée au Conseil municipal, présentant le bilan des tournages et les éventuelles exonérations accordées par la Commission Culture Scientifique et Technique ;

En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'autoriser :

- la mise en place d'un Bureau d'accueil de tournages ;
- l'exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public et du patrimoine municipal pour les tournages, sauf avis contraire de la Commission Culture Scientifique et Technique ;
- Mme le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~examen~~ ~~en~~ ~~in~~ ~~forme~~, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
ET D'UTILISATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER
POUR LES TOURNAGES DE FILMS**

Identification des parties

La société:	Dénomination sociale: Adresse du siège social: Représentant de la société: Qualité du représentant:
La Ville de Montpellier:	Madame le Maire Mandataire: Direction de la Culture et du Patrimoine Représentant

Objet de la convention

Tournage de film.

	Long métrage: Court métrage: Télé film:
--	---

Titre du film :
Production :
Réalisateur :

Mise à disposition des lieux

Rues, places, escaliers:
Bâtiments:
Parcs et jardins:
Lieux de culte:
Autres:

Durée de la mise à disposition.

Les dates comprendront la période de préparation, la période de tournage, la période de démontage et de remise en état des lieux.

Date de début:
Date de fin:

Prises en charge de la Ville de Montpellier

La Ville du Montpellier, en lien avec la société de production, se chargera de rédiger, d'éditer et d'assurer la distribution d'une lettre d'information aux riverains sur laquelle apparaîtront les logos de la Ville du Montpellier et de la société de production.

La Ville de Montpellier réservera une salle afin d'organiser une réunion d'information en direction des riverains en amont des premières interventions.

Cette réunion se tiendra en présence des représentants de la ville et de la société de production.

La ville prendra en charge la rédaction des arrêtés de circulation et de stationnement.

La ville aidera la production pour la recherche des lieux de tournage, des locaux pour l'organisation des castings, des salles d'habillage, maquillage, coiffure, des lieux d'hébergement et de restauration et de mises en liens divers.

La ville aidera la production à trouver des techniciens locaux ayant une parfaite connaissance de la ville.

La ville mettra en liaison la production avec l'ANPE et LRC pour la recherche de figurants.

Prises en charge de la société de production

La société de production s'engage à contacter les riverains directement concernés par le tournage du film et à leur délivrer toute information nécessaire sur les contraintes qui en découlent, et à rechercher par la concertation toutes les solutions pouvant limiter celles-ci.

La société de production prendra en charge le coût de location de la salle de réunion d'information aux riverains.

La production s'engage à prendre en charge les dépenses d'interventions des différents services communaux et communautaires (voirie, espace verts, eaux, propreté, architecture, éclairage public).

La production prendra en charge le coût des interventions sur l'espace public (la ville fournira des adresses d'entreprises spécialisées).

La production ne mettra en place des décors ou éléments de décor qu'après autorisation des propriétaires et s'engage à remettre les lieux dans leur état originel à l'issue du tournage.

La production s'engage à autoriser la présence du photographe des services de la Ville de Montpellier et l'autorise à utiliser ses clichés dans le cadre des journaux municipaux.

La production s'engage à autoriser la présence de l'attachée de presse des services de la Ville de Montpellier sur les lieux du tournage.

La production s'engage à ne pas modifier les horaires et les lieux de tournage sans avoir prévenu préalablement les représentants de la collectivité et les riverains concernés.

La production s'engage à remercier la Ville de Montpellier au générique du film ou téléfilm.

Divers

La Ville de Montpellier sollicite auprès de la production l'organisation d'une séance privée voire une avant-première en faveur des riverains dans la salle de cinéma" ...".

Fait le,

La Production

Hélène Mandroux

Maire de Montpellier

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Cinéma NESTOR BURMA

Autorisation de signer l'avenant n°2 au marché de travaux (lot 1: démolition-gros oeuvre)

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 24/04/2008, la Ville a approuvé les travaux d'aménagement du cinéma de Celleneuve, dénommé Nestor Burma.

Par délibération en date du 22 juin 2009, la ville a attribué le lot 1 (démolition/gros oeuvre) à l'entreprise Eiffage construction, 34060 Montpellier cedex 2, pour un montant de 42 729.08 € H.T.

Par délibération en date du 14 juin 2010, la Ville a approuvé l'avenant n°1 à ce marché, pour un montant de 3 380,00 € H.T., soit une augmentation de 7.91%.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

- Pour des raisons d'accessibilité des personnes en fauteuil, une reprise du dallage est nécessaire
- Pour l'installation du nouveau matériel de projection, il convient de procéder au déplacement des lucarnes

Pour ce lot n°1, dont le pourcentage d'augmentation du marché initial est supérieur à 5%, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 octobre 2010 a émis un avis favorable.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le nouveau montant du marché s'élève à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché H.T.	Montant avenant n°1	Montant avenant n°2	Nouveau montant H.T. du marché	Pourcentage : Montant avenant/montant marché
1	Eiffage construction 34060 Montpellier cedex 2	42 729.08€	3 380.00 €	1 248.00€	47 357.08 €	10.83%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 19 octobre 2010 ;
- D'approuver l'avenant n°2 au marché de travaux ci-dessus défini pour un montant de 1 248.00 € H.T. ;
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène ANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

AVENANT N° 2

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Correspondant : Madame le Maire

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
SALLE NESTOR BURMA
REHABILITATION DES LOCAUX
Démolitions - gros œuvre

N° du marché :
9M10426A

Notifié le :
17 juillet 2009

Montant initial du marché :
Montant HT : 42 729,08 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : Le 19 octobre 2010

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :
l'Hérault le

déposée en préfecture de

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- pour des raisons d'accessibilité des personnes en fauteuils, une reprise de dallage est nécessaire ;
- pour l'installation du nouveau matériel de projection, il convient de procéder au déplacement des lucarnes.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 1 248 € HT, soit en toutes lettres : mille deux cent quarante huit euros hors taxes

Le montant du contrat est donc porté à 47 357,08 € HT. (Avenants n°1 et 2).

La plus-value s'élève donc à 10,83 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

L'entrepreneur,

A Montpellier, le

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Michaël DELAFOSSE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Centre d'art contemporain La Panacée-Cité des Artistes Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux et les avenants de prolongation de délais de travaux

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération en date du 25 juillet 2006, le Conseil Municipal approuvait le programme des travaux en co-maîtrise d'ouvrage avec le CROUS consistant en la restructuration de l'ancien Laboratoire de la Santé, situé 14 rue de l'Ecole de pharmacie, en centre d'art contemporain associé à des Résidences, des ateliers d'artistes et des logements étudiants réservés aux étudiants en Arts.

- **Par délibération en date du 30 mars 2009, la Ville a attribué les lots suivants aux entreprises :**
 - Lot 2 : gros œuvre-charpente : Cari Simba, pour un montant de 2 080 470.00 € H.T. (part Ville : 1 867 816.85 € H.T.)
 - Lot 4 : couverture : Structure Bois, pour un montant de 152 180.00 € H.T. (part Ville : 87 120.20 € H.T.)
 - Lot 9A : cloisons-doublages-faux plafonds : Midi Plafond, pour un montant de 265 614.84 € H.T.
 - Lot 11A : peinture-signalétique : Sud Aménagement, pour un montant de 142 854.00 € H.T.
 - Lot 17A : Electricité courants forts courants faibles : Rodier, pour un montant de 471 922.30 € H.T.
- **Par délibération en date du 4 mai 2009, la ville a attribué le lot suivant à l'entreprise :**
 - Lot 8 : serrurerie : HELIX, pour un montant de 127 000.00 € H.T. (part Ville : 104 095.18 € H.T.)
- **Par délibération en date du 5 octobre 2009, la ville a attribué les lots suivants aux entreprises :**
 - Lot 3 : bardage-menuiseries aluminium : ERI, pour un montant de 661 251.00 € H.T. (part Ville : 497 010.80 € H.T.)
 - Lot 18 : ascenseurs : Kone, pour un montant de 197 300.00 € H.T. (part Ville : 168 300.00 € H.T.)
- **Par délibération en date du 14 décembre 2009, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 2 Gros œuvre-charpente, pour un montant de 72 493.89 € H.T. (part Ville : 58 486.54 € HT), soit une augmentation de 3.48 % par rapport au marché initial**

- **Par délibération en date du 29 mars 2010, la Ville a autorisé la signature des avenants pour les lots suivants :**
 - Lot 2 Gros œuvre charpente, avenant n°2, pour un montant de -13 824.92 € H.T, soit une moins-value de 0.64% du montant initial. Le montant cumulé des avenants 1 et 2 représente une évolution de 2.82% par rapport au marché initial
 - Lot 17A Electricité, avenant n°1 pour un montant de 3 140.00 € H.T., soit une plus-value de 0.67% par rapport au marché initial.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

1/ PROLONGATION DES DELAIS DE TRAVAUX DE 3 MOIS :

La défaillance de l'entreprise Sud Energie Thermi, titulaire des lots 14 (chauffage, ventilation, climatisation) et 15 (plomberie) a eu pour conséquence de désorganiser le chantier et d'augmenter les délais de toutes les entreprises, à l'exception du lot n°13 Revêtement de sols durs (entreprise PROSOL) La date contractuelle d'achèvement des travaux était fixée au 7 octobre 2010, la nouvelle date est portée au 7 janvier 2011 pour les entreprises CARI, ERI, Structure Bois Couverture, AMAR, SBPR, Pistre et Fils, Helix, Midi Plafonds, Avarez, Sud Aménagement, Red Concept, Rodier, Koné et Pousse Clanet.

2/ AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX

- **Marché 8F97 :**
 - **Lot 2, entreprise CARI SIMBA :** travaux de démolition et divers travaux de gros œuvre pour l'aménagement de bureaux en R-1 sur la rue du Calvaire (devis n° 017, 4 740.59 € H.T.), travaux suite à la démolition de l'escalier n°2 (devis n°24, 5 788.86 € H.T.), réalisation chevêtre support du plancher haut du rez de chaussée sur gaine extraction cuisine (devis n°26A, 2 854.86 € H.T.), modification charpente métallique côté rue Ecole de pharmacie (devis n°28, 10 774.40 € H.T.), modification RDC : SO complémentaire zone D et démolition allège zone C (devis n° 29, 3 484.96 € H.T.), caniveaux périphériques cour intérieure (devis n°33A, 5 000 € H.T.), démolitions éléments non structuraux zone F niveau R-1 (devis n° 34, 7 380 € H.T.).
 - **Lot 4, entreprise SBC :** fermeture provisoire de souches en toiture (devis n°05, 3 240 € H.T.), dépose d'anciennes tourelles d'extraction (devis n°03, 2 340 € H.T.)
 - **Lot 8, entreprise HELIX :** création d'une plateforme provisoire pour l'accès au bâtiment (devis n°GCB270710A, 4 685 € H.T.)
 - **Lot 9A, entreprise MIDI PLAFOND :** plafond plâtre entrée (devis n°10-087, 3 001.60 € H.T.), corniche en staff (devis n°10-088, 1 360 € H.T.), gaine de désenfumage-finitions (devis n°10-103, 8 102.40 € H.T.)
 - **Lot 11A, entreprise SUD AMENAGEMENT :** aménagement de bureaux (devis du 19/05/2010, 6 063.50 € H.T.)
 - **Lot 17A, entreprise RODIER :** aménagement de bureaux (devis n°2009-D2251, 5 010.12 € H.T.), raccordement provisoire des cages d'escalier (devis n°2010-D2374, 10 314 € H.T.)
 - **Lot 18, entreprise KONE :** modification de l'emplacement des portes de l'ascenseur (devis n°1803201001, 1 890 € H.T.)
- **Marché 9M190 :**
 - **Lot 3, entreprise ERI :** modification de la façade patio côté rue Ecole de pharmacie (devis n°3663C.Rev1, 8 954 € H.T.), fermeture provisoire de l'entrée du Centre d'Art (devis n°3663.OB/F, 1 930 € H.T.)

Compte tenu des éléments ci-dessus, les nouveaux montant H.T., en €, des marchés s'élèvent à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché	Montant avenant n°1	Montant avenant n°2	Montant avenant n°3	Nouveau montant du marché	Pourcentage Montant avenant/montant marché
2	CARI	2 080 470	72 493.89	-13824.92	40 023.67	2 179 162.64	4.74 %
3	E.R.I	661 251	10 884			672 135	1.65%
4	Structures Bois couverture	152 180	5 580			157 760	3.67%
8	Helix	127 000	4 685			131 685	3.69%
9A	Midi plafonds	265 614.84	12 464			278 078.84	4.69%
11A	Sud Aménagement	142 854	6 063.50			148 917.50	4.24%
17A	Rodier	471 922.30	3 140	15 324.12		490 386.42	3.91%
18	Kone	197 300	1 890			199 190	0.96 %

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prolongation des délais de travaux de 3 mois pour les entreprises CARI, ERI, Structure Bois Couverture, AMAR, SBPR, Pistre et Fils, Helix, Midi Plafonds, Avarez, Sud Aménagement, Red Concept, Rodier, Koné et Pousse Clanet.
- D'approuver les avenants aux marchés de travaux ci-dessus définis pour un montant global de 96 914.29 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour être en conformité, Madame le Maire

Hélène MAUROUX

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Agora des Savoirs - Agora des Savoirs Junior Cycle de conférences 2010 - 2011 Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec Divergence.FM Interventions des conférenciers dans des écoles élémentaires

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé le principe de l'Agora des savoirs. Cette manifestation a pour ambition de promouvoir et de favoriser la diffusion des connaissances sous la forme de conférences ouvertes à tous, confiées à des universitaires en dialogue avec leurs collègues montpelliérains. Pour cette deuxième saison, la Ville de Montpellier souhaite aller plus loin dans son projet et étendre le principe de la diffusion des connaissances aux élèves des écoles élémentaires. Concrètement il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, le lendemain de leur conférence grand public, d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles élémentaires. A la suite de réflexions menées avec l'Inspection d'Académie un certain nombre d'écoles ont souhaité participer à ce dispositif d'Agora des Savoirs Juniors.

Le programme de cette deuxième saison 2010 - 2011 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le Comité scientifique composé d'enseignants représentant les trois universités de Montpellier, de chercheurs rattachés aux différents laboratoires de la Ville, de personnalités extérieures et d'élus chargés d'accompagner la Ville dans la mise en place de sa nouvelle politique en matière de culture scientifique et technique. Ces conférences se déroulent au Centre Rabelais les mercredis en soirée, sous forme de trois cycles trimestriels entrecoupés, cette année, de deux intermèdes.

I - L'Agora des Savoirs 2010 - 2011

Le thème exploré cette année portera sur : « *Les valeurs, les sciences et les savoirs* » et fera l'objet de trente conférences réparties sur trois cycles :

- 1^{er} cycle, du 10 novembre au 12 janvier: « *les idéaux de la connaissance : en quoi les savants croient-ils ?* »
 - Petit intermède historique, les 19 et 26 janvier: « *Quand deux systèmes de valeurs se heurtent* »
- 2^{ème} cycle, du 2 février au 23 mars : « *Nous et les autres : relativité, universalité des valeurs ?* »
 - Second intermède : « *Petit détour au pays des arts* », les 30 mars et 6 avril.

- 3^{ème} cycle, du 13 avril au 1^{er} juin : «*Préserver ou réinventer les valeurs : huit défis contemporains*»

Une séance inaugurale intitulée «*L'inestimable*», a été donnée le mercredi 3 novembre par Sylviane Agacinski. Une conférence de clôture intitulée «*Les valeurs de l'humanisme*» sera prononcée par Marc Fumaroli, le mercredi 8 juin.

La Ville prendra en charge les prestations des 30 conférenciers, leurs droits d'auteurs ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 1 000 euros chacun.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 30 conférenciers sont les suivants : Sylviane AGACINSKI, Dominique LECOURT, Marylène PATOU-MATHIS, Roger POL-DROIT, Thierry LAVABRE-BERTRAND, Ahmed DJEBBAR, Stephen BAGHDIGUIAN, Jean-Robert PITTE, Benoît PRÉVOST, Jean-Marc LÉVY-LEBLOND, Nicolas LE ROUX, François HARTOG, Françoise HÉRITIER, Philippe DESCOLA, René OTAYEK, Julien LOISEAU, Jean Pierre VERDET, Gérard NOIRIEL, Olivier TINLAND, François JULIEN, Dominique MULLIEZ, Jean Michel BESNIER, Pascal NOUVEL, Jean-Michel SALLES, Henri REY-FLAUD, Henri ATLAN, Carole CROZET, Georges CHAPOUTIER, Bernadette BENS AUDE-VINCENT, Marc FUMAROLI.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des 30 conférences il est prévu de les diffuser, d'une part sous la forme de vidéos conférences filmées, d'autre part sous la forme d'un programme radiophonique en direct.

À cet effet un partenariat de co-production est envisagé avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique dont la gestion est confiée à l'Université Montpellier 3, qui procédera à la captation des 30 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront visibles sur le site de la Ville comme sur le site web de «Parole de chercheurs» hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.

- Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la diffusion en direct des conférences sur ses ondes.

II – Agora des Savoirs Juniors

Cinq écoles se sont portées candidates pour une intervention d'un conférencier dans des classes élémentaires. Cinq conférenciers interviendront donc en 2010 et 2011 auprès de neuf classes. Les interventions seront les suivantes :

- Madame PATOU-MATHIS qui interviendra auprès des élèves de CE2-CM1 de l'école Blaise Pascal, le jeudi 18 novembre, sur le thème de « L'homme de Néanderthal ».
- Monsieur Ahmed DJEBBAR qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Lamartine, le jeudi 9 décembre, sur le thème de « l'âge d'or des sciences arabes ».
- Monsieur Jean-Robert PITTE qui interviendra auprès des élèves de CM2 de l'école Lamartine et des élèves de CE1-CE2 de l'école Ronsard, le jeudi 6 janvier 2011, sur le thème de « la géographie ».
- Monsieur Jean-Marc LÉVY-LEBLOND qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Daviler et de l'école Spinoza, le jeudi 20 janvier, sur le thème de « Galilée ».
- Monsieur Georges CHAPOUTIER qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 26 mai, sur le thème de « l'homme et l'animal ».


Il convient donc d'établir une convention Agora des Savoirs Junior pour ces cinq intervenants.

La Ville prendra en charge les prestations des cinq conférenciers pour un montant TTC de 200 € chacun, ainsi que les frais de restauration pour un montant maximum total de 100 € TTC chacun. Les frais de déplacement et d'hébergement sont inclus dans leur intervention grand public de l'Agora des Savoirs du mercredi.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 30 000 € TTC ;
- D'approuver les partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 19 012,75 € (dix-neuf mille douze euros et 75 cts) TTC et avec Divergence.FM pour un montant de 17 625 € (dix-sept mille six cent vingt-cinq euros) TTC ;
- D'autoriser la signature des conventions Agora des Savoirs Juniors avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 1 500 € TTC ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

Agora des Savoirs

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

N° sécurité sociale:

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur _____ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi _____, à 20h30 et ayant pour sujet : _____.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Ces conférences feront l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différée sous forme de conférences filmées sur le site de la Ville et sur le site de « Parole de chercheurs » hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier conceptrice de ces dites conférences filmées; d'autre part, d'une diffusion en directe sur les antennes de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques en directes sur les sites indiqués précédemment.

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

La somme de 1 000 € TTC maximum est affectée à l'organisation de chacune des conférences. Elle comprend :

- le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence s'élevant à la somme de 500 € TTC versée au CONFÉRENCIER
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 500 €.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Francis Ponge 34000 Montpellier cedex 2*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur,

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Michaël DELAFOSSE

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIÈRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉES:

Madame :

Demeurant :

N° sécurité sociale:

ci-après dénommée « **LA CONFÉRENCIÈRE** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Madame _____ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi _____, à 20h30 et ayant pour sujet : _____.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Ces conférences feront l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différée sous forme de conférences filmées sur le site de la Ville et sur le site de « Parole de chercheurs » hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier conceptrice de ces conférences filmées; d'autre part, d'une diffusion en directe sur les antennes de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LA CONFÉRENCIÈRE déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques en directes sur les sites indiqués précédemment.

LA CONFÉRENCIÈRE certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

La somme de 1 000 € TTC maximum est affectée à l'organisation de chacune des conférences. Elle comprend :

- le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence s'élevant à la somme de 500 € TTC versée à LA CONFÉRENCIÈRE
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 500 €.

Si LA CONFÉRENCIÈRE est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Elle produira une facture de note d'auteur.

Si LA CONFÉRENCIÈRE n'est pas soumise aux AGESEA elle produira une facture de note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées à LA CONFÉRENCIÈRE et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte : N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge 34000 Montpellier cedex 2*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LA CONFÉRENCIÈRE

Madame,

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Michaël DELAFOSSE

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs Juniors

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

N° sécurité sociale:

ci-après dénommée « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

Préambule :

Dans le cadre de sa politique de diffusion des connaissances auprès du plus grand nombre la Ville de Montpellier entend développer cette année des interventions pédagogiques dans les écoles du primaire faites par des grands spécialistes de réputation nationale et internationale du monde des connaissances et adaptées au niveau des élèves.

EN CONSÉQUENCE IL EST DECIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur fera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs Juniors conçu par la Ville de Montpellier, une intervention auprès des élèves de de l'école , le jeudi et ayant pour sujet : .

ARTICLE 2 - MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

La somme de 260 € TTC maximum est affectée à l'organisation de chacune des conférences. Elle comprend :

- le montant de la prestation pour l'intervention dans les écoles s'élevant à la somme de 200 € TTC versée au CONFÉRENCIER.
- les frais éventuels de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 60 €.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Elle produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumise aux AGESEA elle produira une facture de note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées à LE CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :

N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge 34000 Montpellier cedex 2*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur,

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Michaël DELAFOSSE

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs Juniors

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIÈRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉES:

Madame :

Demeurant :

N° sécurité sociale:

ci-après dénommée « **LA CONFÉRENCIÈRE** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

Préambule :

Dans le cadre de sa politique de diffusion des connaissances auprès du plus grand nombre la Ville de Montpellier entend développer cette année des interventions pédagogiques dans les écoles du primaire faites par des grands spécialistes de réputation nationale et internationale du monde des connaissances et adaptées au niveau des élèves.

EN CONSÉQUENCE IL EST DECIDE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Madame fera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs Juniors conçu par la Ville de Montpellier, une intervention auprès des élèves de de l'école , le jeudi et ayant pour sujet : .

ARTICLE 2 - MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

La somme de 260 € TTC maximum est affectée à l'organisation de chacune des conférences. Elle comprend :

- le montant de la prestation pour l'intervention dans les écoles s'élevant à la somme de 200 € TTC versée à LA CONFÉRENCIÈRE
- les frais éventuels de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 60 €.

Si LA CONFÉRENCIÈRE est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Elle produira une facture de note d'auteur.

Si LA CONFÉRENCIÈRE n'est pas soumise aux AGESEA elle produira une facture de note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées à LA CONFÉRENCIÈRE et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge 34000 Montpellier cedex 2*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LA CONFÉRENCIÈRE

Madame,

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Michaël DELAFOSSE

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs

CONVENTION DE PARTENARIAT CO-PRODUCTION DE CONFÉRENCES FILMÉES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'Université Paul-Valéry Montpellier III

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est situé
Route de Mende – BP 5043 - 34199 Montpellier Cedex 5,
N° de SIRET 193 410 891 000 17,

Représentée par Madame Anne FRAÏSSE, en sa qualité de Présidente,

et agissant pour le compte de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier située
17, rue Abbé-de-l'Épée – 34090 Montpellier, représentée par son directeur Monsieur **Paul PANDOLFI**.

dénommée « **UPV-MSH-M** »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009,

désignée par les termes « **La Ville de Montpellier** »

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier en collaboration avec la librairie Sauramps a mis en place une importante manifestation culturelle : l'Agora des Savoirs. Cette nouvelle politique culturelle entend promouvoir et diffuser la connaissance auprès d'un large public. Elle le fait en organisant des conférences les mercredis au Centre Rabelais. Dans ce cadre, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, représentée au sein du Comité Scientifique et Technique mis en place aux fins d'apporter ses conseils à l'organisation de l'Agora des Savoirs, nous propose de réaliser sous la forme d'une co-production la diffusion de l'ensemble des 30 conférences sous forme de conférences filmées accessibles aussi bien depuis le site « Parole de chercheurs » conçu et hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que directement téléchargeable depuis le site de la Ville. Ce partenariat pourra permettre d'étendre la visibilité des conférences auprès du public qui n'aurait pu y assister ou qui souhaiterait les revoir.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

L'UPV-MSH-M procèdera à la captation et à l'enregistrement audio et vidéo des conférences filmées organisées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Agora des Savoirs.

Article 2 – Moyens humains et matériels

La captation est effectuée par du personnel choisi par les soins de L'UPV-MSH-M et placé sous sa responsabilité.

Toute facilité leur sera faite pour leur permettre de venir, installer et ranger leur matériel, et effectuer la captation.

L'UPV-MSH-M met à la disposition de cette opération son matériel de captation et d'enregistrement vidéo et d'enregistrement audio (une caméra). La captation audio est à la charge de la Ville de Montpellier.

Article 3 – Déroulement des captations et présentation des vidéos-conférences

Les captations se dérouleront au Centre Rabelais à Montpellier les mercredis de 20h30 à 22h selon le calendrier de l'Agora des Savoirs pour la saison 2010 - 2011 (Voir annexe 1).

Le montage vidéo final devra commencer au moment de la présentation du conférencier par l'intervenant local et se terminer à la fin de la discussion avec celui-ci.

Les vidéos du site « Parole de chercheurs » comportent :

- Une introduction animée et sonore avec le logo parole de chercheurs
- Un écran muet avec les références internes
 - Un générique muet de plusieurs écrans contenant les informations suivantes :
 - Nom, prénom, université du conférencier
 - Titre et sous-titre de la conférence
 - Cadre institutionnel
 - Date et lieu
- Le film de la conférence
- Un générique muet de fin

L'ensemble de la vidéo contient un watermark : logo parole de chercheur en couleur et en transparence dans le coin inférieur droit ainsi que le logo de la Ville dans le coin inférieur gauche.

Article 4 – Diffusion, hébergement et consultation

Les vidéos seront accessibles pendant une durée de 12 mois sur le site Web « paroledechercheurs.fr » dans une rubrique consacrée. Le logo « Agora des Savoirs » y sera présent. Elles seront également directement téléchargeables sur le site de la Ville. Le site web « parole de chercheurs.fr » y sera cité.

L'UPV-MSH-M diffuse ses vidéos sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France » Voir les détails de cette licence : < <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>>

Article 5 - Documents légaux et archivages

Des documents légaux (fiche signalétique et autorisation de captation et de diffusion) permettant à L'UPV-MSH-M de filmer et de diffuser le contenu de la conférence (personnes et documents) sont disponibles sur le site Web « paroledechercheurs.fr » :

<http://www.paroledechercheurs.net/spip.php?article525>.

Ces documents ont un caractère obligatoire.

Ces documents doivent être remplis par l'ensemble des personnes filmées et communiqués à L'UPV-MSH-M

Ils permettent à la MSH-M de référencer chaque conférence sur le site (descriptifs, résumé, mots-clés...).

Par ailleurs, les conférenciers s'assurent de détenir l'ensemble des droits d'utilisation de leurs discours et des documents utilisés pendant leur intervention.

L'UPV-MSH-M conserve une version non montée et une version montée de chaque conférence.

Pour obtenir une copie, la Ville devra fournir à L'UPV-MSH-M les supports informatiques utilisables (disque durs externes de grandes capacités).

Article 6 – Règlements

Dans le cadre de ce partenariat comprenant la captation, le montage et la diffusion de ces conférences, la Ville de Montpellier s'engage à verser à L'UPV-MSH-M : **19 012,75 € (dix-neuf mille douze euros et soixante-quinze centimes) TTC.**

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} versement en février 2011 pour un montant de **6 332,75 €**
- 2^{ème} versement en avril 2011 pour un montant de **6 340 €**
- 3^{ème} versement en juillet 2011 pour un montant de **6 340 €**

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte N° 10071 34000 00001003387 / 27 de l'Université Montpellier 3

Domiciliation : TP MONTPELLIER

Ouvert à : la Trésorerie Générale de Montpellier

Adresse : UNIVERSITE DE MTP 3, Mme. L'AGENT COMPTABLE, ROUTE DE MENDE, 34199 MONTPELLIER CEDEX 5

L'UPV-MSH-M adressera ces factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.*

Article 7 – Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Article 8 – Dispositions particulières

Les annexes font partie intégrante de la convention et doivent être scrupuleusement respectées.

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Montpellier, le

L'Université Montpellier III*

La Présidente

Madame Anne FRAÏSSE

La Ville de Montpellier*
Pour Madame Le Maire

L'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

La Maison des Sciences de l'Homme
de Montpellier*

Le directeur

Monsieur Paul PANDOLFI

visa

** Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »
- Parapher chaque page*

Agora des savoirs

CONVENTION DE PARTENARIAT CO-PRODUCTION D'UN PROGRAMME RADIOPHONIQUE

Entre :

Divergence FM, juridiquement constituée en association loi de 1901 dont le siège est situé au 24 bd Pasteur 34000 Montpellier, représentée par son Président, M. Florent ROBIN ;

et

la Ville de Montpellier, représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009 ;

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Divergence FM, radio de catégorie A, émettant sur l'agglomération de Montpellier en modulation de fréquence sur 93.9 et sur Internet en streaming, coproduit avec la Ville de Montpellier un programme radiophonique ayant pour sujet : ***l'Agora des savoirs***.

Cette co-production radiophonique consiste en la captation, le montage, la post production et la retransmission en directe et en intégralité de 30 conférences qui se déroulent au Centre Rabelais à partir de 20h30 les mercredis, selon le calendrier joint en annexe.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat entre Divergence FM et la Ville de Montpellier.

Article 2 : Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier coproduit une série de programmes radiophoniques dans le cadre de ***l'Agora des savoirs*** qui se décomposent ainsi :

- **Séance inaugurale** : 3 novembre 2010
- **1er cycle** : 8 séances et un intermède de 2 séances soit 10 séances.
- **2^{ème} cycle** : 8 séances dont un intermède de 2 séances soit 10 séances
- **3^{ème} cycle** : 8 séances
- **Séance de clôture** : 8 juin 2011

Ces 30 conférences sont retransmises en direct sur les ondes de Divergence FM et en streaming sur le site de la radio.

Pour les directs, il est nécessaire d'une part, de disposer, sur le lieu de la conférence, d'une connexion internet 150Kbp/s de bande passante montante et d'autre part, de respecter scrupuleusement les horaires des conférences.

Article 3 – Règlement

La Ville de Montpellier s'engage à financer cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : 17 625 € (Dix sept mille six cent vingt cinq euros).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} versement en janvier 2010 pour un montant de 5 875 €
- 2^{ème} versement en avril 2010 pour un montant de 5 875 €
- 3^{ème} versement en juillet 2010 pour un montant de 5 875 €

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention seront effectuées par virement administratif sur le compte :

- N° : 510 200 166 29
- Domiciliation : Crédit Coopératif de Montpellier
- Ouvert à : Agence Victor Hugo
- Adresse : 8, Bd Victor Hugo 34009 Montpellier

Divergence.FM adressera ses factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de l'Action culturelle, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.*

Article 4 : Engagements de Divergence FM

Divergence FM s'engage à réaliser 30 captations de conférences et à diffuser l'enregistrement post-produit de ces 30 conférences.

Divergence FM publie, avant chaque conférence, un article de présentation sur son site web.

Divergence FM met à disposition de la Ville de Montpellier, un fichier audio en format MP3 après chaque émission.

Divergence FM réalise 30 bandes annonces présentant les conférences choisies et annonçant leur diffusion à l'antenne.

Divergence FM conçoit un générique.

Divergence FM s'engage à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **17 625 € TTC.**

Article 5 : Assurances

L'association déclare avoir assuré contre tous les risques le matériel qu'elle utilisera.

La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de l'association et du public le jour des enregistrements et des retransmissions.

Article 6 : Durée

Cette convention prend effet à la date de sa signature et se termine une fois les engagements des deux parties réalisés.

Article 7 : Litiges éventuels

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le tribunal de Montpellier.

Fait en trois exemplaires originaux,

à Montpellier, le

L'association*

La Ville de Montpellier*
Pour Madame Le Maire

Le Président

L'Adjoint délégué

Robin FLORENT

Michaël DELAFOSSE

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

17 rue Abbé de l'Épée

34090 Montpellier

www.msh-m.fr

à Mairie de Montpellier

Direction de l'Action culturelle

1 place Francis Ponge

34064 Montpellier cedex 2

DEVIS AGORA DES SAVOIRS 2010-2011

OBJET : Captation, montage et diffusion sur internet des 30 conférences agora des savoirs 2010-2011, les mercredis soirs au Centre Rabelais à Montpellier.

1. Captation : déplacement d'un caméraman pour le tournage et l'enregistrement numérique du discours du conférencier et récupération sur clé USB de son éventuelle présentation.
2. Montage : insertion des génériques, montage avec la présentation. Codage.
3. Diffusion sur le site internet de la MSH-M, dépôt de la vidéo montée sur le serveur FTP de la Mairie.

Plus de détails dans l'annexe technique.

Montant total : 19 012,75 € (dix-neuf mille douze euros et soixante-quinze centimes).


Dir. Paul Pandolfi
Directeur de la MSH-M



Montpellier, le mardi 21 septembre 2010

Association Croqu'oreilles - DIVERGENCE FM

24 bd Pasteur 34000 Montpellier
siret : 379 204 944 00027
Tél/Fax : 09 51 17 34 04 / 09 56 17 34 04
<http://divergence-fm.org/>
christiancoste@divergence-fm.org

Monsieur Michaël DELAFOSSE
Hôtel de ville
13 place Francis Ponge
34000 MONTPELLIER

A l'attention de Monsieur Michael DELAFOSSE, adjoint au Maire, délégué à l'action culturelle, à la culture scientifique et technique

Objet : Proposition de coproduction radiophonique pour *l'Agora des savoirs* 2010 / 2011.

Monsieur,

Je vous adresse une proposition de coproduction entre la Ville de Montpellier et Divergence FM pour la mise en onde des conférences de *l'Agora des savoirs* 2010/2011.

Dès le **3 novembre 2010**, Divergence FM mobilise son équipe pour retransmettre en direct les 30 conférences de cette deuxième saison de *l'Agora des savoirs*, avec un créneau antenne de 20h30 à 22h, jusqu'au **8 juin 2011** inclus.

Le coût global de la production radiophonique se compose comme suit :

Bandes annonces : 30 x 325 € =	9 750 €
Retransmissions : 30 x 850 € =	25 500 €
Soit un total de :	35 250 €

Nous vous proposons de participer, à hauteur de 50% du coût de la production radiophonique, soit : 17 625,00 €
Restent à la charge de Divergence FM, 50 % du coût de la production radiophonique, soit : 17 625,00 €

Toute l'équipe de Divergence FM vous remercie pour votre engagement sur cette coproduction radiophonique. Nous réalisons ensemble avec ce programme, une mission de diffusion des savoirs vers le plus grand nombre ; c'est une des priorités de la plus culturelle des radios de Montpellier et, je le sais, de votre action de Maire adjoint.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos meilleures salutations.

Christian COSTE
Secrétaire Général
de DIVERGENCE FM

PS : Vous trouverez ci-après les détails chiffrés, poste par poste, de cette opération.



DÉTAIL POSTE PAR POSTE : RETRANSMISSIONS DES CONFÉRENCES ET BANDES ANNONCES.

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE
"L'agora des savoirs" – Retransmission en direct de 20h30 à 22h.

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
Personnel				
Coordination	1	2	35,00 €	70,00 €
Animation – présentation	1	90'	50,00 €	75,00 €
Configuration stream audio et sécurisation du réseau local	1	1	50,00 €	50,00 €
Régie son	2	3,00	35,00 €	210,00 €
Déplacements	0	0,00	0,288 €	- €
Régie finale - streaming	1	3,00	35,00 €	105,00 €
Matériel (location)				
Ordinateur / enregistrement	1	forfait	50,00 €	50,00 €
Console	1	forfait	50,00 €	50,00 €
Micros	0	forfait	10,00 €	10,00 €
Rédaction article web	1	1	35,00 €	35,00 €
Transfert Podcast audio	1	1	35,00 €	35,00 €
Régie finale	1	forfait	150,00 €	150,00 €
Frais administratifs et de télécommunication				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
Total				850,00 €

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE
« L'agora des savoirs » – Message d'Intérêt Général / Bande annonce– 30 à 60"

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
Personnel				
Rédaction et production bande annonce	1	1,00	35,00 €	35,00 €
Matériel				
Studio de production (bande annonce)	1	1,0	150,00 €	150,00 €
Diffusion				
3 passages/j durant 7 jours (soit 21 diffusions)	forfait		130,00 €	130,00 €
Frais administratifs et de télécommunication				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
TOTAL				325,00 €

CONVENTION de PARTENARIAT
MSH-M - VILLE DE MONTPELLIER

ANNEXE 1

CALENDRIER DES CONFERENCES - CENTRE-RABELAIS -LES MERCREDIS À 20h30

Saison 2010 - 2011				
Les valeurs, les sciences et les savoirs				
Nb			Conférenciers	Sujet
2010				
1	3	novembre	Leçon inaugurale : Sylviane Agacinski, <i>L'inestimable</i>	
	1^{er} cycle		Les idéaux de la connaissance : en quoi les savants croient-ils ?	
2	10	Novembre	Dominique Lecourt	Le mythe de la science fonctionne-t-il encore ?
3	17	Novembre	Marylène Patou-Mathis	L'homme de Néanderthal valait-il moins qu'homo sapiens ?
4	24	Novembre	Roger Pol-Droit	Vivre avec les anciens aujourd'hui : sages et savant de l'Antiquité
5	01	Décembre	Thierry Lavabre-Bertrand	L'histoire de l'école de Médecine à Montpellier
6	08	Décembre	Ahmed Djebbar	Les sciences arabes, de l'héritage gréco-indien à leur réception européenne
7	15	Décembre	Stephen Baghdigian	Lamarck et la biodiversité. Aux origines du transformisme scientifique
2011				
8	05	Janvier	Jean-Robert Pitte	La géographie comme manière de réenchanter le monde
9	12	Janvier	Benoît Prévost	En quoi les économistes croient-ils ?
	■ Petit intermède historique : quand deux systèmes de valeur se heurtent			
10	19	Janvier	Jean-Marc Lévy-Leblond	Galilée, homme de science et de culture
11	26	Janvier	Nicolas Le Roux	La Foi et le Roi, les guerres de religion
	2^e cycle		Nous les autres : relativité, universalité des valeurs ?	
12	02	Février	François Hartog	Les Grecs, les barbares et les autres dans l'Antiquité...et au-delà
13	09	Février	Françoise Héritier	Droit des femmes et diversité des cultures
14	16	Février	Philippe Descola	Autour de « La fabrique des images »
15	23	Février	René Otaïek	La France et l'Autre, entre universalisme et différencialisme
16	02	Mars	Julien l'Oiseau	La civilisation de l'Islam au miroir des identités
17	09	Mars	Jean Pierre Verdet	Voir et rêver le Monde
18	16	Mars	Gérard Noiriel	À quoi sert l'identité nationale ?
19	23	Mars	Olivier Tinland	La vérité est-elle une valeur comme les autres ?

	■ Second intermède : petit détour au pays des arts			
20	30	Mars	François Jullien	Cette étrange idée de beau, l'esthétique à l'épreuve de la Chine
21	06	Avril	Dominique Mulliez	La redécouverte de Delphes
	3 ^e cycle		Préserver ou réinventer les valeurs : huit défis contemporains	
22	13	Avril	Jean Michel Besnier	Se rendre superflu : la tentation du post-humain
23	20	Avril	Pascal Nouvel	Homme d'hier, homme de demain
24	27	Avril	Jean Michel Salles	Évaluer la biodiversité, pour quoi faire ?
25	04	Mai	Henry-Rey Flaud	La psychanalyse a-t-elle encore quelque chose à nous dire ?
26	11	Mai	Henri Atlan	Enjeux éthiques, sociaux et politiques liés au développement de la biologie
27	18	Mai	Carole Crozet	Les cellules souches et leurs enjeux éthiques, scientifiques et thérapeutiques
28	25	Mai	Georges Chapoutier	La barrière homme/animal va-t-elle tomber ?
29	01	Juin	Bernadette Bensaude-Vincent	Nanoscience et convergence, va-t-on façonner le monde atome par atome ?
30	08	Juin	Séance de clôture : Marc Fumaroli et les valeurs de l'humanisme	

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Culture et Patrimoine Attributions à diverses associations culturelles, techniques et scientifiques

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

1 – Association Centre de Recherche sur les Pays Méditerranéens au Moyen-Âge

Au sein de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, le Centre de Recherches sur les Pays méditerranéens au Moyen âge (C.R.E.P.M.A.), constitue une équipe de recherche à vocation scientifique centrée sur l'étude de la Méditerranée médiévale et plus particulièrement sur le Languedoc médiéval. A ce titre, il coordonne des projets scientifiques dans le domaine de l'histoire et de l'histoire de l'art et organise colloques, séminaires et journées d'études.

Le C.R.E.P.M.A. propose l'étude scientifique - historique, philologique et juridique - et la réalisation de l'édition électronique d'un manuscrit essentiel pour la compréhension du Montpellier médiéval, intitulé *Petit Thalamus* et conservé aux Archives municipales. Exécuté sur l'ordre des consuls à partir des années 1250-1280 et poursuivi jusqu'à la fin du XIV^e siècle, ce document contient les chartes des libertés urbaines, les ordonnances législatives prises par les consuls dans les domaines les plus divers ainsi qu'une chronique rédigée en langue vernaculaire (occitan) décrivant les événements politiques, religieux ou climatiques les plus marquants de l'année en cours.

La numérisation intégrale du document – préalable indispensable à la mise en ligne - a été prise en charge sur les crédits des Archives municipales.

Grâce à l'utilisation d'une technologie de pointe américaine, le balisage électronique du texte (Encoding Text Initiative), l'édition électronique permettra de rendre accessible au plus grand nombre la traduction et l'appareil critique en naviguant dans les folios du *Petit Thalamus*.

Ce projet, techniquement innovant, s'inscrit pleinement dans la politique de protection et de valorisation du patrimoine ainsi que dans celle de diffusion des savoirs et de partage des connaissances conduites par la Ville de Montpellier.

Dans ces conditions, il est proposé d'accorder à l'Université Paul Valéry Montpellier III, Centre de recherches sur les pays méditerranéens au Moyen âge (C.R.E.P.M.A.) une subvention d'un montant de 5 000 €.

2 - Association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon

L'association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon (M'aLR) a pour objet de favoriser la diffusion et la promotion de la culture architecturale et l'émergence de projets de qualité liés au cadre de vie. Elle est également un lien de sensibilisation, d'information, de formation d'échanges et de réflexion dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

Depuis plus d'un an, elle anime un groupe de recherches pour faire connaître et valoriser l'œuvre de trois architectes montpelliérains Léopold (1839-1922), Louis (1872-1955) et René Carlier (1899-1985), actifs aux XIX^e et XX^e siècles. Ces architectes, qui ont construit à Montpellier des bâtiments tels que *Les Nouvelles Galeries* (actuel cinéma Gaumont Comédie), *Le Cercle des étudiants* (actuel Pavillon populaire), *l'Hôtel du Midi*, *le Crédit lyonnais*, *la Banque Dupuy-de Parseval*, *la poste Rondelet* ont également beaucoup travaillé dans l'Hérault et le Languedoc pour une clientèle tant publique que privée. Les archives municipales sont associées à ce projet, notamment dans la recherche des fonds documentaires nécessaires pour l'établissement d'un catalogue raisonné et exhaustif de cette œuvre, qui doit aboutir à une publication assortie d'une exposition. Toutes les informations récoltées à ce jour sont consignées sur des fiches d'inventaire transposables dans une base de données. Parallèlement, les documents sont systématiquement photographiés. Pour faciliter l'échange d'information, il apparaît maintenant nécessaire, de créer et développer une base de données dont l'accès sera dans un premier temps limité aux seuls chercheurs. A terme, elle sera à terme mise en ligne sur le site de la Ville et donc accessible à tous.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la politique de valorisation du patrimoine et de diffusion connaissances menée par la Ville de Montpellier.

Dans ces conditions il est proposé d'accorder à l'association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon (M'aLR) une subvention d'un montant de 2 500 €.

3 - Association Académie Internationale de Musique de Montpellier

L'association Académie Internationale de Musique de Montpellier après la belle réussite de la manifestation « Stradivarius-Montpellier 2008 » entend continuer la mise en avant de l'image de Montpellier, ville de culture autour de son importante activité de lutherie en plein essor. Ainsi elle prépare l'organisation d'une manifestation d'ampleur européenne, la « 1^{ère} fête des Luthiers », du 25 avril au 30 avril 2011 à travers de nombreux lieux de la Ville. L'objectif poursuivi est de provoquer la rencontre entre les facteurs d'instruments, les musiciens qui jouent avec leurs instruments et les mélomanes. Elle s'adressera à tous les montpelliérains. Au programme : - trente concerts disséminés dans la ville pendant trois jours - des joutes sonores salle Pasteur - une exposition de lutherie contemporaine nationale avec des ateliers - des conférences non seulement pour les luthiers mais aussi pour les musiciens et les amateurs de musique - des masters-classes publiques à l'attention des jeunes musiciens du Conservatoire - des visites guidées chez les luthiers de Montpellier.

D'autre part, le concours international de violon « Vibrate » profitera de la « 1^{ère} fête des luthiers » pour organiser, la même semaine, sa propre manifestation de renommée internationale - elle concerne 72 pays - qui sera suivie par une équipe de tournage de France 2.

Destinée à devenir pérenne cette manifestation des luthiers de Montpellier est un atout majeur pour la réputation d'excellence culturelle de notre Ville et en particulier pour le développement de ses activités de lutherie. Il convient d'aider dès à présent l'association à l'organisation de cette importante manifestation. Aussi il est proposé d'accorder à l'association Académie Internationale de Musique de Montpellier une subvention d'un montant de 40 000 €.

4 - Association Opéra National et Orchestre National de Montpellier

L'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier procède à la captation et à la diffusion de représentations lyriques à partir de l'Opéra Comédie au travers du réseau « Pégase », réseau municipal très haut débit en fibre optique. Ainsi la Ville peut retransmettre en direct des concerts dans les chambres du CHU ainsi que dans quatre établissements pour personnes âgées : La Cariera, Montpellieret, Belorgeot et Demangel. Outre les retransmissions depuis l'Opéra Berlioz du Corum, la Ville retransmet également les concerts depuis l'Opéra Comédie. L'ensemble de ce dispositif créé du lien culturel avec les patients des hôpitaux et les personnes âgées en maison de retraite et permet ainsi de lutter contre l'isolement. Afin de poursuivre cette opération qui nécessite la mise en œuvre de moyens importants - prise de son, captation vidéo - la Ville propose d'accorder à l'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier une subvention d'un montant de 30 500 €.

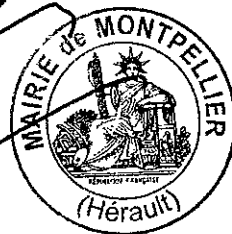
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à ces affaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Proposition de dénomination des allées du parc zoologique de Montpellier

Au nom de la Commission, Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du développement pédagogique du parc zoologique et du projet "Darwin" qui s'inscrit dans le plan « Sciences pour tous », il est proposé de contribuer à l'amélioration de l'accueil du public par un repérage des allées du parc en utilisant des grands noms de scientifiques naturalistes, zoologistes ou botanistes.

Cet outil d'orientation pédagogique permettra au visiteur de découvrir ces grands personnages qui ont pour la plupart contribué à l'émergence de notre vision actuelle du monde vivant. Certains ont joué un rôle local important notamment chez les botanistes.

En hommage à ces personnalités et dans le but de faire connaître le rôle historique de notre Ville dans l'évolution de l'histoire naturelle, il est proposé de retenir les noms suivants :

- Henri de Lunaret, donateur du domaine de La Valette à la Ville qui, bien que non scientifique, paraît mériter de figurer en première place,
- Carl von Linné, inventeur de la classification binomiale,
- Charles Darwin, théoricien de l'évolution,
- Jean Rostand, biologiste généticien,
- Augustin Pyrame de Candolle, botaniste,
- Henri Fabre, entomologiste,
- Bernard de Jussieu, botaniste,
- Georges-Louis Leclerc de Buffon, naturaliste biologiste,
- Georges Cuvier, anatomiste,
- Jean-Baptiste de Lamarck, naturaliste,
- Pierre Richer de Belleval, botaniste,
- Josias Braun-Blanquet, ethnobotaniste,
- Théodore Monod, naturaliste,
- Gregor Mendel, biologiste,
- Dian Fossey, éthologue,
- Helen Gaige, zoologiste,

- Thomas Risley Odhiambo, entomologiste,
- Stephen Jay Gould, paléontologue, biologiste évolutionniste,
- Charles Flahault, botaniste,
- Francis Hallé, botaniste.

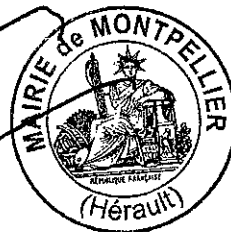
En conséquence, nous vous proposons :

- d'adopter ces dénominations pour les allées du parc zoologique,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

PROJET URBAIN Organisation et lancement du concours d'urbanisme Election des membres du jury

Au nom de la commission M.SAUREL rapporte :

Par délibération du 8 février 2010, le conseil municipal de la Ville de Montpellier approuvait le lancement d'une longue démarche d'élaboration du projet urbain, vaste réflexion au caractère participatif affirmé dont l'ambition est de dessiner les grandes lignes de la stratégie urbaine qui présidera à l'évolution de la ville pour les 20 prochaines années.

En effet, le développement exceptionnellement dynamique de la Ville de Montpellier, passant du 22^{ème} au 8^{ème} rang des villes françaises lors de ces 50 dernières années, a reposé sur une vision urbaine projetant l'extension de son centre historique vers le Lez d'abord, vers la Méditerranée ensuite. De grands projets d'aménagement urbain et paysager, accompagnés par des équipements publics emblématiques remarquables par leur architecture ont été la marque de cette croissance soutenue, donnant à la ville une nouvelle image ancrée dans la modernité et un statut incontestable de métropole.

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier s'inscrit dans la continuité des actions engagées et des grands projets en cours, et se pose trois questions fondamentales engageant les élus de Montpellier à vouloir aller plus loin en reposant la question des fondements du projet urbain.

D'abord, le projet urbain doit répondre à une pression démographique qui ne se dément pas, qui est une chance pour la ville et son agglomération et qui doit permettre l'accueil dans les meilleures conditions de populations nouvelles, d'entreprises et d'emplois, tout en maintenant et en améliorant la qualité de vie de ceux qui y sont déjà installés, en particulier de ceux qui sont aujourd'hui les plus exposés à la crise économique et sociale que connaît notre pays.

Ensuite, le projet urbain de demain doit s'imprégner des mutations récentes et à venir de la société européenne, intégrant à la fois le paradigme du développement durable, la finitude des ressources de la planète, les nouveaux modes de gouvernance fondés sur la participation citoyenne, les révolutions engendrées dans nos pratiques quotidiennes par les innovations techniques, etc ...

Enfin, le projet urbain doit confirmer le tournant déjà engagé depuis quelques années et donnant la priorité à la reconstruction de la ville sur la ville tout en achevant les grands projets de développement, dans l'est comme dans l'ouest de la ville et en intégrant les grands desseins stratégiques comme le projet Campus.

Afin de mener à bien cette démarche prospective et partagée, la Ville souhaite lancer une consultation d'équipes de concepteurs pluridisciplinaires regroupant des compétences variées, ayant pour mission de donner forme à ce projet urbain sur la base :

- du travail de préparation mené par les services de la Ville,
- des diagnostics finalisés par le bureau d'étude Algoé consultants désigné par la délibération mentionnée ci-dessus,
- des études complémentaires et parallèles sur le paysage, les services, l'économie et la culture actuellement en cours de désignation ou de lancement
- d'un ambitieux processus de concertation avec la population montpelliéraine et les foyers vives de notre ville

Cette consultation sera lancée dans un premier temps par un concours d'urbanisme, objet de cette délibération, par application des règles définies par l'article 38 du code des marchés publics et se prolongera, dans un deuxième temps, par une procédure négociée avec l'ensemble des lauréats visant à attribuer un marché à un ou plusieurs lauréats selon les dispositions de l'article 35 du code des marchés publics.

Après appel public à candidature, une sélection de cinq candidats sera faite pour participer au concours. L'indemnité maximale versée à chacun d'eux sera de 30 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain,
- de dire que les sommes nécessaires au financement du concours sont et seront inscrites au budget de la ville (CRB 83300)
- de décider que les candidats admis à concourir après sélection recevront une indemnité maximale de 30 000 € HT par équipe,
- de décider de créer un jury, conformément aux articles 24 et 22 du code des marchés publics : Mme le Maire ou son représentant, président, et cinq membres élus au sein du conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Ont été élus :

Mme le Maire, Présidente du jury ou son représentant M.SAUREL.

Titulaires : -M.PASSET

-M.TOUCHON

-M.DUFOUR

-M.ROUMEGAS

-M.DOMERGUE

Suppléants : -Mme COUVERT

- M.SUDRES

- Mme DANAN

- M.TSITSONIS

- M.DUMONT

- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

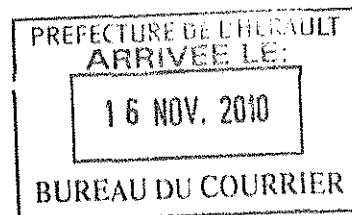
Pour exécution conforme, Madame le Maire

Hélène SAUREL

(Hérault)

Publiée le : 09 NOV. 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010



Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brâhim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHACHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christian FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch Prise en compte du bilan de la concertation menée par la SNCF, maître d'ouvrage du projet

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La gare de Montpellier Saint Roch est desservie par le réseau de lignes à grande vitesse depuis 2001 et bénéficie d'une desserte ferroviaire, régionale et longue distance de plus en plus dense.

Par ailleurs, la reconquête des terrains ferroviaires disponibles et proches de la gare, constitue un potentiel de renouvellement urbain unique, permettant à la fois, la construction du quartier Nouveau Saint Roch et le renforcement du positionnement de la gare en cœur de ville.

Avec le développement du trafic ferroviaire, les deux premières lignes de tramway, la troisième en construction, le futur parking Nouveau Saint Roch et ses stationnements vélos, la gare Saint Roch constituera un pôle d'échange multimodal (PEM) majeur pour la ville de Montpellier et son agglomération.

Dans ce contexte, un partenariat a été établi entre, la Ville, l'Etat, la SNCF, RFF, la Région et l'Agglomération pour élaborer un projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch. Correspondant à un investissement de 54 millions d'Euros, l'objectif de cette opération est d'assurer, au delà de l'amélioration des services aux voyageurs et de la mise en œuvre d'un projet architectural de qualité, une meilleure intégration de la gare dans son environnement en améliorant son accessibilité et en privilégiant la complémentarité des modes de déplacement.

Ce projet a été acté dans le cadre d'un protocole d'accord avec l'ensemble des partenaires et approuvé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2009. Ce protocole définit les modalités de la gouvernance, la répartition du financement entre les partenaires, ainsi que les principes architecturaux et urbains du projet.

La gouvernance du PEM Saint Roch est composée de représentants de chacun des partenaires signataires du protocole. Elle aura notamment pour objectif d'assurer la bonne réalisation du PEM et sa gestion optimale durant toute la durée des travaux.

Il est convenu que les travaux débiteront en 2011 pour se terminer au quatrième trimestre 2013.

Le projet prévoit également la réalisation d'aménagements urbains sous maîtrise d'ouvrage de la Ville, permettant ainsi à la gare de s'intégrer parfaitement au quartier.

Ce projet visant une extension fonctionnelle de l'emprise de la gare et une modernisation des ses installations, il doit faire l'objet d'une concertation préalable au titre des articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme auprès des habitants, des associations locales et autres personnes concernées. Dans ce cadre et en vue de la mise en œuvre de ce projet, la SNCF Gares & Connexions, maître d'ouvrage, avait sollicité la Ville en vue de définir les modalités de la concertation avec le public.

Par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par la SNCF.

Cette concertation s'est tenue entre le lundi 13 septembre 2010 et le mardi 12 octobre 2010. Son bilan nous a été transmis par la SNCF et est annexé à cette présente délibération.

Durant cette période une exposition permanente s'est tenue en Gare et a permis de présenter les principaux enjeux du projet et ses caractéristiques essentielles. Localisée dans le hall supérieur de la gare, elle était composée de panneaux, de plans et de perspectives du projet avec des plaquettes d'information. Deux registres ont été laissés à la disposition du public, dans la Gare elle-même et à la Direction Régionale de la SNCF permettant à chacun de consigner ses observations sur le projet.

Par ailleurs, deux réunions publiques se sont tenues les mardi 21 et 28 septembre 2010, en présence de représentants de la Ville et des autres partenaires.

Cette concertation a été annoncée par un communiqué de la SNCF diffusé notamment par voie de presse, par affichage en gare, dans les commerces à proximité de la gare, ainsi que par une insertion sur le site internet officiel de la Ville. Par ailleurs, des invitations non nominatives ont été distribuées dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier. Ces mesures ont permis une large information du public sur le projet de la Gare.

Le bilan de la concertation mentionne qu'aucune opposition n'a été exprimée, ce qui témoigne de l'adhésion du public au projet.

En conclusion, la SNCF nous indique que cette concertation s'est déroulée conformément aux modalités préalablement définies et nous demande d'en prendre acte.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte que la concertation décrite dans le bilan communiqué par la SNCF Gares & Connexions, maître d'ouvrage du projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch, s'est déroulée conformément aux modalités prévues par la SNCF et auxquelles la Ville avait donné un avis favorable par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

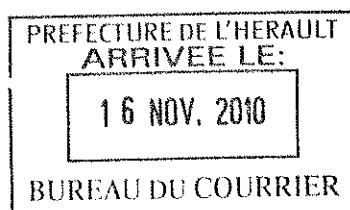


Publiée le : 09 NOV 2010

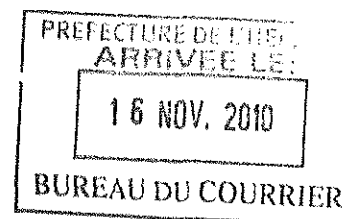


Direction Aménagement
Programmation
Formes urbaines

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 457



Séance publique du lundi 8 novembre 2010



Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN

ZAC des Grisettes (2ème tranche)

Agrément de candidature

A. C. M

(lot 2e)

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'A.C.M en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs sociaux.

Dénomination du candidat :

A.C.M

407 avenue du Professeur Antonelli

CS 15590

34074 Montpellier cedex 3

Localisation :

ZAC des Grisettes (2^{ème} tranche)

Lot 2e

Parcelle cadastrée : Section EK n°277p et section DZ n°124p

Surface du lot : 2 747 m²

Nature du projet : 68 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 5 140 m²

SHON maximale autorisée : 5 395 m²

La SERM précise que la candidature d'A.C.M prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature d'A.C.M pour la réalisation de 68 logements collectifs sociaux sur le lot 2e de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes.
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

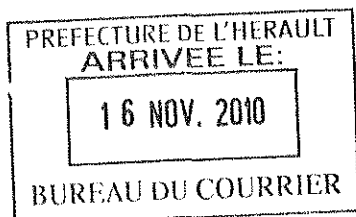
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, François PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 3 - Lot 12A "CORIM Promotion"

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucaulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004.

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de la société « CORIM Promotion ».

Maître d'ouvrage : CORIM Promotion
Immeuble « Le Cristal »
1475, avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n°171, 184 et 189p

Surface du lot : 1.577 m²

Nature du projet : 25 logements collectifs

SHON envisagée : 1.900 m² SHON
dont 760 m² SHON en accession à la propriété aidée
1.995 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de la société « CORIM Promotion »
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Immobilière DEJEAN syndic, 17 et 19 rue Ferdinand Fabre (50 % de la subvention)	15.667,94 €
M. ou Mme LAFABRIER René, 19 rue Cité Benoit	5.216,53 €
M. MALATERRE Guy, 5 rue de la Raffinerie (50 % de la subvention plafonnée)	5.260,00 €
SARL Alain POUX syndic, 4 rue d'Alsace	3.330,53 €
RAYNAUD Immobilier, 20 rue Leenhardt (50 % de la subvention)	6.720,88 €
Ocimmo compte copropriété (syndic URBANIA), 7 rue Marceau	7.961,21 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:
16 NOV. 2010
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Foncier avenue du Maréchal Leclerc Acquisition d'une emprise de 30 m²

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Afin de pouvoir réaliser deux places de stationnement devant les commerces situés avenue du Maréchal Leclerc, il a été négocié avec les propriétaires de la parcelle cadastrée DV 84, l'acquisition d'une emprise de 30 m² appartenant à l'indivision Cros. Ces deux places de stationnement seront ensuite incorporées au domaine public communal.

Cette négociation intervient sur l'avenue du Maréchal Leclerc dans le cadre des travaux d'élargissement de la voie, qui est une voie faisant l'objet d'un projet d'élargissement annexé au PLU (plan local d'urbanisme) pour une largeur de 12m. L'indivision Cros accepte de céder le terrain à la Ville en compensation des travaux d'aménagement réalisés devant leurs commerces, la Ville prenant à sa charge tous les frais liés à cette transaction.

Les propriétaires ont accepté de signer une prise de jouissance anticipée en date du 17 septembre 2010, pour permettre à la Ville d'engager les travaux dans les meilleurs délais.

L'étude de Maîtres Salles, Soulas-Bertrand, a en charge les intérêts de l'indivision Cros, elle sera chargée de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir une emprise de 30 m² à extraire de la parcelle DV 84 située avenue du Maréchal Leclerc, en compensation des travaux réalisés par la Ville au droit de la propriété de l'indivision Cros,
- d'incorporer au domaine public communal ce terrain, qui sera aménagé en places de stationnement public,
- de saisir l'étude de Maître Salles Soulas-Bertrand, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

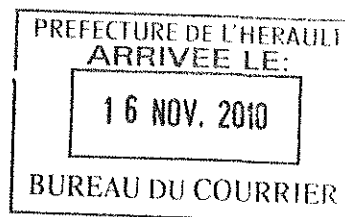
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08 NOV. 2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Foncier Rue de la Croix de Lavit Vente d'une parcelle supportant un transformateur

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre d'un programme immobilier situé rue de la Croix de Lavit, la société Pragma a sollicité de la Ville la vente de la parcelle cadastre TC 58 de 21 m² sur laquelle est implanté un transformateur EDF.

En effet, ce transformateur, qui dessert tout le secteur, a été aménagé sur une parcelle appartenant à la Ville.

Si la transaction est acceptée, la société Pragma a déjà signé une convention avec EDF dans laquelle elle s'engage à réimplanter le transformateur en retrait, sur l'emprise de son opération immobilière, située à l'arrière. La société Pragma réalisera le déplacement du transformateur à ses frais. Pour information, le coût de ce déplacement s'élève à 101 725.77 euros TTC.

Compte tenu de l'occupation de cette parcelle par un transformateur encore en activité, et le fait que le promoteur a signé un engagement avec EDF pour reconstituer cet équipement en retrait, sur son terrain privatif, et à ses frais, les services fiscaux ont estimé la transaction de cette parcelle de 21 m² à l'euro symbolique.

Le notaire désigné par le promoteur est Maître Caulier de l'office notarial de Baillargues.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- la vente à la société Pragma de la parcelle TC 58 de 21 m² à l'euro symbolique compte tenu de son affectation actuelle, à savoir un transformateur,
- la saisine de Me Caulier, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte constatant le transfert de propriété, aux frais de la société Pragma, acquéreur,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

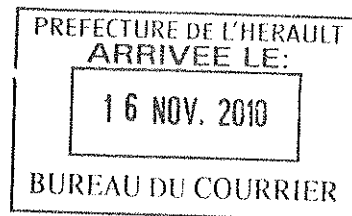
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 8 septembre 2010

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgflp.finances.gouv.fr

DIRECTION URBANISME OPERATIONNEL					
13 SEP. 2010					
FO	Dds	DP	C		JR

Mairie de Montpellier

Département urbanisme et

aménagement

Service foncier opérationnel

1, Place Francis Ponge

34064 Montpellier cedex 2

Objet : Demande d'évaluation

V/Référence : votre demande reçue le 3 septembre 2010 (Mme BOURRAT)

N/Référence : dossier n° 2010 172 V 1760



1-Service consultant : Commune de MONTPELLIER.

2- Propriétaire présumé : Commune de MONTPELLIER.

3-Description sommaire des biens : Parcelle TC 58 pour une superficie totale de 21 m2 constituée par un transformateur EDF.

4-Réglementation d'urbanisme : Parcelle classée en zone 2U1-1e du PLU de la ville de MONTPELLIER, approuvé le 2 mars 2006 et modifié en dernier lieu le 13 avril 2010.

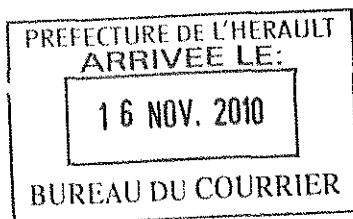
5-Valeur vénale de l'emprise :

Eu égard à la superficie réduite de la parcelle et dès lors que l'acquéreur s'engage à déplacer à ses frais le transformateur existant sur les parcelles TC 60 et 82, la cession de la parcelle TC 58 à l'euro symbolique peut être acceptée.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAPOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN.

Foncier rue Du Guesclin Vente de la parcelle HM 501 à la SERM

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée HM 501 (58 m²) située entre la rue Du Guesclin et l'avenue Frenay, le long de la ligne 1 du tramway, arrêt Hôtel de Ville.

Cet espace désaffecté est constitué d'un escalier qui est fermé au public depuis plusieurs années, car il présente un réel danger. En effet, avec le temps, l'ouvrage se désolidarise de la plate forme du tramway. La Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM), propriétaire à l'origine, a désaffecté ce bien et l'a déclassé de son domaine public avant de le vendre à la Ville à l'euro symbolique.

Dans le cadre du projet Espace Du Guesclin, il est proposé de vendre cette parcelle HM 501 à la SERM.

La cession à la SERM aura lieu à titre gratuit compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir un ancien escalier public désaffecté, qui serait reconstitué, si un projet immobilier devait être réalisé à cet endroit. Les services fiscaux ont confirmé la possibilité d'une transaction à titre gratuit compte tenu de ces éléments.

Le notaire, qui a déjà travaillé sur ce secteur, est l'étude notariale de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de vendre la parcelle HM 501 de 58 m², à titre gratuit, à la SERM,
- de faire constater le transfert de propriété par acte authentique aux frais de la SERM, par l'étude notariale de Baillargues,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV 2010



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 7 octobre 2010

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier

Service Domainalité Publique

Mme Patricia BOURRAT

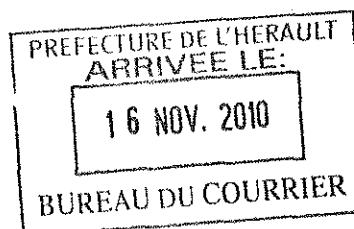
1 place Francis Ponge

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Objet : Demande d'avis sur la valeur vénale d'une emprise
faisant l'objet d'une cession gratuite

V/Référence : Demande reçue le 7/10/2010

N/Référence : dossier n° 2010 172 V 2005.



1-Service consultant : Commune de Montpellier.

2- **Objet et but de la consultation :** Valeur vénale de la parcelle HM 501 constituant le terrain d'assiette
d'un escalier situé entre la rue Du Guesclin et la plate-forme du tram d'une contenance de 58 m2.

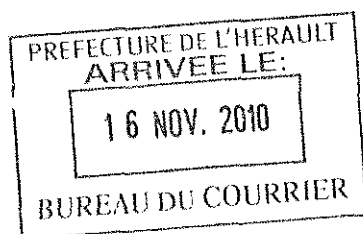
3-**Réglementation d'urbanisme :** zone 1 U1-7fw du PLU de MONTPELLIER approuvé par DCM du 2 mars 2006
et mis à jour le 13 avril 2010. Parcelle dépourvue de toute constructibilité.

6-**Valeur vénale de l'emprise :**

S'agissant de la cession d'un bien affecté à un équipement public en contrepartie de la création d'un escalator et
d'un ascenseur pour un accès public, le principe de la cession à titre gratuit peut être admis.

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques,
Par délégation,
L'inspecteur France Domaine

Pascal BONNAIRE



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANCHÉ, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

PAE Multisites Marquerose Rue Gaston Bachelard Cession Société Equity Partners Les Grisettes / Ville de Montpellier Parcelle EK 279

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du projet d'élargissement de la rue Gaston Bachelard (opération C 59 du PLU), qui s'inscrit dans le périmètre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites Marquerose, la Société Equity Partners Les Grisettes a obtenu un permis de construire n° 34.172.08.V0.161 pour la création d'un bâtiment destiné à la restauration rapide « KFC ».

Au titre de ce permis de construire et de la convention de participation au PAE Multisites Marquerose, cette société doit céder à la Ville de Montpellier la parcelle nouvellement cadastrée EK 279 d'une superficie de 23 m², pour permettre d'élargir la rue Bachelard, au titre de l'opération C 59 du PLU, voie très étroite à cet endroit.

Cette transaction aura lieu au titre des participations dues dans le cadre du PAE Multisites Marquerose suite au permis de construire n° 34.172.08.V0.161, sur la base de l'estimation des services fiscaux applicable à l'ensemble du PAE, soit 60 €/m², ou 1 380 € pour une surface totale de 23 m².

Le notaire chargé de cette transaction est Maître Andrieu à Montpellier, il rédigera l'acte notarié aux frais de la Ville en collaboration avec le notaire du vendeur, Maître Jullien Thierry à Lyon.

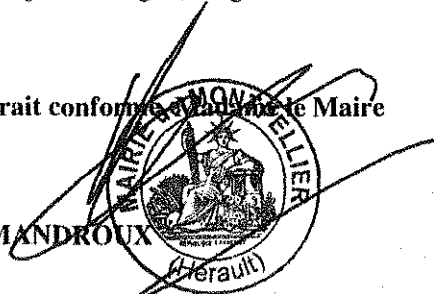
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée EK 279 d'une superficie de 23 m², appartenant à la Société Equity Partners Les Grisettes, pour permettre les travaux d'élargissement de la rue Bachelard, conformément aux participations dues au titre du PAE Marquerose Multisites,
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Andrieu, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

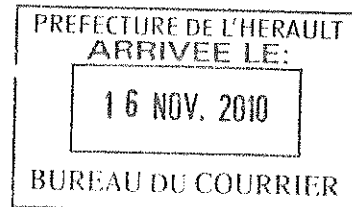
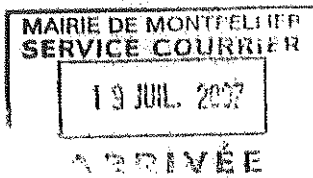
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV 2010



Trésor PUBLIC

TREASORERIE GENERALE DE LA REGION LANGUEDOC - ROUSSILLON
ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34053 MONTPELLIER CEDEX 2
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par **bernard BONICEL**

téléphone : 04 67 22 60 87

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : bernard.bonichel@cp.finances.gouv.fr

Montpellier, le 16 juillet 2007.

Mairie de Montpellier
Service du Droit des Sois
Hôtel de Ville
1, place Francis Ponge
34064 Montpellier cedex 2

Objet: -Evaluation d'une emprise de terrain
devant faire l'objet d'une cession à titre onéreux
Votre lettre du 28/06/2007 - G.MICHEL

Référence: dossier n° 2007 172 V 1425

PAC Marqueroze

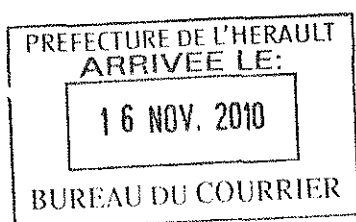
- 1- Service consultant : Ville de Montpellier
- 2- Objet et but de la consultation : Projet d'acquisition d'une emprise de 896 m² dépendant des parcelles cadastrées EL 90, 321 et 324 d'une superficie totale de 7 818 m².
- 3- Bénéficiaire et n° du P.C : SAS PIERRES OCCITANES- PC n° 34172 06 V 0435
- 4- Urbanisme applicable : Zone du PLU : 1 624 m² en 2U2-1f (COS 0,5) et 6 194 m² en 2AU-1f (COS 0,45).
- 5- Description sommaire des biens : Emprise de 896 m², située dans un PAC, devant faire l'objet d'une cession à titre onéreux à l'occasion de la demande de permis de construire déposée le 06 décembre 2006, prévoyant la réalisation d'une opération de construction développant 3 595 m² SHON, 1004, rue de la MARQUEROSE à Montpellier.
- 6- Détermination de la valeur vénale de l'emprise :
La valeur vénale, dénuée de toute constructibilité, est estimée à 53 760 €

Pour le Trésorier Payeur Général,
Par délégation,
L'inspecteur France Domaine

B BONICEL

REF. doit 60 € / m²
→ terrain Nu
PAC Marqueroze
Rue Marqueroze

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ARBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perlé DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Acquisition d'un terrain propriété à M. Xavier ROUSSET parcelle cadastrée RK 14 Grammont

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Monsieur Xavier ROUSSET est propriétaire d'un terrain cadastré RK 14 d'une superficie de 2350 m² en zone N-2 du PLU situé dans le secteur de Grammont. Ce terrain, situé à proximité immédiate du cimetière de Grammont, intéresse la Ville à titre de réserve foncière. En effet, il est contigu au terrain d'une superficie de 9642 m² acquis par la Ville en 2006 à titre de réserve foncière pour une éventuelle extension du complexe funéraire.

Le 1^{er} octobre 2010, le propriétaire a signé une promesse unilatérale de vente à la Ville de son terrain pour un montant de 8 €/m², soit 18.800 €.

Monsieur ROUSSET avait installé sur ce terrain un bungalow d'environ 30 m². Les propriétaires et occupants de la parcelle voisine cadastrée RK 15 se sont installés de manière illicite sur cette parcelle et dans ce bungalow. La Ville devra, une fois devenue propriétaire, demander à ces occupants sans titre de libérer les lieux.

En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition du terrain cadastré RK 14 d'une superficie de 2350 m² situé dans le secteur de Grammont appartenant à Monsieur Xavier ROUSSET, pour un montant de 18.800 euros,
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

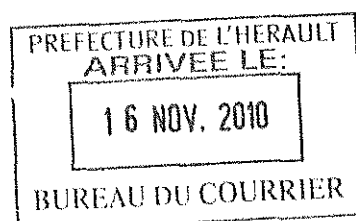
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 09 NOV. 2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le , le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie,
Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à , sous la présidence de Madame le
Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGE CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Panny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christlane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Absents :

Arnaud JULIEN.

FONCIER ZAD des BOUISSES Acquisition propriété ALBA Lieu dit les Traverses Convention de servitudes avec Electricité Réseau Distribution France

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2007, la Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES a été créée et la Ville de Montpellier désignée comme titulaire du droit de préemption.

Cette Z.A.D doit permettre à la Ville de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant à terme un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectif et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne.

La Ville a déjà réalisé plusieurs acquisitions foncières dans la Z.A.D des BOUISSES.

Les Consorts ALBA sont propriétaires, dans cette zone, d'une terre agricole en friche, sise lieu dit les Traverses et cadastrée section PW n° 23 d'une contenance cadastrale de 2.355 m².

Les Consorts ALBA ont proposé à la Ville l'acquisition de ce bien. Après négociations, ils ont accepté de le céder à la Commune pour une montant de 58.875 €. Cette somme est compatible avec l'évaluation des Services Fiscaux.

Afin de poursuivre la politique municipale de constitution de réserves foncières en Z.A.D, il convient de décider l'acquisition de la propriété ALBA, cadastrée section PW n° 23, au prix de 58.875 €.

Il est à noter, sur ce terrain, l'existence d'un poteau soutenant une ligne haute tension 20 KV aérienne existante alimentant le secteur. La Société Languedocienne d'Aménagements, qui effectue les travaux concernant les réseaux électriques pour le compte d'Electricité Réseau Distribution France (ERDF), sollicite l'autorisation de poser un poteau béton supportant un poste de transformation H 61 en reprise du réseau BTA/A existant (basse tension), pour le renforcement des réseaux ERDF « Château Bon ». ERDF a transmis en conséquence à la Ville une convention de servitudes, que la Ville pourrait accepter, à titre gratuit, compte tenu de son objet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- 1) de décider l'acquisition de la propriété des Consorts ALBA, sise lieudit les Traverses, cadastrée section PW n° 23, au prix de 58.875 €, montant compatible avec l'estimation des Services Fiscaux,
- 2) de dire que le montant de cette acquisition sera prélevé sur les crédits inscrits au budget 2010, programme individualisé "Action foncière" ligne de crédit 17459 "Acquisitions terrains",
- 3) de dire que Maître VIALA, notaire des Consorts ALBA, sera chargé de la rédaction de l'acte authentique de vente,
- 4) d'autoriser Madame le Maire à déposer toutes demandes de permis de construire ou de permis de démolir nécessaires,
- 5) d'autoriser la Ville à signer une convention de servitudes à titre gratuit avec E.R.D.F pour le renforcement des réseaux « Château Bon », les formalités d'enregistrement ou de publication de ce document étant à la charge d'ERDF.
- 6) d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

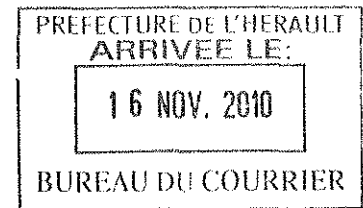
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le :

Affaire n°D325/004060 – Commune de MONTPELLIER – Chargé d'affaires ERDF : M. SCOT Robert



Commune de **MONTPELLIER**
Département de l'**HÉRAULT**

Ligne électrique aérienne : **création d'un poste H61 en passage et reprise du réseau BTA/A existant**
[tension, tracé]

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex,
représentée par **M. SCATENA Alain**, agissant en qualité de directeur, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et

MAIRIE DE MONTPELLIER

Demeurant **1 place François PONGE – 34064 MONTPELLIER cedex 2**

agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrains sis

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire »

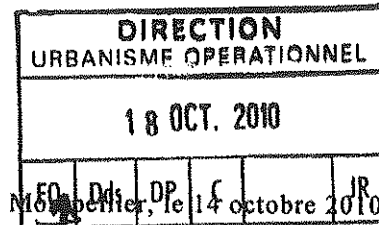
d'autre part,



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC - ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

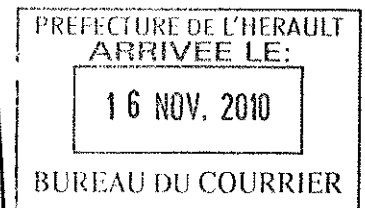


BRIGADE D'EVALUATION.
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2
Réception sur rendez-vous
Affaire suivie par Pascal BONNAIRE
téléphone : 04 67 22 62 67
télécopie : 04 67 22 62 69
Courriel : pascal.bonnaire@dglf.finances.gouv.fr



Mairie de Montpellier
Service Foncier Opérationnel
1, Place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2

Objet: - Convention de servitude réseau ERDF
Votre demande du 7 octobre 2010
Dossier suivi par Mme FABRE
Référence: dossier n°: 2010 172 V 2029



Madame le Maire,

Par un courrier en date du 7 octobre dernier, vous avez communiqué pour avis un projet de convention de servitude de passage, à consentir par la Ville, sur la parcelle PW 23 lui appartenant, au profit de ERDF, pour la création d'un poste de transformation et la reprise du réseau aérien basse tension existant.

Contractuellement, la commune de Montpellier a prévu d'accorder cette servitude à titre gratuit. Après examen du dossier présenté et afin de pouvoir procéder aux formalités de publicité foncière auprès du service de la Conservation des hypothèques, la valeur correspondant à la servitude consentie sur la parcelle concernée est évaluée à 1 €.

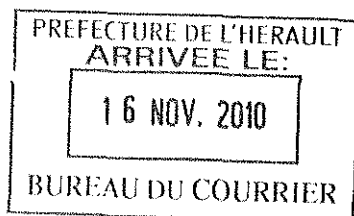
Enfin, le seuil de consultation n'étant pas atteint, le présent avis revêt un caractère purement officieux.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour l'Administratrice Régionale des Finances Publiques,
Par délégation,
L'Inspecteur,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTHER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Propriété des Consorts GRANDON 320, avenue du Petit Train - Acquisition

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Les Consorts GRANDON sont propriétaires d'une parcelle bâtie de 575 m², située 320 avenue du Petit Train, et cadastrée EY 156.

Ils ont proposé à la Ville, par l'intermédiaire de l'agence GRH Conseil (M. VIN) d'acquérir ce bien.

Cette propriété est comprise dans l'extension de la ZAC Consuls de Mer, hors périmètre de concession à la SERM. Elle est très bien située, en pointe d'ilot, dans un secteur où la Ville a acquis récemment deux propriétés cadastrées EZ 152 et 154, afin de constituer une réserve foncière dans la perspective d'un aménagement ultérieur dans le cadre de la ZAC.

Le terrain est occupé par une maison en R+1 comportant deux appartements, actuellement loués.

Les propriétaires acceptent de vendre cette propriété à la Ville au prix de 245 000 €, avec honoraires de négociation en sus du prix de vente d'un montant de 10 000 € HT.

Dans ces conditions, il paraît opportun de réaliser cette acquisition à titre de réserve foncière, aux conditions acceptées par les propriétaires, en accord avec l'évaluation des services fiscaux.

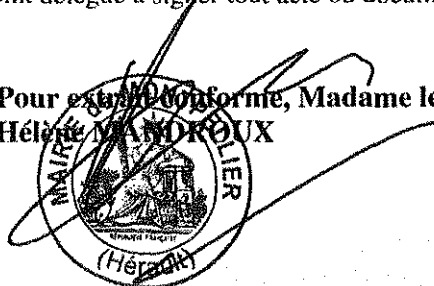
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter d'acquérir la propriété des Consorts GRANDON située 320 avenue du Petit Train et cadastrée EY 156 au prix de 245 000 €, conforme à l'évaluation des services fiscaux,
- d'accepter de verser des honoraires de 10 000 € HT en sus du prix d'acquisition, à GRH Immobilier (M. VIN),
- de confier la rédaction de l'acte au notaire des vendeurs, l'étude de Maître VIDAL, notaire à Montpellier,
- de prélever les sommes nécessaires à l'acquisition sur le budget 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le :

Pour être conforme, Madame le Maire
Hélène MANDROUX





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 9 juin 2010

 **COPIE**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT**BRIGADE D'EVALUATION**CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Mairie de Montpellier

Département Urbanisme et aménagement

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, place Francis PONGE

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

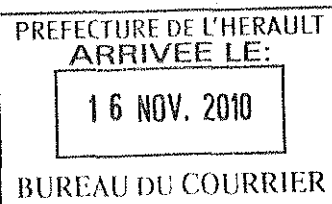
Affaire suivie par Nicole MONTEUX
téléphone : 0 467 226 271
télécopie : 0 467 226 269Courriel : nicole.montaux@dafip.finances.gouv.fr

Dossier n°2010-172V1350

Objet : demande d'évaluation

Vos réf. : MR/2010

Affaire suivie par : Madame REGLAIN

1 - **Service consultant** : voir cadre adresse ci-dessus.2 - **Propriétaire présumé** : Consorts GRANDON3 - **But de la consultation du service** : acquisition amiable de la propriété bâtie située 320, avenue du Petit Train, cadastrée EY 153, d'une superficie de 575 m²4 - **Règlement d'urbanisme** : bien situé en zone 2U1-1c. Cette zone se caractérise par :

- l'admission de toutes constructions autres que les installations classées soumises à autorisation non utiles au fonctionnement urbain collectif

- COS et hauteur importants permettant notamment les constructions à usage d'habitations collectives

Le C.O.S maximal applicable est de 1.

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable ainsi qu'à celui d'assainissement.

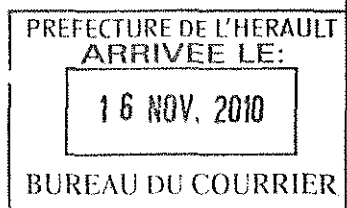
5 - **Descriptif** : terrain supportant une maison composée de 2 appartements loués, seul celui du rez-de-chaussée a été visité. Il s'agit d'une construction de 1960, maison élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, avec dépendances, les prestations sont moyennes : électricité à revoir, volets dégradés, environnement bruyant (voie de grand passage : chemin de Moularès).6 - **Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés** :

Ce bien est évalué 264 500 €, valeur du bien occupé, avec marge d'appréciation de 15 %

Durée de validité de l'avis : l'évaluation correspond à la valeur actuelle, une nouvelle consultation du service serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an.Pour la Directrice Régionale des Finances
Publiques
Par délégation,
L'Inspecteur France Domaine
Nicole MONTEUXMINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

.../...



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFOUL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cécile SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Régularisation cadastrale concernant la propriété de la parcelle IS 351 Avenue de la Recambale et acquisition par la Ville

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La parcelle cadastrée IS 351 située le long de l'avenue de la Recambale est aménagée et entretenue depuis de nombreuses années en espace vert par les services techniques de la Ville qui ont toujours considéré qu'il s'agissait d'un terrain faisant parti du domaine public de la Ville.

Or, récemment, la famille Rémy de Campeau constatant la réalisation par les services de la Ville d'un réseau d'éclairage public le long de l'allée de la Martelle, a revendiqué auprès du service foncier la propriété de cette parcelle.

Après recherches avec l'appui d'un géomètre, il s'avère que des erreurs cadastrales survenues à l'occasion de la révision du cadastre en 1990 ont conduit à cette situation confuse. Il ressort en effet de ces recherches que :

- la parcelle IS 351 est effectivement attribuée en propriété par le cadastre à la famille Rémy de Campeau, pour une superficie de 1020 m² alors que sa contenance réelle est de 2360 m²,
- ainsi, une partie de cette parcelle, soit 1020 m², appartient bien à la famille Rémy de Campeau (il s'agit du solde de la parcelle qu'ils ont cédé à la Ville en 1975 dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique pour la construction de la rocade Nord-Ouest avenue de la Recambale). L'allée de la Martelle réalisée par la Ville dans les années 1980 a d'ailleurs été réalisée sur une partie de cette parcelle en méconnaissance de ce problème de propriété
- en revanche, le reste de la parcelle IS 351, soit 1340 m², appartient bien à la Ville de Montpellier.

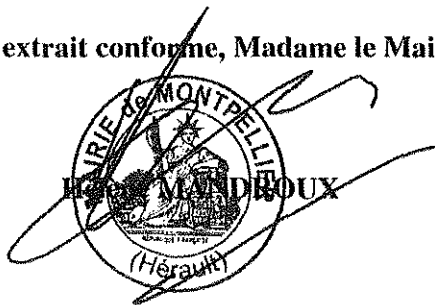
La famille Rémy de Campeau propose, pour régulariser cette situation, de vendre à la Ville les 1020 m² dont ils sont propriétaires à un prix de 50.000 €, soit environ 49 €/m².

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

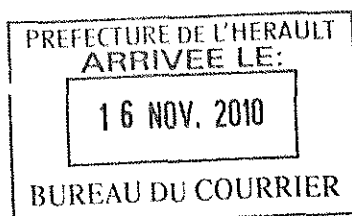
- d'autoriser l'acquisition du terrain situé allée de la Martelle d'une superficie de 1020 m² issue de la parcelle IS 351, propriété de l'indivision REMY DE CAMPEAU, au prix de 50.000 € conformément à l'estimation des services fiscaux,
- de demander à Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession et de rédiger, si nécessaire, une attestation de propriété de la Ville sur une partie de la parcelle IS 351 aux frais de la Ville,
- de mandater un cabinet de géomètre pour établir un bornage contradictoire à frais partagés entre la Ville et la famille Rémy de Campeau,
- de dire que les dépenses seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEBIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Vente d'un terrain à la société Pierres Occitanes rue Croix de Lavit - parcelle cadastrée TC 146

Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 619 m² situé rue Croix de Lavit anciennement espace public voirie et nouvellement cadastré TC 146.

En effet, suite au reprofilage de la rue Croix de Lavit à son intersection avec la rue Puech de Villa, afin de régler des problèmes de sécurité routière, cet espace public devenu inutile pour la Ville a été déclassé du domaine public communal par délibération du 8 février 2010, dans la perspective de le céder à la société Pierres Occitanes qui développe sur la parcelle voisine un programme immobilier de 123 logements suite à un permis de construire délivré le 4 février 2010.

Bien que cette parcelle ne soit pas utile à l'opération projetée en terme de droits à construire, il est apparu souhaitable sur le plan de la cohérence urbaine qu'elle soit réaménagée en espace vert privatif dans le cadre de cette opération.

Par conséquent, la Ville a proposé à la société Pierres Occitanes de l'acquérir. Cette vente sera néanmoins assortie d'une servitude au bénéfice de la Ville liée à la présence de nombreux réseaux publics dans le sous-sol de la parcelle (servitude d'inconstructibilité et servitude de passage pour l'entretien ou la réparation de cas échéant des réseaux).

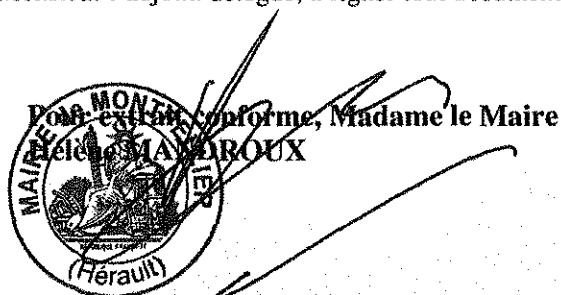
Conformément à l'estimation des services fiscaux, cette parcelle sera cédée à la société Pierres Occitanes pour un montant de 11.142 €.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de céder à la société Pierres Occitanes la parcelle cadastrée TC 146 d'une superficie totale de 619 m² au prix de 11.142 €,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de l'acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 09/11/2010





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Parcelle TC 146.

Affaire suivie par Mme GREZOUX.

Référence: dossier n° 2010172 V 2028.

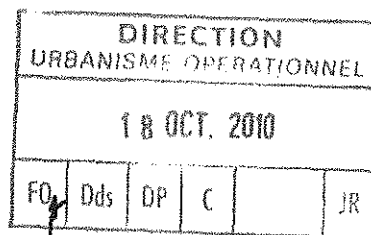
Montpellier, le 14 octobre 2010.

Mairie de MONTPELLIER

Département Urbanisme et aménagement

1 place Francis Ponge

34064 MONTPELLIER CEDEX 2



1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.

2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée TC 146 (emprise totale de 619 m2) située rue de la croix de Lavit à MONTPELLIER.

3- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.

4- **Urbanisme applicable :** Zone 2U1-1 du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006, avec mise en compatibilité par A.P du 18 juin 2007, modification par DCM du 25 juin 2007 et mise à jour par A.M du 13 avril 2010.

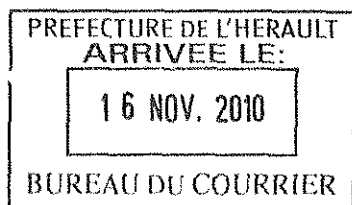
Parcelle située en zone inondable bleue du PPRI.

5- **Désignation sommaire :**

Parcelle de forme triangulaire en nature d'espace vert et grevée de plusieurs servitudes de passage de réseaux publics.

6- **Evaluation des biens :** (avec une marge de négociation de +/- 10 %)

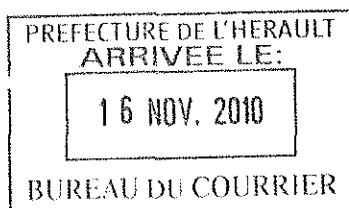
Compte tenu de sa configuration, de son caractère inondable, des nombreuses servitudes qui la grèvent et de l'absence de transfert de droits à construire, cette parcelle TC 146 est estimée à 12 000 € sur la base d'une valeur unitaire de l'ordre de 20 € le m2.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation, l'inspecteur,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGHER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAIDOU.

Absents :

Arnaud JULIEN.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention territoriale de rénovation urbaine Avenant n°7 (avenant normal) Approbation

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée le 25 novembre 2005, permet la mobilisation de financements importants.

Alors que la convention approche de son terme initial, la Ville de Montpellier a défendu devant le Comité National d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 1^{er} juillet dernier, a fait valoir l'importance des étapes déjà franchies mais aussi les difficultés rencontrées. Elle a obtenu, grâce à sa détermination à mener à bien cette opération cruciale pour la cohésion sociale de notre ville, le maintien des engagements partenariaux et la prorogation de la durée du contrat pour une durée de 18 mois. La Ville a proposé un avenant en conséquence. Il s'agit du premier avenant dont l'ampleur justifie l'approbation des instances nationales de l'ANRU, les avenants précédents ayant été conclus au niveau décentralisé avec le Préfet, délégué territorial de l'ANRU.

Le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes s'inscrit dans des procédures complexes et un contexte difficile, qui rend sa mise en œuvre plus longue que sur d'autres territoires. Les éléments principaux de ralentissement de la mise en œuvre du projet sont :

- d'une part, l'intervention en copropriété privée,
- d'autre part, l'intervention sur un tissu habité et des situations de sur-occupation de logements importantes dans un contexte de pénurie d'offre de logements.

Pour autant, la mise en œuvre du projet et l'avancement des procédures pré-opérationnelles ont convaincu l'ANRU de la capacité de la Ville, de son opérateur, la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine), et des partenaires (bailleurs : ACM, Hérault Habitat notamment) à réaliser le projet.

A ce jour, le projet est largement engagé :

Le quartier du Petit Bard est désenclavé grâce au prolongement de la rue des Araucarias, achevé en 2005 à l'occasion de l'ouverture de la Médiathèque Shakespeare.

La rénovation du quartier de la Pergola est terminée pour ce qui est du volet contractualisé : les bâtiments ont été résidentialisés et sont desservis par une nouvelle voie publique, les équipements de services à la personne ont été livrés (Maison de l'enfant et de la famille, Maison Dulon). Dans le prolongement de la convention, la réhabilitation des 481 logements sera engagée dès le premier trimestre 2011.

Le programme de reconstruction compensant les logements à démolir est largement engagé : première opération de reconstruction sur site livrée en 2008 (43 logements de la résidence Arthur YOUNG), 5 opérations en chantier dans des ZAC municipales, représentant 196 logements (livraisons entre décembre 2010 et avril 2011), une opération en phase de conception (Campériols, 52 logements). Les prochaines opérations de reconstruction sur site, sur l'îlot des Trolles et au Sud du quartier (îlot K), portant en tout sur 123 logements, ont été attribuées aux bailleurs sociaux avant l'été 2010 et sont en phase de conception.

Le programme de réhabilitation dans le cadre du plan de sauvegarde du Petit Bard et de l'OPAH de copropriété dégradée Apollinaire est opérationnel : individualisation des compteurs d'eau a été réalisée (économies et réduction des impayés des copropriétés), réhabilitation des parties communes de la copropriété des Saxifrages en cours (bâtiment C2), engagement de la réhabilitation de 52 logements (parties privatives) par la SERM.

Le processus de maîtrise foncière est très largement avancé, par acquisitions à l'amiable et par Déclaration d'Utilité Publique (DUP). La première DUP s'est concrétisée (maîtrise complète de la copropriété n°9, maîtrise en cours de finalisation des espaces extérieurs de la copropriété n°8), la deuxième DUP est lancée avec une enquête publique programmée avant la fin 2010.

Le dispositif de relogement plaçant le ménage au cœur du processus est en place (Charte de relogement signée par l'ensemble des bailleurs, conventions partenariales Ville – bailleurs, partenariat avec les associations représentatives des locataires). Le relogement progresse : 9 ménages restant à reloger au 15 octobre 2010 pour le bâtiment A et engagement des relogements sur la Tour H.

La démolition de bâtiments est engagée : premières cages d'escaliers du bâtiment A démolies en août 2009, poursuite de la démolition du bâtiment A dès la libération complète des lieux par les ménages, démolition d'un local de copropriété désaffecté.

Les équipements publics sont livrés : Equipement de proximité François Villon (Maison Pour Tous, Age d'or, Mairie Annexe,...), locaux associatifs rue Paul Rimbaud, aires de jeux du square Delteil.

La gestion de proximité a été renforcée : le Service d'Action Territoriale de la Direction de l'Espace Public (DEP) présent tous les jours pour identifier et signaler les difficultés de nettoyage, entretien de l'espace public, réunions mensuelles entre les différents acteurs (syndic des copropriétés, gestionnaires des espaces verts, de la voirie, du nettoyage, des eaux usées, enlèvement des épaves, des déchets,...) pour améliorer le fonctionnement et la gestion quotidienne des espaces.

Compte tenu de ce bilan favorable, l'ANRU a donc considéré qu'il était nécessaire de prolonger la Convention territoriale de rénovation urbaine jusqu'en juin 2012, soit un surplus de 18 mois, pour assurer l'engagement financier des dernières opérations.

Cela garantit les financements de l'ANRU au même niveau que celui conventionné : près de 32 millions d'euros.

Le présent avenant, soumis à l'approbation du Conseil municipal, outre cette prorogation, vise à :

- intégrer les ajustements opérés sur le plan de masse futur,
- modifier la destination de la copropriété n°4 : passage de la réhabilitation par un bailleur social à la réhabilitation par les copropriétaires,
- acter la réaffectation de crédits sur les lignes de résidentialisation,
- accompagner la création d'un équipement de cohésion sociale modulable,

- actualiser le montant consacré à l'ingénierie de projet,
- ajuster le programme et le calendrier des reconstructions sur site et hors site,
- à permettre la fongibilité de certaines opérations relevant d'une même famille pour en faciliter la gestion.

Les éléments financiers de cet avenant n°7, figurent en annexe de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°7 à la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°7, l'annexe financière et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

ON
BARD

[illegible]

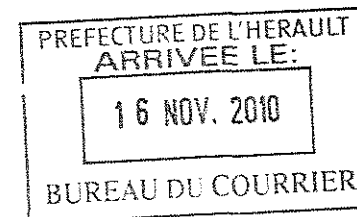
PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:
16 NOV. 2010
BUREAU DU COURRIER

PRU CEVENNES

Evolution des reconstructions sur site et hors site -

Avenant n°4 + PDR				
	Total	PLUS CD	PLUS	PLAI
hors site CTRU	323	0	291	32
Plan de relance 2009	196	0	179	17
total reste à réaliser	127	0	112	15
sur site CTRU	327	295	0	32
Arthur YOUNG	50	45	0	5
reste à réaliser autre	277	250	0	27
Sous TOTAL	650	295	291	64
Acquisition réhabilitation bât D6/D16	99			
TOTAL	749	295	291	64

Avenant n°7				
	Total	PLUS CD	PLUS	PLAI
hors site CTRU	303	85	179	39
Plan de relance 2009	196	0	179	17
ZAC Parc Marianne - ACM	10			10
Campériols - Hérault Habitat	45	40		5
reconstruction hors site (ex bât P) - Ville	52	45	0	7
sur site CTRU	247	210	12	25
Bâtiment L - Arthur YOUNG	43	39	0	4
Bâtiment M - Îlot des Trolles - ACM	83	70	5	8
Bâtiment O - Ville	81	68	4	9
Bâtiment K - Hérault Habitat	40	33	3	4
TOTAL	550	295	191	64



SHON public

5 000

SHON public

3 375

6 500

8 100

3 200

26 175

dont 13 100

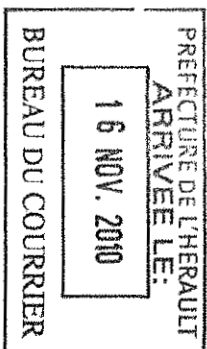
valorisés

DAS acquisition

démolition

Groupeement d'intérêt public
pour le développement sociale et urbain
de l'agglomération de Montpellier

Annexe au tableau des valorisations foncières



PRU Cévennes (Petit bard - Pergola)
Valorisations foncières prévisionnelles

PREFECTURE DE L'HERAULT
 ARRIVEE LE:
 16 NOV. 2010
 BUREAU DU COURRIER

m² SHON	Libellé d'opérations	Locatif social		Locatif libre		Foncière Logement	
		m² SHON	Valorisation induite (€/m² de SHON)	m² SHON	Valorisation induite (€/m² de SHON)	m² SHON	Valorisation induite (€/m² de SHON)
Ilot 1	13 135 M, N	6 500	Hors Bilan	3 200	250	3 435	
Ilot 2	5 000* P	5 000	64 €	-		-	
Ilot 3	14 500 O	8 100	64 €	2 035	250 €	4 365	0 €
	O3'				Hors périmètre		
Ilot 4	2 000 J			2 000	250 €		
	O J'				Hors périmètre		
Ilot 5	3 200 K	3 200	Hors bilan				
Ilot 6	3 375 L (A. Young)	3 375	Hors bilan				
Total		26 175		7 235		7 800	
dont DAS Acquisition démolition		13 100	838 400 €	7 235	1 808 750 €	7 800	0 €
							2 647 150 €

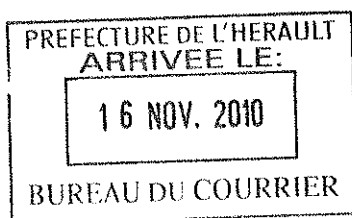
*La valorisation de cet ilot tiendra compte de sa destination réelle

[illegible]

604.20

BUREAU DU COURRIER

Project Information										Financial Data										Operational Data										Performance Metrics									
Project Name					Project Number					Project Date					Project Location					Project Status					Project Budget					Project Progress					Project Notes				
Project A					1001					2023-01-01					Location A					Completed					\$100,000					100%					Project A completed successfully.				
Project B					1002					2023-01-01					Location B					In Progress					\$200,000					50%					Project B is currently in progress.				
Project C					1003					2023-01-01					Location C					On Hold					\$150,000					0%					Project C is on hold due to budget constraints.				
Project D					1004					2023-01-01					Location D					Planned					\$300,000					0%					Project D is planned for future execution.				
Project E					1005					2023-01-01					Location E					Completed					\$120,000					100%					Project E completed successfully.				
Project F					1006					2023-01-01					Location F					In Progress					\$250,000					75%					Project F is currently in progress.				
Project G					1007					2023-01-01					Location G					On Hold					\$180,000					0%					Project G is on hold due to budget constraints.				
Project H					1008					2023-01-01					Location H					Planned					\$350,000					0%					Project H is planned for future execution.				
Project I					1009					2023-01-01					Location I					Completed					\$110,000					100%					Project I completed successfully.				
Project J					1010					2023-01-01					Location J					In Progress					\$220,000					60%					Project J is currently in progress.				
Project K					1011					2023-01-01					Location K					On Hold					\$160,000					0%					Project K is on hold due to budget constraints.				
Project L					1012					2023-01-01					Location L					Planned					\$320,000					0%					Project L is planned for future execution.				
Project M					1013					2023-01-01					Location M					Completed					\$130,000					100%					Project M completed successfully.				
Project N					1014					2023-01-01					Location N					In Progress					\$270,000					80%					Project N is currently in progress.				
Project O					1015					2023-01-01					Location O					On Hold					\$190,000					0%					Project O is on hold due to budget constraints.				
Project P					1016					2023-01-01					Location P					Planned					\$370,000					0%					Project P is planned for future execution.				
Project Q					1017					2023-01-01					Location Q					Completed					\$140,000					100%					Project Q completed successfully.				
Project R					1018					2023-01-01					Location R					In Progress					\$290,000					90%					Project R is currently in progress.				
Project S					1019					2023-01-01					Location S					On Hold					\$200,000					0%					Project S is on hold due to budget constraints.				
Project T					1020					2023-01-01					Location T					Planned					\$390,000					0%					Project T is planned for future execution.				
Project U					1021					2023-01-01					Location U					Completed					\$150,000					100%					Project U completed successfully.				
Project V					1022					2023-01-01					Location V					In Progress					\$310,000					70%					Project V is currently in progress.				
Project W					1023					2023-01-01					Location W					On Hold					\$210,000					0%					Project W is on hold due to budget constraints.				
Project X					1024					2023-01-01					Location X					Planned					\$410,000					0%					Project X is planned for future execution.				
Project Y					1025					2023-01-01					Location Y					Completed					\$160,000					100%					Project Y completed successfully.				
Project Z					1026					2023-01-01					Location Z					In Progress					\$330,000					85%					Project Z is currently in progress.				
Project AA					1027					2023-01-01					Location AA					On Hold					\$220,000					0%					Project AA is on hold due to budget constraints.				
Project AB					1028					2023-01-01					Location AB					Planned					\$430,000					0%					Project AB is planned for future execution.				
Project AC					1029					2023-01-01					Location AC					Completed					\$170,000					100%					Project AC completed successfully.				
Project AD					1030					2023-01-01					Location AD					In Progress					\$350,000					95%					Project AD is currently in progress.				
Project AE					1031					2023-01-01					Location AE					On Hold					\$230,000					0%					Project AE is on hold due to budget constraints.				
Project AF					1032					2023-01-01					Location AF					Planned					\$450,000					0%					Project AF is planned for future execution.				
Project AG					1033					2023-01-01					Location AG					Completed					\$180,000					100%					Project AG completed successfully.				
Project AH					1034					2023-01-01					Location AH					In Progress					\$370,000					100%					Project AH is currently in progress.				
Project AI					1035					2023-01-01					Location AI					On Hold					\$240,000					0%					Project AI is on hold due to budget constraints.				
Project AJ					1036					2023-01-01					Location AJ					Planned					\$470,000					0%					Project AJ is planned for future execution.				
Project AK					1037					2023-01-01					Location AK					Completed					\$190,000					100%					Project AK completed successfully.				
Project AL					1038					2023-01-01					Location AL					In Progress					\$390,000					100%					Project AL is currently in progress.				
Project AM					1039					2023-01-01					Location AM					On Hold					\$250,000					0%					Project AM is on hold due to budget constraints.				
Project AN					1040					2023-01-01					Location AN					Planned					\$490,000					0%					Project AN is planned for future execution.				
Project AO					1041					2023-01-01					Location AO					Completed					\$200,000					100%					Project AO completed successfully.				
Project AP					1042					2023-01-01					Location AP					In Progress					\$410,000					100%					Project AP is currently in progress.				
Project AQ					1043					2023-01-01					Location AQ					On Hold					\$260,000					0%					Project AQ is on hold due to budget constraints.				
Project AR					1044					2023-01-01					Location AR					Planned					\$510,000					0%					Project AR is planned for future execution.				
Project AS					1045					2023-01-01					Location AS					Completed																			



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brâhim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Panny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant national n°4 Approbation

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Mosson signée le 8 janvier 2007 permet la mobilisation de financements importants.

Le projet poursuit les objectifs suivants :

- en matière d'amélioration de l'habitat, il s'agit d'offrir aux habitants des conditions de logement et de vie satisfaisantes, en favorisant dans le quartier une plus grande mixité sociale et urbaine,
- en matière de cadre de vie, la Ville poursuit son action de recomposition et d'aménagement de l'espace public afin que les habitants puissent à terme se le réapproprier. Le désenclavement du quartier et le développement de liaisons efficaces avec la Ville sont privilégiés. Le projet de rénovation urbaine permet de poursuivre l'effort d'équipements entrepris dans le quartier de la Mosson depuis 1977.
- En matière de restructuration économique et commerciale, l'intervention publique s'attache à renforcer et redynamiser l'appareil commercial du quartier et offrir de nouveaux emplois en étendant la zone franche urbaine pour accueillir de nouvelles entreprises.

Au regard des avancées significatives du projet de rénovation urbaine de la Mosson, la Ville et l'ANRU ont souhaité s'engager dans un avenant à la convention territoriale de rénovation urbaine.

En effet, la Ville est fortement intervenue sur différents groupes scolaires tant au travers de leur réhabilitation que de la sécurisation de leurs abords. En matière d'amélioration du cadre de vie, la deuxième tranche du parc

Malbosc a été livrée ainsi que les aménagements des rives du Rieutor (paysagement et piste cyclable). La dernière tranche d'aménagement du grand mail, axe piéton majeur du quartier a également été livrée.

Avec pour objectif d'améliorer les conditions de logement, des opérations de reconstruction de logements sociaux se sont engagées sur le secteur des Hauts-de-Massane et la tour Catalogne, trop vétuste, a été démolie.

En outre, dans le sens d'une plus grande ouverture du quartier sur le reste de la ville, la Ville et ses partenaires poursuivent leur efforts avec la création du futur quartier "Pierres Vives" et l'aménagement des dernières opérations d'habitat du quartier de Malbosc.

Enfin, pour favoriser le développement économique du quartier, des actions sont d'ores et déjà engagées avec l'extension de zone d'activité Parc 2000 et la mise en œuvre de la charte d'insertion non seulement sur le projet de rénovation urbaine mais à l'échelle de tous les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Ville.

Cet avenant permet notamment de modifier le calendrier d'exécution de certaines opérations et prend acte de la diminution du programme de démolition de logements sociaux, par l'abandon de la démolition partielle du bâtiment Mercure (53 logements). En effet, cette démolition s'avère techniquement très complexe à mettre en œuvre et longue à engager. Elle conduirait notamment à une rupture du fonctionnement de la ligne de tramway durant une période relativement longue dans une opération où justement le désenclavement par un moyen de transport performant a été un axe prioritaire d'intervention. Dans le même temps l'OPH - ACM s'est engagé sur un important projet de restructuration des Hauts-de-Massane pour lequel des démolitions et des reconstructions sont déjà engagées. Ainsi, les tours Cambacérès et Monge ont été démolies, la démolition de la tour Condorcet interviendra à l'automne 2010, les relogements de la tour Cambon pourront débuter d'ici la fin de l'année 2010 et la dernière tour, la tour d'Alembert, fera l'objet d'une étude de faisabilité, sa démolition n'étant pas inscrite dans la période de conventionnement. Aussi, il est proposé de surseoir à cette opération de démolition partielle de la barre Mercure. Son report dans le temps n'est bien entendu pas synonyme d'abandon et sa réalisation pourra être engagée une fois les travaux d'interconnexion des lignes de tramway 1 et 3 réalisés. Ceci permettra de conserver un réseau de transport performant et un désenclavement effectif du quartier, malgré la coupure nécessaire d'une partie de la ligne.

Ce sont donc 330 logements qui seront démolis au lieu des 383 prévus initialement. Proportionnellement, le nombre de logements à reconstruire hors site passe de 277 à 224, celui à reconstruire sur site étant inchangé soit 106 logements sociaux.

Les éléments de cet avenant national n°4, sont intégrés dans l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant national n°4 à la convention territoriale urbaine du quartier de la Mosson joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant national n°4, l'annexe financière et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

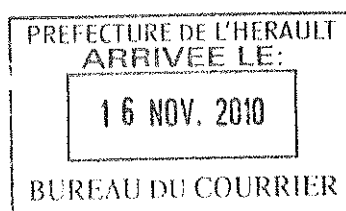
Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

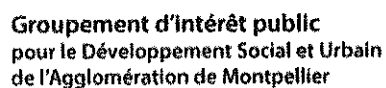
SOMMAIRE GÉNÉRAL									
1.2. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.1. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.2. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.3. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.4. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.5. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.6. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.7. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.8. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.9. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.10. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.11. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.12. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.13. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.14. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.15. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.16. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.17. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.18. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.19. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.20. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.21. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.22. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.23. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.24. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.25. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.26. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.27. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.28. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.29. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.30. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.31. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.32. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.33. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.34. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.35. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.36. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.37. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.38. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.39. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.40. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.41. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.42. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.43. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.44. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.45. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.46. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.47. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.48. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.49. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.50. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.51. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.52. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.53. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.54. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.55. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.56. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.57. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.58. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.59. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.60. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.61. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.62. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.63. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.64. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.65. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.66. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.67. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.68. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.69. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.70. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.71. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.72. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.73. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.74. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.75. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.76. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.77. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.78. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.79. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.80. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.81. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.82. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.83. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.84. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.85. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.86. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.87. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.88. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.89. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.90. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.91. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.92. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.93. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.94. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.95. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.96. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.97. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.98. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.99. L'ÉTAT DES LIEUX									
1.2.100. L'ÉTAT DES LIEUX									

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVÉE LES
16 NOV. 2010
BUREAU DU COURRIER



CONVENTION TERRITORIALE URBAINE MOSSON (PAILLADE – HAUTS DE MASSANE)

AVENANT NATIONAL N°4



MS



CONVENTION TERRITORIALE URBAINE MOSSON (PAILLADE – HAUTS DE MASSANE)

AVENANT NATIONAL N°4



Groupement d'intérêt public
pour le Développement Social et Urbain
de l'Agglomération de Montpellier



Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration d'ACM – OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration d'Epareca en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Association Foncière Logement en date du.....

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil général de l'Hérault en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration de Hérault Habitat en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration de Nouveau Logis Méridional en date du

Vu la délibération du Conseil d'administration du GIP DSUA en date du

Par la présente, la convention pour la rénovation urbaine du quartier de la Mosson à Montpellier, signée le 8 janvier 2007, et son annexe financière (jointe à l'avenant) sont modifiées comme suit :

SOMMAIRE

I – MODIFICATIONS

Modification n°1 : L'Epareca devient un partenaire signataire de la convention.	3
Modification n°2 : Modification de la rédaction de l'article 4.2.1 Démolition de logements sociaux.	3
Modification n°3 : Précisions ajoutées à l'article 4.2.2 Reconstitution de l'offre locative sociale.	4
Modification n°4 : Précision sur le caractère forfaitaire de la subvention sur l'opération « Complexe Pierres Vives » dans l'article 4.4.2 Equipements publics et locaux associatifs.	4
Modification n°5 : Correction apportée dans l'article 16-1 Respect des engagements §g- Respect des engagements pris en matière de gestion urbaine de proximité.	4
Modification n°6 : Correction apportée dans l'article 4.4 sur l'intervention de l'ANRU sur les espaces et les équipements p.44 : Equipements sociaux, opération n°32	5
Modification n°7 : Complément d'information relatif à l'étude de requalification en boulevard urbain de l'avenue de l'Europe et de la rue de Blayac.	6
Modification n°8 : Opération n° 47 (famille n°12) – Etude urbaine de restructuration sur le site des Gémeaux Abandon de l'opération et réaffectation des crédits	6
Modification n°9 : Opération n° 43 (famille n°12) – Etude pour le réaménagement en boulevard urbain Europe-Blayac Modification de la base de financement	6
Modification n°10 : Prolongation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée au GIP DSU de l'Agglomération de Montpellier.	7
Modification n°11 : Des annexes complémentaires sont rajoutées à la convention territoriale.	8
Modification n°12 : Opération n° 4 (famille n°1) – Démolition partielle Mercure Abandon de l'opération	8
Modification n°13 : Reconstruction de logements sociaux sur site et hors site Modification du nombre des reconstructions	10
Modification n°14 : Opération n° 40 (famille n°12) – Etude réorganisation du stationnement public Modification de calendrier	13
Modification n°15 : Opération n° 23 (famille n°8) – Travaux de réorganisation du stationnement public Modification de calendrier	13
Modification n°16 : Opération n° 50 (famille n°8) – Espaces publics Pierres Vives-modification de calendrier	14

II – ANNEXES

Maquette financière

Annexe 1m – Plan de localisation des opérations financées par l'ANRU

Annexe 1n – Plan avant-après du projet de rénovation urbaine

Annexe 1o – Note sur la prise en compte des besoins spécifiques des populations fragiles

Annexe 1p – Bilan des démolitions

Annexe 1q – Tableaux comparatifs des types et statuts des logements avant et après projet

Modification n°1 :

L'Epareca devient un partenaire signataire de la convention.

Un des sites prioritaires d'intervention en matière de redynamisation commerciale du quartier de la Mosson, est situé au sud du quartier au pied de la tour d'Assas. C'est sur la restructuration commerciale de ce site qu'Epareca a souhaité intervenir.

En 2006, le cabinet Cercia Consultants a réalisé une étude complémentaire pour Epareca, qui a permis de mieux cerner les caractéristiques actuelles des activités à transférer (ou à créer) sur le site Mosson Sud, d'aboutir à la formulation d'un bilan indicatif et de cerner les modalités de partenariat et de portage du futur projet.

L'étape suivante a été la réalisation en 2007, d'une étude foncière et juridique (maîtrise d'ouvrage Epareca) qui a permis d'appréhender la valorisation de l'intégralité des murs par un opérateur foncier et d'évaluer avec précision les différentes indemnités (d'éviction, de transfert) à servir aux commerçants. Le but était d'avoir une approche la plus réaliste possible de ce poste du bilan d'opération pour sécuriser les demandes de subventions d'équilibre.

En parallèle, un concours d'architecte (maîtrise d'ouvrage Epareca) sera mis en œuvre avec une tranche ferme pour la phase étude et une tranche conditionnelle pour la réalisation de l'équipement en phase opérationnelle.

Par conséquent, en tant que maître d'ouvrage de cette restructuration, Epareca devient signataire de la convention de rénovation urbaine afin de bénéficier directement des subventions de l'ANRU.

Modification n°2 :

Modification de la rédaction de l'article 4.2.1 Démolition de logements sociaux (famille n°1)

Concernant le site des Tritons, qui constitue un des enjeux urbains majeurs du projet de rénovation urbaine du quartier de la Mosson et selon un principe de réalisme du programme, la Ville et le bailleur social se sont engagés, depuis la modification du programme intervenue en 2005, à mettre en œuvre durant la période de conventionnement les démolitions de deux tours supplémentaires (Condorcet et Cambon), contre une à l'origine, et de lancer l'étude de faisabilité de la démolition de la dernière des cinq tours, d'Alembert.

Le dernier paragraphe du 4.2.1 (p.38) est remplacé par : « Pour prolonger la restructuration du site des Tritons, une étude d'opportunité et un diagnostic social sur la tour d'Alembert (dernière tour) devront être réalisés, afin d'examiner le réalisme d'une éventuelle augmentation du programme des démolitions compte-tenu de l'avancement des procédures de relogement.

Un point à 18 mois faisant suite au diagnostic social de cette tour d'Alembert sera l'occasion d'acter l'hypothèse de cette démolition supplémentaire. Les contre-parties éventuelles à céder à La Foncière Logement devront être définies à cette occasion et composeront une condition suspensive à la démolition effective de la tour d'Alembert. »

Modification n°3 :

Précisions ajoutées à l'article 4.2.2 Reconstitution de l'offre locative sociale (famille n°2)

A l'article 4.2.2 sur la reconstitution de l'offre locative sociale, conformément au règlement général de l'ANRU (décret n°2004-1005 du 24/09/04), il est précisé :

« Les PLAI, financés à hauteur de 30% permettront de reloger dans des logements neufs les populations les plus fragiles. »

A ce titre il est également rappelé que de manière générale il n'est pas prévu de surcharge foncière dans le cadre des reconstructions.

Il est demandé de transmettre dans les six mois après la signature de la convention, un plan de relogement devant attester de la crédibilité de cette reconstitution de l'offre au titre des obligations de relogement liées à ce type de financement (art 1.1.1.2 du RGA) sous réserve de revoir le nombre de financement en PLUS CD.

Modification n°4 :

Précision sur le caractère forfaitaire de la subvention sur l'opération « Complexe Pierres Vives » dans l'article 4.4.2 Equipements publics et locaux associatifs (famille n°9)

Dans l'article 4.4.2 sur les équipements publics et locaux associatifs (page 45 de la convention), concernant les équipements de loisirs, une phrase complète le paragraphe, à savoir : « Cette opération fait l'objet d'une subvention forfaitaire de 600 000 € de la part de l'ANRU assurant une prise en compte des surfaces ouvertes au public et bénéficiant directement aux habitants du quartier (hall d'exposition, auditorium, espace multimédia et médiathèque pour une surface d'environ 3.100m²). »

Modification n°5 :

Correction apportée dans l'article 16-1 Respect des engagements §g- Respect des engagements pris en matière de gestion urbaine de proximité.

Dans l'article 16-1 paragraphe « g » (page 66 de la convention), la référence à l'article 10-2 est remplacée par la référence à l'article 10-3.

L'article devient :

« Le non-respect des dispositions mentionnées à l'article 10-3 de la présente convention donnera lieu au déclenchement de la procédure décrite au paragraphe 16-2. »

Modification n°6 :

Correction apportée dans l'article 4.4 sur l'intervention de l'ANRU sur les espaces et les équipements.

p.44 : Equipements sociaux, opération n°32 (famille n°9)

Initialement, le CCAS devait relocaliser l'antenne de la Mosson dans un bâtiment neuf. Or, suite à une recherche infructueuse de foncier menée pendant plusieurs mois, le choix s'est porté sur la réhabilitation de locaux existants. L'objectif pour le CCAS était de trouver un lieu proche des habitations afin de proposer le meilleur accueil possible au public.

Dans ce contexte, le bailleur Hérault Habitat a proposé au CCAS d'occuper, en qualité de locataire, les anciens locaux de la Direction de la Solidarité Départementale situés square Corté et dont il est propriétaire. Cette solution a été approuvée par le Conseil d'administration du CCAS dans la mesure où elle apportait un plus indéniable par rapport à l'équipement existant :

- augmentation de la superficie d'accueil qui passe de 158 m² à 320 m²,
- augmentation du nombre de bureaux qui passent de 8 à 12, permettant d'offrir une gamme de services plus importants à la population et en particulier plusieurs permanences de structures associatives (aide aux victimes, CIDF...) et des services du CCAS (services de soins à domicile, service d'aide à domicile),
- organisation de l'espace et notamment de l'accueil : les dégagements et les couloirs rendront possible, contrairement à la localisation antérieure, l'accueil des personnes à mobilité réduite,
- existence de deux nouveaux espaces permettant d'organiser des réunions d'information collective, voire des actions de formation à destination de la population.

Par ailleurs, ces locaux sont déjà identifiés par la population et sont situés à proximité de deux lieux de vie sociale importants du quartier : le marché des halles 4 saisons et la Maison pour Tous Léo Lagrange. Cela devrait contribuer à rendre plus aisée la fréquentation et augmenter l'affluence des populations concernées. Le coût global des travaux de réhabilitation pour les bureaux du CCAS sont estimés à 200 000 € HT.

Par conséquent, en tant que maître d'ouvrage des travaux de réhabilitation des locaux, Hérault Habitat devient signataire de la convention de rénovation urbaine. Cette opération est inscrite comme pré-conventionnée et peut donc être engagée avant la signature de la convention.

Tableau initial :

Démarrage	Durée semestres	Maître d'ouvrage	Coût en € HT	Base de Financement	Ville		Conseil Général		ANRU	
2008	2	CCAS	540 000	540 000	324 000	60%	81 000	15%	135 000	25%

Tableau modifié :

Démarrage	Durée semestres	Maîtrise d'ouvrage	Coût en € HT	Base de Financement	Ville		Conseil Général		ANRU	
2008	2	Hérault Habitat	200 000	200 000	120 000	60%	30 000	15%	50 000	25%

Modification n°7 :

Complément d'information relatif à l'étude de requalification en boulevard urbain de l'avenue de l'Europe et de la rue de Blayac (famille n°12)

Page 34 de la convention, le paragraphe relatif à cette étude est complété comme suit :

« L'avenue de l'Europe est un axe majeur du quartier de la Mosson, représentant une véritable coupure urbaine entre l'ouest et l'est du quartier, notamment avec la future ZAC Pierres Vives, le quartier de Malbosc et le site des Gémeaux.

La requalification de cette avenue doit réduire cet effet de coupure, et favoriser des liaisons douces sécurisées entre ces pôles majeurs.

Dans le cadre du dossier de création de la ZAC Pierres Vives, le plan de masse prévoit le dévoiement de l'avenue de l'Europe entre la rue de Saragosse et la rue d'Oxford (cf. annexe 1n). Cet élément est bien sûr pris en compte dans l'étude car il va favoriser les échanges entre la Mosson et Pierres Vives, en réduisant l'effet de frontière entre le quartier existant à majorité de logements sociaux et le nouveau quartier, mais n'engagera pas de demande supplémentaire de subvention à l'ANRU. »

Modification n°8 :

Opération n° 47 (famille n°12) – Etude urbaine de restructuration sur le site des Gémeaux

Abandon de l'opération et réaffectation des crédits

La convention territoriale de rénovation urbaine prévoyait, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier, la réalisation d'une étude sur le site des Gémeaux, comprenant à la fois un volet logement et un volet urbain. L'objectif était d'analyser le patrimoine de cet ensemble, en identifiant les éventuelles situations fragiles, la valeur des logements, leur composition sociale, etc, afin de déterminer le niveau d'intervention devant être programmé sur ce bâti.

Depuis la signature de la convention, ACM OPH de la Communauté d'agglomération de Montpellier, a défini sur son patrimoine un plan pluriannuel d'investissement tant sur le bâti que sur les espaces extérieurs. L'étude relative à la définition d'une intervention à court terme de cet ensemble de 313 logements sociaux n'étant plus justifiée, il est proposé de l'abandonner.

Cet abandon s'accompagne des points suivants :

- le bailleur devra produire un rapport précisant la nature des travaux, les calendriers de réalisation et les coûts engendrés,
- la subvention de l'ANRU, d'un montant de 16 750 € sera affectée à l'opération n°43 intitulée « Etude pour le réaménagement en boulevard urbain de l'avenue de l'Europe et de la rue du Professeur Blayac »

Modification n°9 :

Opération n° 43 (famille n°12) – Etude pour le réaménagement en boulevard urbain Europe-Blayac

Modification de la base de financement

La convention initiale prévoit pour cette étude une base de financement de 100 000 €.

Suite à l'abandon de l'étude des Gémeaux et à la réaffectation des crédits de l'ANRU sur l'étude pour le réaménagement en boulevard urbain Europe-Blayac, la base de financement de cette étude est modifiée comme suit.

Annexe financière initiale :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Financeurs			
		Ville de Montpellier	Conseil Général	CDC	ANRU
Ville de Montpellier	100 000	35 000 €	15 000 €	20 000 €	30 000 €

Annexe financière modifiée :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Financeurs			
		Ville de Montpellier	Conseil Général	CDC	ANRU
Ville de Montpellier	155 000 €	73 250 €	15 000 €	20 000 €	46 750 €

Modification n°10 :

Prolongation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée au GIP DSU de l'Agglomération de Montpellier (famille n°12)

La convention territoriale Mosson prévoit, pour le GIP DSUA et pour la période 2005-2008, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine. Le GIP DSUA a en charge, outre cette mission liée directement au projet ANRU, la mise en œuvre et l'animation du contrat urbain de cohésion sociale.

Le financement de cette mission, déjà préalable à la signature de la convention territoriale en janvier 2007, a fait l'objet de deux décisions attributives de subvention (DAS) en opérations pré conventionnées (2005 et 2006) et d'une DAS pluriannuelle pour 2007-2008.

Le GIP DSUA, dont l'échéance légale était initialement fixée au 30 juin 2008, a été prorogé par délibération de son assemblée générale, puis par arrêté préfectoral en date du 21 mai 2008, jusqu'au 31 décembre 2013 de manière à assurer l'animation du CUCS et l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des projets de rénovation urbaine.

Pour ne pas remettre en cause l'ingénierie du projet, les subventions ANRU consacrées au GIP sont prolongées jusqu'à la fin 2010.

Tableau initial :

Démarrage	Durée semestres	Maîtrise d'ouvrage	Coût € HT	Base de financement	Ville		EPCI		Conseil Général		CDC		Autres		ANRU	
2005	8	GIP/ DSUA	440 000	440 000	145 200	33%	66 000	15%	66 000	15%	13 200	3%	17 600	4%	132 000	30%

Tableau modifié :

Démarrage	Durée semestres	Maîtrise d'ouvrage	Coût € HT	Base de financement	Ville		EPCI		Conseil Général		CDC		Autres		ANRU	
2005	8	GIP/ DSUA	440 000	440 000	145 200	33%	66 000	15%	66 000	15%	13 200	3%	17 600	4%	132 000	30%
2009	4	GIP/ DSUA	283 333	283 333	93 500	33%	42 500	15%	42 500	15%	6 600	3%	13 233	4%	85 000	30%

Modification n°11 :

Des annexes complémentaires sont rajoutées à la convention territoriale.

La table des annexes existante dans la convention est ainsi complétée :

Annexe 1 m - Plan de localisation des opérations financées par l'ANRU

Annexe 1 n - Plan avant - après du projet de rénovation urbaine

Annexe 1 o – Note sur la prise en compte des besoins spécifiques des populations fragiles

Annexe 1 p - Bilans des démolitions

Annexe 1 q – Tableaux comparatifs des types et statuts des logements avant et après projet

Le tableau financier modifié est également joint au présent avenant.

Modification n°12 :

Opération n° 4 (famille n°1) – Démolition partielle Mercure

Abandon de l'opération

La convention initiale prévoyait la démolition partielle de l'arche Mercure soit 53 logements locatifs sociaux.

Cette démolition se justifie essentiellement pour des raisons urbaines, dans la mesure où elle aménage une perspective visuelle sur l'avenue de Barcelone, axe de circulation du tramway et composante majeure de la transformation du quartier, depuis le rond point Schumann en entrée de quartier en direction des Halles 4 saisons, un des pôles commerciaux du quartier.

Cependant, cette démolition s'avère techniquement très complexe à mettre en oeuvre et longue à engager. Elle nécessite notamment :

- la construction d'un pont destiné à sécuriser la voie pendant la démolition,
- des surcoûts importants liés à la complexité des interventions,
- une rupture du fonctionnement de la ligne de tramway durant une période relativement longue dans une opération où justement le désenclavement par un moyen de transport performant a été un axe prioritaire d'intervention

Dans le même temps ACM, en lien avec la Ville, s'est engagé sur un important projet de restructuration des Hauts-de-Massane pour lequel des démolitions et des reconstructions sont déjà engagées. Ainsi, les tours Cambacérès et Monge ont été démolies, la démolition de la tour Condorcet interviendra à l'automne 2010, les relogements de la tour Cambon pourront débuter d'ici la fin de l'année 2010 et la dernière tour, la tour d'Alembert, fera l'objet d'une étude de faisabilité, sa démolition n'étant pas inscrite dans la période de conventionnement.

Or, ces prochaines démolitions et donc les relogements en découlant sont à rapprocher des relogements à engager sur l'ensemble du territoire montpelliérain. Au-delà des projets de rénovation urbaine, ACM s'est également engagé dans des opérations de démolitions-reconstructions sur d'autres secteurs. C'est le cas notamment de la cité Mion (180 logements). En additionnant l'ensemble de l'effort de relogement à engager sur la ville de Montpellier, ce sont plus de 1000 logements qu'il convient de démolir et autant de relogements à réaliser, sur une période de 2007 à 2012.

Sans nul doute, dans ce contexte très tendu de relogement, il apparaît que la démolition des 53 logements de la barre Mercure, plutôt en bon état, n'apparaissent pas comme une priorité à court ou moyen terme.

Aussi, il est proposé de surseoir à cette opération de démolition partielle de la barre Mercure. Son report dans le temps n'est bien entendu pas synonyme d'abandon et sa réalisation pourra être engagée une fois les travaux d'interconnexion des lignes de tramway 1 et 3 réalisés en 2012. Ceci permettra de conserver un réseau de transport performant et un désenclavement effectif du quartier, malgré la coupure nécessaire d'une partie de la ligne.

Le programme de démolition inscrit dans la convention territoriale est modifié comme suit.

Programme convention initiale :

Démolition de logements sociaux	Nombre de logements	Base de financement
Tour Catalogne - démolition	134	1 546 266 €
Tour Condorcet - démolition	98	2 684 379 €
Tour Cambon - démolition	98	2 684 379 €
Mercure – démolition partielle	53	1 640 000 €
Total	383	8 555 024 €

Programme modifié :

Démolition de logements sociaux	Nombre de logements	Base de financement
Tour Catalogne - démolition	134	1 546 266 €
Tour Condorcet - démolition	98	2 684 379 €
Tour Cambon - démolition	98	2 684 379 €
Total	330	6 915 024 €

Modification n°13 :

Reconstruction de logements sociaux sur site et hors site (famille n°2)

Modification du nombre des reconstructions

Modification de calendrier

La convention territoriale de rénovation urbaine prévoit la démolition de 383 logements sociaux et la reconstruction d'autant à la fois sur site et hors site. Suite à l'abandon de la démolition partielle de Mercure (53 logements), le programme de reconstructions comme celui des démolitions est revu à la baisse. Ce sont 330 logements locatifs sociaux qui seront reconstruits et non 383 logements.

La reconstruction de 106 logements sociaux sur le site des Tritons est maintenue malgré la baisse du programme de démolition et représente un tiers des reconstructions.

Ce programme de reconstruction sur le site des Tritons (Hauts-de-Massane) est identifié sur une seule ligne, dans la maquette financière initiale de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier de la Mosson. Cette ligne financière permet la mobilisation des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) portant sur 10% des logements et les prêts locatifs à usage social construction démolition (PLUS CD) pour les 90% restant.

Les programmes de reconstruction de logements sociaux sur site et hors site ont été identifiés dans le cadre d'un avenant simplifié.

Par la suite, un avenant plan de relance a permis d'adapter la base de financement et par conséquent d'augmenter la subvention ANRU attribuée aux opérations identifiées sur site et hors site.

Reconstructions hors site (famille n°2)

Diminution du programme

Localisation des opérations, identification des maîtres d'ouvrage et calendrier

Le programme initial prévoit la reconstruction de 277 logements sociaux hors site (250 PLUS CD, 27 PLAI). Suite à la diminution du programme, ce sont désormais 224 logements qu'il faut reconstruire hors site.

Dans le cadre du plan de relance de l'économie 2009, 71 logements (65 PLUS CD et 6 PLAI) ont été inscrits et ont fait l'objet d'un démarrage de travaux fin 2009.

153 logements restent à produire hors site au titre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Mosson (132 PLUS CD et 21 PLAI).

Les programmes de reconstruction de ces 153 logements sont localisés et les maîtres d'ouvrage identifiés.

A présent, il est proposé de modifier les calendriers de démarrage des opérations de reconstructions de logements sociaux sur site et hors site et d'intégrer les ajustements de programme comme suit :

Annexe financière avenant simplifié n°2 de la convention territoriale :

Sur site :

Année de démarrage	Se me stre	Dur ée	Libellé	Nombre de logements	Maître d'ouvrage	Base de financement	Contribution de l'ANRU (% et Montant)	
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Chênes Verts 30 PLUS CD - 3 PLAI	33	OPH ACM	3 038 409 €	21%	632 081 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Arbousiers 11 PLUS CD - 1 PLAI	12	OPH ACM	1 104 877 €	21%	230 893 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Romarins 11 PLUS CD - 2 PLAI	13	OPH ACM	1 196 950 €	21%	250 134 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – 2 ^{ème} tranche du Comté de Nice 43 PLUS CD - 5 PLAI	48	OPH ACM	4 419 504 €	21%	942 635 €
TOTAL				106		9 759 740 €		2 055 743 €

Hors site :

Année de démarrage	Se me stre	Durée	Libellé	Nombre de logements	Maître d'ouvrage	Base de financement	Contribution de l'ANRU (% et Montant)	
2008	1	3	Reconstruction ZAC Jardins de la Lironde 31 PLUS CD – 3 PLAI	34	OPH ACM	2 943 787 €	22%	634 607 €
2008	2	3	Reconstruction ZAC Ovalie 34 PLUS CD - 3 PLAI	37	OPH ACM	3 203 534 €	22%	637 702 €
2009	1	3	Reconstruction Campériols 45 PLUS CD - 5 PLAI	50	SHEMC	4 329 099 €	22%	979 383 €
2010	1	3	Reconstruction ZAC des Grisettes 46 PLUS CD - 5 PLAI	51	OPH ACM	4 415 680 €	22%	997 130 €
2010	1	3	Reconstruction ZAC Parc Marianne Sud 48 PLUS CD - 6 PLAI	54	OPH ACM	4 675 428 €	22%	1 055 883 €
2010	1	3	Reconstruction ZAC Malbosc 2 46 PLUS CD - 5 PLAI	51	OPH ACM	4 415 680 €	22%	997 130 €
TOTAL				277		23 983 208 €		5 301 835 €

Annexe plan de relance modifié :

Année de démarrage	Se me stre	Durée	Libellé	Nombre logemen ts	Maître d'ouvrage	Base de Financement globale actualisée	Subvention ANRU initiale (% et Montant)	Subvention ANRU globale plan de relance
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Chênes Verts 30 PLUS CD - 3 PLAI	33	OPH ACM	3 722 158 €	632 081 €	758 491 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Arbousiers 11 PLUS CD - 1 PLAI	12	OPH ACM	1 398 235 €	230 893 €	281 990 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Romarins 11 PLUS CD - 2 PLAI	13	OPH ACM	1 517 815 €	250 134 €	339 406 €
2008	1	3	Reconstruction ZAC Jardins de la Lironde 31 PLUS CD – 3 PLAI	34	OPH ACM	4 121 006 €	634 607 €	879 096 €
2008	2	3	Reconstruction ZAC Ovalie 34 PLUS CD - 3 PLAI	37	OPH ACM	4 459 504 €	637 702 €	960 846 €
Total				129		15 218 718 €	2 385 417 €	3 219 829 €

Annexe financière finale modifiée :

Année de démarrage	Semestre	Durée	Libellé	Nombre de logements	Maître d'ouvrage	Base de financement	Contribution de l'ANRU (% et Montant)	
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Chênes Verts 30 PLUS CD - 3 PLAI	33	OPH ACM	3 722 158 €	20%	758 491 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Arbousiers 11 PLUS CD - 1 PLAI	12	OPH ACM	1 398 235 €	20%	281 990 €
2007	1	8	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – Les Romarins 11 PLUS CD - 2 PLAI	13	OPH ACM	1 517 815 €	22%	339 409 €
2011	1	3	Reconstruction promotion publique – Tritons sur site – 2 ^{ème} tranche du Comté de Nice 43 PLUS CD - 5 PLAI	48	OPH ACM	4 419 504 €	21%	942 635 €
2008	1	3	Reconstruction ZAC Jardins de la Lironde 31 PLUS CD – 3 PLAI	34	OPH ACM	4 121 006 €	21%	879 096 €
2008	2	3	Reconstruction ZAC Ovalie 34 PLUS CD - 3 PLAI	37	OPH ACM	4 459 504 €	22%	960 846 €
2011	2	3	Reconstruction Aider 20 PLUS CD - 6 PLAI	26	Nouveau Logis Méridional	2 251 132 €	27%	607 215 €
2011	2	3	Reconstruction ZAC Parc Marianne 59 PLUS CD	59	OPH ACM	5 108 337 €	25%	1 270 949 €
2011	2	3	Reconstruction ZAC Grisettes 53 PLUS CD - 15 PLAI	68	OPH ACM	5 887 575 €	27%	1 582 663 €
Total				330		32 885 266 €	23 %	7 623 294 €

Tableau de synthèse des évolutions du programme de construction de logements sociaux

		Construction de logements sociaux							
		Total sur site et hors site				Dont hors site			
	Démolitions	Total	PLUS	PLUS CD	PLAI	Total hors site	PLUS	PLUS CD	PLAI
Convention	383	383	0	345	38	277	0	250	27
Avenant	330	330	0	292	38	224	0	197	27
différence	-53	-53	0	-53	0	-53	0	-53	0

Modification n°14 :

Opération n° 40 (famille n°12) – Etude réorganisation du stationnement public
Modification de calendrier

Cette étude, dont le démarrage était initialement prévu au 1^{er} semestre 2007, ne peut se dérouler conformément à ce calendrier. La conduite de cette étude est en effet très fortement liée à l'avancement de la ZAC Pierres Vives. Les rues de Salerne, Saragosse, Cambridge et Oxford représentent le lien entre le quartier existant de la Mosson et le futur quartier Pierres Vives. Les deux projets doivent par conséquent être en adéquation et cohérents avec l'enjeu urbain porté par la Ville, de raccrocher le quartier de la Mosson au reste du territoire.

Le calendrier d'exécution de la ZAC Pierres Vives ayant pris du retard, il est proposé de différer cette étude au premier semestre 2011.

Le calendrier est modifié comme suit :

Calendrier initial :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Ville de Montpellier	80 000 €	2007	1	2

Calendrier modifié :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Ville de Montpellier	80 000 €	2011	1	2

Modification n°15 :

Opération n° 23 (famille n°8) – Travaux de réorganisation du stationnement public
Modification de calendrier

Le réaménagement des rues de Salerne, Saragosse, Cambridge et Oxford doit être cohérent avec les aménagements de voirie prévus dans la ZAC Pierres Vives. L'accroche entre ces deux quartiers est essentielle pour réussir la mixité à la fois urbaine et sociale. Compte tenu de l'avancement de la ZAC Pierres Vives, il est proposé de reporter le démarrage de cette opération en 2011.

Calendrier initial :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Ville de Montpellier	1 500 000	2007	2	4

Calendrier modifié :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Ville de Montpellier	1 500 000	2011	2	4

Modification n°16 :**Opération n° 50 (famille n°8) – Espaces publics Pierres Vives : modification de calendrier**

Le calendrier de la ZAC Pierres Vives prévoit la réalisation des premiers travaux de VRD pour mi 2010 et les premières constructions de logements en 2011. Par conséquent, la réalisation des espaces publics entre le quartier de la Mosson et celui de Pierres Vives, est reportée en 2011.

Calendrier initial :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Département de l'Hérault	4 837 350	2008	2	4

Calendrier modifié :

Maîtrise d'ouvrage	Base de financement € HT	Démarrage		Durée en semestre
		année	semestre	
Département de l'Hérault	4 837 350	2011	1	4

Cet avenant est signé par l'ensemble des maîtres d'ouvrage concernés par la présente convention n°142 du quartier de la Mosson à Montpellier signé le 08/01/2007.

**L'Agence Nationale pour la Rénovation
Urbaine,**
représentée par son Directeur Général

La Ville de Montpellier
représentée par son Maire

Pierre SALLENAVE

Hélène MANDROUX

L'Etat,
représenté par le Préfet de Région
Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault

EPARECA
représenté par son Directeur Général

Claude BALAND

François MIUS

L'association Foncière Logement
représentée par son Président

La Caisse des Dépôts et Consignations
Représentée par son Directeur Régional

Bruno LUCAS

Hervé TONNAIRE

Le Conseil Général de l'Hérault
représenté par son Président

André VEZINHET

**Le Bailleur ACM OPH de la Communauté
d'agglomération de Montpellier,**
représenté par son Président

Louis POUGET

Le bailleur Hérault Habitat,
représenté par son Président

Pierre GUIRAUD

Nouveau Logis Méridional
représenté par son Directeur Général

Nicolas GIGOT

Le GIP DSUA de Montpellier
représenté par son Président délégué

Patrick VIGNAL

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme Zarah BABAI PARAMÉ, 20 rue Saint Blaise	3.515,00 €
SARL AD HOC Immobilier, 7 rue Chaptal	4.000,00 €
Syndic de copropriété Cabinet HUGON REDON, 13 rue de la Verrerie	4.000,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

QUARTIER CROIX D'ARGENT Résidence "La Clef des Champs" Vente de 29 logements par NLM à ses locataires

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, Nouveau Logis Méridional a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à vendre à ses locataires et à l'unité, 29 logements situés en diffus dans un ensemble immobilier collectif plus important, la résidence « La Clef des Champs » sise 29-57 et 85 rue Christian Bénézech.

Les logements concernés sont des logements loués mais non conventionnés en raison de leur financement de type PLI (Prêt Locatif intermédiaire). A ce titre, ils ne constituent pas des logements locatifs sociaux au sens de l'article 55 de la loi SRU.

Les logements se décomposent en 25 T2 de 47 m² de surface habitable moyenne, en 3 T3 de 68 m² de surface habitable moyenne et en 1 T4 de 84.3 m² de surface habitable. Ils sont répartis en diffus au sein d'un immeuble collectif composé de 3 bâtiments. En sus de ces 29 logements, la vente comprend également des locaux annexes (21 caves, 4 parkings et 6 garages).

La valeur de ces logements et annexes a été estimée par le service des domaines à 3 160 000 €.

Dans ce cadre, NLM a fait part à la Ville de son souhait de céder progressivement les 29 appartements aux prix de ventes moyens établis comme suit :

	Prix moyen au m ² hors parking	
	Prix occupant	Prix locataire NLM
Type 2	1628 €	1791 €
Type 3	1475 €	1623 €
Type 4	1593 €	1753 €

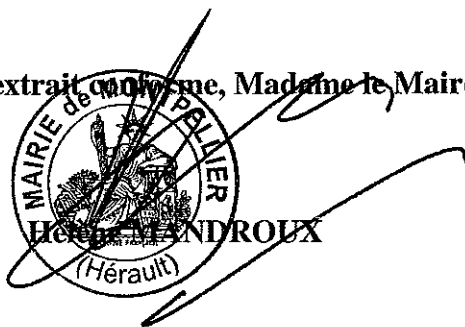
La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du PLH et constitue pour les locataires une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente à l'unité par NLM à ses locataires, des 29 logements situés en diffus dans la résidence « la Clef des Champs », sise 29-57 et 85 rue Christian Bénézech ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Huguette ANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Quartier des Cévennes La Martelle - Avenue de Monsieur Teste vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Au nom de la Commission, Christian BOUILLE rapporte :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires les logements individuels de la résidence « Le Puech des Bruyères », sise sous-quartier de la Martelle, dans le quartier Cévennes.

La résidence « Le Puech des Bruyères » se compose de 36 maisons individuelles.

Le prix fixé par les Services des Domaines est de 5 458 700 € pour la totalité de la résidence, soit de 147 094 € à 151 826 € par logement.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles article L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15% selon les années d'occupation des logements, soit des prix variant entre 125 029,90 € et 142 716,44 € par logement.

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 36 logements individuels de la résidence « Le Puech des Bruyères », sise sous quartier de la Martelle, dans le quartier Cévennes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAPOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Dénomination de la Maison Pour Tous ALBERTINE SARRAZIN

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé de développer l'offre d'activités sur le quartier Nord de Figuerolles.

En effet, la Maison pour tous François de Malherbe ne permettait plus d'offrir un large choix d'activités du fait notamment de l'exiguïté de ses locaux. L'accessibilité difficile de la Maison ne permettait pas non plus d'attirer des publics extérieurs au quartier. Or, l'ambition de la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sociale, est de faire voyager les Montpelliérains à travers les quartiers, afin de permettre une mixité sociale la plus large possible.

Ainsi, il a été procédé au transfert de la Maison pour tous Malherbe au sein du mas implanté sur le Parc de la Guirlande. Ainsi, la Maison pour tous retrouve les locaux de l'ancienne MPT Albertine Sarrazin, occasionnant par ailleurs le transfert du Club Age d'Or Luis Mariano dans les locaux de l'ancienne Ludothèque, face à la nouvelle Maison pour tous.

Ainsi, ce nouveau positionnement des infrastructures permettra de développer plus largement les échanges intergénérationnels entre les deux lieux municipaux d'accueil du public.

Albertine Sarrazin (1937-1967), écrivain français, a vécu la fin de sa vie à Montpellier.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- de dénommer la Maison pour tous du Parc de la Guirlande, « la Maison pour tous Albertine Sarrazin », permettant ainsi de retrouver une appellation à laquelle les habitants du quartier sont attachés,
- d'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Publiée le : 09/11/2010



Donné en mairie, le 8 novembre 2010, Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales

Au nom de la Commission, Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2010 sa politique visant à favoriser sur les quartiers le développement d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Les associations présentées ci-dessous, interviennent en matière de cohésion sociale auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales.

Ces structures souhaitent mettre en place, au sein de leurs quartiers d'intervention, des actions dans les domaines suivants : formation et aide à l'insertion professionnelle de personnes sans-emplois, sécurité et prévention de la délinquance. Les associations ont la volonté de développer des ateliers pour faire vivre les quartiers, favoriser la création du lien intergénérationnel, promouvoir la réalisation de projets et faciliter l'intégration des jeunes enfants et adolescents.

La présence continue sur le terrain des structures permet de mobiliser fortement la population afin de renforcer le lien social dans les quartiers.

Il est proposé de soutenir les associations suivantes en lien avec les thématiques d'éducation, d'insertion, de citoyenneté et de soutien à la parentalité, pour un montant de 35 600 €.

Nom de l'association	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
Association ACLE	quartier Cévennes	5 000 €
Association APAJ Centre Gitan	quartier Aiguelongue	1 200 €
Association AVEC	quartier Cévennes	3 000 €
Association Justice pour le Petit Bard	quartier Petit Bard	3 500 €
Association Boutaghat sans Frontières	quartier Mosson	1 200 €
Association Force Citoyenne, Culturelle et Sportive	quartier Mosson	4 200 €
Adages Espace Famille Animation Collective Famille	quartier Croix-d'Argent	17 500 €

Afin de recréer une dynamique au sein des quartiers, certaines associations œuvrant dans le domaine sportif souhaitent mettre en place des actions de découverte d'activités sportives, de leurs pratiques et d'accompagnement éducatif des enfants.

Au travers diverses activités sportives, les associations veulent déclencher et faire perdurer chez les jeunes de l'intérêt pour l'école, le sport et le désir d'apprendre.

De plus, ces activités permettront de responsabiliser les jeunes, de les faire évoluer avec d'autres venant d'horizons divers afin de contribuer à une réelle mixité sociale, nécessaire à une bonne intégration.

Afin d'aider les clubs suivants dans la mise en place de ces actions, la Ville de Montpellier propose de les subventionner, pour un montant global de 11 800 €.

Nom de l'association	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
ASPTT Montpellier	quartier Millénaire	4 000 €
Montpellier Water Polo Elite	quartier Paul Valéry	3 800 €
Ecole de Judo de Montpellier Agglomération	quartier Cévennes	4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :

- d'attribuer aux associations les subventions indiquées ci-dessus ;
- de prélever la somme de 47 400 € sur le budget de la Ville (6574/925/17698)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

MANDROUX

Direction de la
Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Ressources Communes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 476

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Interventions de sécurité, gardiennage de l'espace public Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Régine SOUCHE rapporte :

La Ville a constaté des besoins de prestations de sécurité, gardiennage à l'occasion des diverses manifestations organisées sur l'espace public.

Pour réaliser ces prestations, il a été lancé le 2 juillet 2010 un appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande pour un montant annuel compris entre 80 000 € HT et 280 000 € HT.

Ce marché conclu pour une période d'un an à compter de sa notification pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La commission d'appel d'offres réunie le 19 octobre 2010 a émis un avis favorable pour l'attribution du marché base et option géo localisation à la société LCE sécurité présentant l'offre économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères de choix, à savoir :

La valeur technique appréciée au travers du mémoire technique, 60 %,
La valeur économique des prestations, 40 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au maire délégué, à signer le marché avec la société LCE sécurité et plus généralement tous les documents relatifs à l'affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Modification de tarifs des terrasses

Au nom de la Commission, Marc DUFOUR rapporte :

Par délibération n° 2009/566 du 14 décembre 2009, la Ville de Montpellier a entrepris une refonte complète de son dispositif tarifaire concernant les terrasses commerciales sur le domaine public en poursuivant un nouvel objectif : prendre en considération l'importance des terrasses commerciales dans la vie économique et sociale de notre ville et éviter un domaine public en centre ville « cabanisé » conséquence, notamment, de la lutte anti tabac.

Nous nous devons de garantir une activité commerciale sur notre domaine public, génératrice d'emploi pour nos concitoyens et qui appartient à notre culture identitaire montpelliéraine où l'approche festive et estudiantine est l'un des vecteurs d'attraction vers notre territoire.

Par ailleurs, le centre ville n'en demeure pas moins un espace habité et protégé pour lequel il convient de maintenir un équilibre avec l'occupation commerciale de son domaine public. Rechercher à concilier ce double objectif nécessite périodiquement des ajustements avec les professionnels du secteur et leurs représentants avec qui la Ville a entrepris un partenariat basé sur la concertation.

La présente délibération a pour objet une adaptation des tarifs appliqués par le service des affaires commerciales concernant les terrasses de classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur).

En effet, les représentants de la profession de l'hôtellerie/restauration ont alerté la Ville sur le fait que l'application de ces tarifs pour l'année complète 2010 entraînerait une hausse importante du montant des redevances payées par les établissements concernés. La profession a souhaité disposer d'un délai supplémentaire afin de s'adapter et procéder, le cas échéant, à des démontages.

Face aux difficultés économiques actuelles rencontrées par certains acteurs de la profession, la Ville de Montpellier a accepté la prise en compte exceptionnelle de cette demande pour ce type de terrasse « fermées » et accepté une progression sur 3 ans.

442

Ainsi il est proposé pour l'année 2010 une évolution des tarifs pour ce type de terrasse uniquement facturée à l'année, le mode de tarifications au trimestre ou au mois (terrasses hivernales) demeurant inchangé.

Nouveaux tarifs (pour 12 mois facturés)

- Terrasse de classe C le m² par an, zone 1 : 250€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 2 : 200€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 3: 150€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 4 : 100€

La progression linéaire des tarifs sur 3 années aboutira donc aux tarifs de la délibération n°2009/566 sus-citée pour une application à l'exercice 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de modifications de tarifs ci-joint,
- de les prévoir sur le budget 2010 de la Ville,
- et d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

Direction des Relations aux
Publics
Population

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 478

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Recensement de la Population 2011 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Au nom de la Commission, Amina BENOUEGHIA JAFFIOL rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2007, publié le 1^{er} janvier 2010, soit 257 092 habitants, a remplacé celui de 1999, qui était alors de 229 055 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville sera calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 20 janvier 2011 et se termineront courant mars 2011, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2011 étant estimé à environ 12 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 50 postes d'agent recenseur.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

106

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2011, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

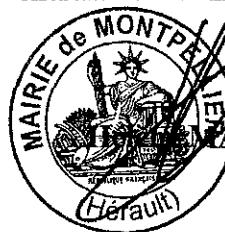
- Feuille de Logement : 0,66 €, contre 0,65 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,92 €, contre 0,91 € l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 50 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Convention de concession pour le service public de la distribution d'électricité - Autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le Conseil Municipal a approuvé, le 10 mai 2006, la convention de concession pour le service public de distribution d'électricité avec EDF et la convention de partenariat avec EDF réseau distribution pour la période de 2006 à 2020. Ces conventions ont été signées le 27 juin 2006.

Cette convention de concession est accompagnée d'une convention de partenariat qui apporte un soutien financier à des opérations intéressant la Ville.

Durant la période 2006-2010, les opérations ont concerné :

- des améliorations esthétiques des réseaux selon l'article 8
- des travaux esthétiques des réseaux aériens de Grand Cœur
- des changements des réseaux nus en façades
- des actions de solidarité

L'article 8 de cette convention de concession prévoit l'intégration des ouvrages dans l'environnement et l'article 3 de la convention de partenariat la participation financière des deux parties dans un partenariat bien compris pour l'enfouissement des réseaux basse tension aériens pour la période 2006-2010.

Le Conseil Municipal a approuvé le 27 juillet 2009, l'avenant n°1 de la convention de partenariat qui prolonge cette partie de la convention de partenariat jusqu'en 2012 afin d'accompagner la réalisation de la ligne 3 du tramway ; ERDF assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux basse tension aériens.

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités du partenariat que la Ville a décidé de mettre en œuvre avec ERDF pour la période 2011-2015 :

- amélioration esthétique des réseaux (150 000€/an) et des postes de transformation (50 000 €/an) sous maîtrise d'ouvrage ERDF,
- renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles (100 000 €/an)

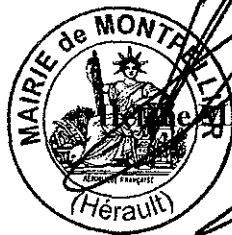
- politique de la ville et solidarité (50 000 €/an).

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette prolongation de la convention de partenariat avec ERDF pour la période 2011-2015,
- d'autoriser la Ville à confier la maîtrise d'ouvrage de ces travaux liés à l'article 8 à son délégataire EDF (ERDF),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

Avenant n°2
à la Convention de partenariat 2006 - 2020
VILLE DE MONTPELLIER - ERDF

Entre :

La Ville de MONTPELLIER, autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie électrique sur la commune de Montpellier représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire dûment habilité à cet effet par délibération du 10 mai 2006, élisant domicile Hôtel de Ville, 1 place Francis Ponge 34064 Montpellier Cedex 2 ;

Désignée ci-après par "la Ville",

Et

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur à Paris la Défense cedex 92085, concessionnaire de la distribution publique d'énergie électrique sur le territoire de la Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Jean-Baptiste PICCHINI, Directeur territorial ERDF Montpellier-Hérault, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties par Monsieur Frédéric BUSIN et élisant domicile à 382 rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier cedex 9, dûment habilité à cet effet ;

Désignée ci-après par "ERDF",

PREALABLEMENT, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI

EDF et la Ville de MONTPELLIER ont signé, le 27/06/2006 une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique sur le territoire de la commune de MONTPELLIER.

En vertu de l'article 23 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire ont été repris par ERDF.

Dans le cadre de son développement et au regard des projets environnementaux et sociaux de son territoire, la Ville de Montpellier a la volonté de renforcer dans la durée son partenariat avec ERDF.

De son côté, ERDF, entreprise citoyenne, concessionnaire du service public de la distribution d'énergie électrique, souhaite s'engager plus avant auprès de la Ville au service des clients et de l'intérêt collectif.

A ce titre, la ville et ERDF ont signé une charte de partenariat couvrant les années 2006 à 2020.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Conformément à la charte, le présent avenant a pour objet de définir les modalités de continuité pour les 5 années à venir, du partenariat qu'ERDF et la ville de Montpellier ont décidé de mettre en œuvre selon trois axes : amélioration esthétique des réseaux et des postes de transformation, renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles et politique de la ville et solidarité.

ARTICLE 2 : AMELIORATION ESTHETIQUE DES RESEAUX ET DES POSTES

De manière générale et dans la mesure des possibilités de la ville et d'ERDF, le choix de l'ensemble des travaux d'amélioration esthétique des réseaux intégrera, le programme de réfection et de réaménagement de voirie de la ville, son plan d'accessibilité à la voirie et le programme de renouvellement des câbles 20 000 volts projeté par ERDF.

2-1 : article 8 du cahier des charges de concession

En application de l'article 8 du cahier des charges, le taux de la participation financière d'ERDF est fixé à l'annexe 1 article 4 du cahier des charges. Il s'applique sur les travaux d'esthétique des réseaux électriques de distribution et des frais d'études correspondants.

Pour la période 2009 – 2012, les engagements financiers d'ERDF ainsi que la désignation du maître d'ouvrage de ces travaux sont régies par l'avenant n°1 d'octobre 2009.

Pour la période postérieure à 2012 et jusqu'à l'échéance du présent avenant définie à l'article 4, la maîtrise d'ouvrage sera assurée par ERDF. ERDF s'engage à cofinancer ces travaux à hauteur de 50% de leur montant HT et dans la limite de **150 000 € par an**.

2-2 : renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles dans le périmètre de « Grand Cœur »

Les quartiers concernés seront Méditerranée, Figuerolles et Chaptal. Le quartier de Celleneuve sera exceptionnellement inclus dans cette opération. Pour ces secteurs, dont les périmètres sont joints en annexe sous forme de photo, la ville et ERDF détermineront les rues pour lesquelles une opération d'amélioration esthétique des réseaux basse tension pourra être envisagée en remplaçant le réseau en fils nus sur consoles par des ouvrages en technique discrète.

Ces opérations seront réalisées et financées par ERDF dans la limite de **100 000 € par an** pour la période définie à l'article 4 du présent avenant.

2-3 : amélioration esthétique des postes de transformation

La ville souhaite améliorer l'intégration dans le paysage urbain de certains postes de distribution publique d'électricité et proposera un ordre de priorité d'intervention d'ERDF sur ces bâtiments. En fonction de leur positionnement et en tenant compte des contraintes techniques et financières, la ville et ERDF décideront deux niveaux d'interventions, soit un déplacement de l'ouvrage, soit une intervention esthétique consistant par exemple, à la peinture d'une fresque.

Ces opérations seront réalisées et financées par ERDF dans la limite de **50 000 € par an** pour les déplacements d'ouvrages et dans le cas de réalisation de travaux d'embellissement tels que la réalisation de fresques, elles seront incluses dans les actions de politique de la ville et de solidarité décrites à l'article 3 du présent avenant.

ARTICLE 3 : POLITIQUE DE LA VILLE ET SOLIDARITE

ERDF s'associera aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, notamment en contribuant au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique. ERDF apportera son soutien en priorité aux chantiers d'insertion sur des thématiques liées à la distribution publique d'électricité telles que :

- Amélioration esthétique des postes de transformation avec la réalisation éventuelle de fresque
- Surveillance de chantiers sur le domaine public destinée à contrôler le respect des procédures par les entreprises intervenantes à proximité des ouvrages électriques ainsi que la qualité du travail réalisé
- Médiation dans les quartiers sensibles auprès des familles, destinée à porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis à vis des dangers potentiels de l'électricité. Les interventions des agents ERDF dans ces quartiers seront également expliquées

Les ressources en personnel interne ou en cofinancement ERDF allouées pour accompagner la politique de la Ville et la solidarité sont de l'ordre de **50 000 € par an** qu'ERDF s'engage à maintenir pendant la durée du présent avenant stipulée à l'article 4. Les apports de financement d'ERDF sur ces actions ne pourront excéder 50% de leur montant.

La ville souhaitant développer le concept d'écoquartiers, ERDF accompagnera également la commune en apportant son expertise dans la connaissance de la capacité des réseaux de distribution publique d'électricité, des productions locales et des prévisions de consommation. Ce partenariat est décrit dans la convention tripartite avec Montpellier, la SERM et ERDF, signée le XXX.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant est conclu pour une durée de 5 ans, soit de 2011 à 2015.

Il prendra effet à compter de la notification par la Ville de sa transmission à Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault.

ARTICLE 5 : RESILIATION

En cas de non respect des obligations du présent avenant par l'une des parties, la partie qui s'estimerait lésée pourra dénoncer ce dernier, moyennant un préavis de deux mois fait par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas de résiliation du présent avenant avant son échéance, les travaux commencés devront être réalisés jusqu'à leur achèvement et les travaux dûment réalisés et justifiés feront l'objet d'un paiement dans les conditions habituelles.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent avenant devra faire l'objet d'une recherche de conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente, préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente, et ce à peine d'irrecevabilité.

ARTICLE 7 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application du présent avenant, les parties font respectivement élection de domicile à l'adresse suivante :

- Pour la Ville : Hôtel de Ville 1 place Francis PONGE 34064 Montpellier Cédex 2
- Pour ERDF : 382, rue Trencavel 34926 Montpellier Cédex 9

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire,

Pour ERDF,
Le Directeur Territorial,
Montpellier-Hérault

Hélène MANDROUX

Jean-Baptiste PICCHINI

PJ : photos des secteurs cités à l'article 2.

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL

Absents :

Arnaud JULIEN

Convention de gestion des équipements climatiques, chauffage et eau chaude sanitaire, des locaux du CROUS du centre d'art de la Panacée

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

La ville de Montpellier et le CROUS sont propriétaires du bâtiment abritant le centre d'art de la Panacée.

Dans un souci de rationalisation des installations climatiques, une partie des installations climatiques sont communes à la Ville et au CROUS.

La présente convention a pour objet la fourniture d'énergie et l'entretien des équipements climatiques pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire (ECS) des locaux et logements CROUS du centre d'art de la Panacée par la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à assurer la maintenance et l'entretien des équipements communs de la chaufferie (hors production d'ECS) de la Panacée en mettant en œuvre tous les moyens matériels et humains dont elle dispose et à fournir la chaleur nécessaire au chauffage des locaux du CROUS.

Le CROUS s'engage à rembourser la Ville de l'énergie consommée pour son compte et à indemniser la Ville pour la maintenance et l'entretien des éléments communs de la chaufferie au montant forfaitaire et révisable de 1860 €/an.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette convention avec le CROUS,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

MAIRIE DE MONTPELLIER



**DIRECTION
ENERGIE MOYENS TECHNIQUES**



SERVICE : ENERGIE

N/Réf. : JC/

**CONVENTION DE GESTION
DES EQUIPEMENTS CLIMATIQUES
POUR LE CHAUFFAGE ET L'EAU CHAUDE SANITAIRE
DES LOCAUX DU CROUS

CENTRE D'ART LA PANACEE**

Entre les soussignés :

- La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène Mandroux, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du....

Et

- Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.) de Montpellier, représenté par son Directeur, M. Philippe PROST,

Il a été convenu ce qui suit :

EXPOSE :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un immeuble situé 14 rue de l'école de pharmacie à Montpellier, élevé d'un étage sur rez-de-chaussée et deux niveaux de sous-sol. Ce lieu a été dénommé la « Panacée, Cité des Artistes ».

Suivant délibération en date du 6 novembre 2006 le conseil municipal a décidé de poursuivre l'aménagement de l'immeuble en y réalisant un centre d'art contemporain, associé à des ateliers d'artistes et des logements destinés aux étudiants.

Le rez-de-chaussée et les sous-sols sont occupés par un centre d'art, des ateliers d'artiste, un auditorium et des locaux techniques et le premier étage a été aménagé pour accueillir 59 studios pour étudiants ayant développé un projet artistique et 3 résidences d'artistes.

La Ville a confié suivant bail emphytéotique administratif en date du 21 avril 2009 la réalisation de l'opération de transformation du premier étage en logements étudiants au CROUS et la gestion de ces logements.

L'aménagement du rez-de-chaussée et des sous-sols a été quant à lui réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la Ville.

En raison de l'hétérogénéité et de l'imbrication des divers éléments de l'immeuble et en raison de l'incompatibilité du statut de la copropriété avec le domaine public, il a été décidé de ne pas soumettre cet ensemble au statut de la copropriété, mais de le diviser en plusieurs volumes ne comprenant aucune quote-part indivise de parties communes.

Cela étant certains espaces ou ouvrages seront utilisés conjointement par les usagers du centre d'art et ceux des logements. La gestion, l'entretien et la réparation des ouvrages et équipements de l'ensemble immobilier présentant un intérêt collectif pour la Ville et le CROUS, une convention ayant comme objet la gestion globale de l'ensemble immobilier et la répartition des charges d'entretien sera signée lorsque le centre d'art sera livré.

L'objet de la présente convention est, à compter de la livraison des 62 logements et jusqu'à la signature de la convention de gestion globale mentionnée ci-dessus, de prévoir les modalités d'entretien, de maintenance et de réparation des équipements climatiques pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire (ECS) des locaux et logements du CROUS.

La présente convention sera alors annexée à la convention de gestion globale.

1-ENGAGEMENT DES PARTIES

La Ville de Montpellier s'engage à assurer la maintenance et l'entretien des équipements communs de la chaufferie (hors production d'ECS) de la Panacée en mettant en œuvre tous les moyens matériels et humains dont elle dispose et à fournir la chaleur nécessaire au chauffage des locaux du CROUS.

Le CROUS s'engage à rembourser la Ville de l'énergie consommée pour son compte et à indemniser la Ville pour la maintenance et l'entretien des éléments communs de la chaufferie au montant forfaitaire figurant à l'article 4.

En outre les parties s'engagent à se rencontrer annuellement a minima pour évoquer l'exécution pratique de cette convention.

La résidence de la Panacée étant administrativement rattachée à la cité universitaire des Arceaux le Directeur de la cité universitaire sera pendant toute la durée de la convention l'interlocuteur privilégié de la Ville. Le numéro de téléphone de la cité des Arceaux est le 04 67 58 17 00.

2- PERIODE DE FONCTIONNEMENT

La Ville fournira la chaleur nécessaire au chauffage des locaux du CROUS du centre d'art de la Panacée pour une durée égale à celle du centre d'art, soit en règle générale du 1^{er} novembre au 30 avril.

En tout état de cause une température minimale de 18°C est nécessaire dans les locaux à usage d'habitation (article R 111-6 du code de la construction et de l'habitation).

3- MODALITES DE FIXATION DU PRIX

La redevance P que le CROUS devra à la Ville de Montpellier, comprend les prestations suivantes :

- P1 c : prix de fourniture de chaleur pour le chauffage des locaux CROUS
- P1 ecs : prix de fourniture de gaz pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire
- P1 élec : prix de fourniture électricité pour le chauffage et l'ECS du CROUS
- P2 c : quote-part du prix de l'entretien de la chaufferie

P1chauffage

Prix de la fourniture de gaz consommée pour le chauffage du CROUS :

$$P1c = Qc / R * Pg$$

Avec Qc = énergie comptabilisée par le(s) compteur(s) d'énergie pour le chauffage des locaux et logement du CROUS (en kWh ut.)

R = rendement technique de la chaufferie calculé

Pg = prix moyen de gaz sur la période considérée (en €TTC/kWhPCS)

P1ecs

Prix de la fourniture de gaz consommée pour la production d'eau chaude sanitaire du CROUS :

$$P1ecs = Qgecs * Pg$$

Avec Q_{gecs} = énergie comptabilisée par le sous-compteur gaz alimentant l'ECS du CROUS (en kWhPCS)

P_g = prix moyen de gaz sur la période considérée (en €TTC/kWhPCS)

P1élec

Prix de la fourniture d'électricité consommée en chaufferie et utilisée pour les usages du CROUS (chauffage locaux CROUS et ECS)

$$P1_{elec} = Q_e * P_e * (Q_c/R + Q_{gecs}) / Q_g$$

Avec Q_e = énergie électrique consommée par la chaufferie (en kWh)

P_e = prix moyen d'électricité sur la période considérée (en €TTC/kWh)

Q_c = énergie comptabilisée par le(s) compteur(s) d'énergie pour le chauffage des locaux et logement du CROUS (en kWh ut.)

R = rendement technique de la chaufferie calculé

Q_{gecs} = énergie comptabilisée par le sous-compteur gaz alimentant l'ECS du CROUS (en kWhPCS)

Q_g = énergie comptabilisée par le compteur gaz alimentant la chaufferie (en kWhPCS)

P2c

Part du CROUS pour l'entretien des équipements commun de la chaufferie, hors production de l'eau chaude sanitaire, selon un prorata CROUS/ Ville de 38/62:

$$P2c = 1860 \text{ €/an}$$

La prestation comprend :

- la maintenance préventive et l'entretien courant des équipements de chauffage en chaufferie y compris la fourniture et le remplacement de petit matériel de valeur unitaire peu importante (inférieure à 50 € HT) ;
- le dépannage sur appel à l'atelier chauffage 04 67 34 73 55 (de 8 à 12h et de 13h15 à 17h les jours travaillés).
- l'astreinte en dehors de ces plages horaires pour tout problème de chauffage en chaufferie ayant un caractère d'urgence en appelant au 06 08 41 00 72 ou en cas de non réponse au 06 23 51 15 86.

NOTA :

- Pour le gros entretien ou le remplacement des équipements communs >50€HT, la Ville et le CROUS conviennent de se répartir les factures.

- Si un compteur de chaleur ou de gaz donne des index erronés, la Ville remplacera ces index par des consommations théoriques calculées à partir des besoins connus sur les périodes précédentes, en fonction de la rigueur de l'hiver (DJU) ou de la consommation d'ECS d'une période identique.

- Le remplacement des compteurs défectueux permettant la facturation est à la charge du CROUS.

- Ne sont pas prévues dans cette convention les interventions sur la production et la distribution (canalisations) d'eau chaude sanitaire, l'adoucisseur, les canalisations de chauffage hors chaufferie, les radiateurs ainsi que l'équilibrage des réseaux.

- Pendant la phase provisoire et en attendant la fin des travaux de la Panacée, il est entendu que le CROUS prendra à sa charge ses propres consommations d'électricité et de gaz.

- Les éventuels frais (fourniture, entretien) engagés entre la date de mise de mise en fonctionnement des équipements climatiques et la date de signature de la présente convention seront pris en compte dans la première facturation.

4- MODALITES DE FACTURATION

La facturation semestrielle établie par la direction énergie et moyens techniques de la Ville sera adressée à l'attention de Mme la Directrice de la cité universitaire des Arceaux, 61 boulevard des Arceaux, 34 000 Montpellier.

5- REVISION DE PRIX

Les prix ci-dessus seront révisés de la façon suivante :

P1 : selon les tarifs et factures d'achat de gaz et d'électricité

P2 : selon la formule ci-après :

$P'2 = P2 * (0.7 * ICHT-IME / ICHT-IMEo + 0.3 * FSD1 / FSD1o)$

Avec : P2 : prix forfaitaire fixé à l'article 4

P'2 : prix révisé

ICHT-IME : indice du coût de la main d'œuvre dans les industries mécaniques et électriques

ICHT-IMEo: valeur initiale de l'indice ICHT-IME janvier 2009 : 99.9

FSD1 : indice frais et services divers 1

FSD1o: valeur initiale de l'indice FSD1 janvier 2009 : 115.3

6- DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE RESILIATION

La présente convention prend effet à compter de la date de la dernière signature, jusqu'à la l'entrée en vigueur de la convention de gestion définitive mentionnée dans l'exposé, et en tout état de cause pour une durée maximum de 4 (quatre) années.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par courrier avec accusé de réception en ménageant un préavis de 6 mois.

Elle sera automatiquement remplacée par la convention de gestion globale à compter de l'entrée en vigueur de celle-ci, et lui sera annexée.

Fait à Montpellier,

Le Maire de la ville de Montpellier,

Date : 27/12/2010

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué
Frédéric TISONIS

Hélène MANDROUX

Le Directeur du CROUS,

Date : 10.12.2010

CENTRE RÉGIONAL DES OEUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
2, Rue Monteil
B.P. 5053
34033 MONTPELLIER CEDEX 1
Philippe PROST

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Plan Climat Territorial - Convention de mutualisation de moyens - Approbation

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en oeuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités. Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée depuis près de 3 ans par la Maison de l'Energie de Montpellier créée à l'initiative de la Ville.

A l'échelle européenne, le rôle des villes et agglomérations dans la lutte contre le changement climatique est aujourd'hui de plus en plus reconnu. La Ville de Montpellier s'est inscrit dans la dynamique européenne de lutte contre le changement climatique en s'associant à 2 initiatives européennes lancées en 2007 et 2008, visant à concrétiser l'engagement des autorités urbaines dans l'objectif de réduction par un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 : la déclaration d'Eurocities sur le changement climatique et le Pacte des Maires. Ces deux initiatives permettent à la Ville de Montpellier d'être identifiée par la Commission européenne comme une ville pionnière.

Par ailleurs, la loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 », prévoit l'adoption de Plans Climat Energie Territoriaux avant le 31 décembre 2012.

Dès à présent, la Ville de Montpellier en coordination avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les autres communes de l'agglomération intéressées, s'engage dans une démarche intégrée d'élaboration de son propre Plan Climat Energie Territorial (PCET) afin de mettre en oeuvre, au niveau local, les objectifs, dits des « 3 fois 20 », du paquet climat-énergie adopté en mars 2007 par le Conseil Européen ; à savoir, d'ici 2020 :

- de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990,
- de réduire de 20% la consommation d'énergie,
- d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation finale.

En premier lieu, ce plan prendra appui sur un bilan des émissions de gaz à effet de serre réalisé à l'échelle du territoire.

Il définira, dans un second temps et en fonction des champs de compétences respectifs de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

1. les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter ;
2. le programme des actions à réaliser afin, notamment, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de gaz à effet de serre, conformément aux objectifs nationaux qui prévoient une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;
3. un dispositif de suivi et d'évaluation pouvant intégrer des indicateurs de type « baromètre climat ».

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier, conjointement avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez, se sont portées candidates, en novembre 2009, à l'appel lancé par la Région Languedoc Roussillon et l'ADEME pour l'élaboration d'une première génération de Plans Climat Energie Territoriaux.

Désignées lauréates, ces candidatures conjointes ouvrent droit au soutien technique et financier de la Région Languedoc Roussillon et de l'ADEME ; ce soutien se traduisant par :

- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Ville de Montpellier,
- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- un accompagnement technique direct auprès de la Ville de Castelnau-le-Lez.

Ces candidatures conjointes ont, par ailleurs, permis d'affirmer l'originalité d'une démarche intégrée d'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET) à l'échelle intercommunale.

Dans cette même recherche de mise en cohérence et d'optimisation des actions engagées localement, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent renforcer le caractère intégré de cette démarche en proposant une mutualisation des moyens mobilisés dans la conduite des études et travaux nécessaires à l'élaboration des PCET respectifs.

Aussi et en application de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, qui accepte, ses services mobilisés dans la conduite de cette démarche ; à savoir, notamment, le chef de projet Plan Climat et les services compétents dans les domaines de la planification territoriale, de l'habitat, de l'énergie et des transports.

En complément et comme prévu dans le cadre de l'appel à candidatures de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME, ces moyens intégreront une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage financée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un montant maximal estimé à 190 000 euros hors taxes ; prestation pour laquelle une procédure de consultation sera engagée dès le mois de novembre 2010.

A cet effet, une convention de mutualisation de moyens, d'une durée de deux ans, entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de préciser les modalités juridiques, techniques et financières de ce partenariat. C'est l'objet de la présente délibération.

Pour information :

- A ce jour, les Villes de Castelnau-le-Lez et de Lattes ont manifesté leur intérêt pour cette solution mutualisée. Elles se verront proposer une convention semblable selon les mêmes modalités de financement.
- Au regard des missions prises en charges dans le cadre de cette démarche et compte tenu de la spécificité de l'échelle et des compétences de la Ville de Montpellier, les projets de conventions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoient une contribution financière des communes volontaires comme suit :
 - Ville de Montpellier : 15 000 euros, déduction faite de l'aide financière de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME,

- Autres Communes : 5 000 euros.

En conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une démarche intégrée intercommunale d'élaboration du Plan Climat Energie Territorial,
- approuver le projet de convention de mutualisation de moyens avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Elène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010



**DEMARCHE INTERCOMMUNALE D'ELABORATION DE
PLANS CLIMATS ENERGIE TERRITORIAUX INTEGRES**

CONVENTION DE MUTUALISATION DE MOYENS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
VILLE DE MONTPELLIER

PREAMBULE

La loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 », prévoit, pour les collectivités supérieures à 50 000 habitants, l'adoption de Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) avant le 31 décembre 2012. A ce titre, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier sont appelées, respectivement, à se doter d'un PCET.

Dès à présent, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en coordination avec ses Communes membres, s'engage dans une démarche intercommunale visant à l'élaboration de Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) intégrés afin de mettre en œuvre, au niveau local, les objectifs, dits des « 3 fois 20 », du paquet climat-énergie adopté en mars 2007 par le Conseil Européen ; à savoir, d'ici 2020 :

- de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990,
- d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation finale,
- de réduire de 20% la consommation d'énergie.

En premier lieu, ces plans prendront appui sur un bilan des émissions de gaz à effet de serre réalisé à l'échelle du territoire communautaire ; cette mission d'étude préalable ayant été confiée à l'association Air LR par délibération n° 9783 du Conseil de Communauté du 28 septembre 2010.

Ils définiront, dans un second temps et en fonction des champs de compétences respectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de ses Communes membres :

1° les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter ;

2° le programme des actions à réaliser afin, notamment, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de gaz à effet de serre, conformément aux objectifs nationaux qui prévoient une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;

3° un dispositif de suivi et d'évaluation pouvant intégrer des indicateurs de type « baromètre climat ».

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conjointement avec les Villes de Montpellier et Castelnau-le-Lez, signataires du Pacte des Maires sur le changement climatique, se sont portées candidates, en novembre 2009, à l'appel lancé par la Région Languedoc Roussillon et l'ADEME pour l'élaboration d'une première génération de Plans Climat Energie Territoriaux.

Désignées lauréates, ces candidatures conjointes ouvrent droit au soutien technique et financier de la Région Languedoc Roussillon et de l'ADEME ; ce soutien se traduisant par :

- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Ville de Montpellier,
- une assistance à maîtrise d'ouvrage directe auprès de la Ville de Castelnau-le-Lez.

Ces candidatures conjointes ont, par ailleurs, permis d'affirmer l'originalité d'une démarche intégrée d'élaboration de Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) à l'échelle intercommunale.

Dans cette même recherche de mise en cohérence et d'optimisation des actions engagées localement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renforcer le caractère intégré de cette démarche intercommunale en proposant, à ses Communes membres, une mutualisation des moyens mobilisés dans la conduite des études et travaux nécessaires à l'élaboration des plans.

Aussi et en application de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de mettre à disposition des Communes membres volontaires ses services mobilisés dans la conduite de cette démarche ; à savoir, notamment, le chef de projet Plan Climat et les services compétents dans les domaines de la planification territoriale, de l'habitat, de l'énergie et des transports.

En complément et comme prévu dans le cadre de l'appel à candidatures de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME, ces moyens intégreront une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'un montant maximal estimé à 190 000 euros hors taxes.

A cet effet, une convention de mutualisation de moyens, d'une durée de deux ans, est proposée à chaque Commune volontaire afin de préciser les modalités juridiques, techniques et financières de ce partenariat.

La présente convention prévoit les modalités de versement de la contribution de la Ville de Montpellier correspondant au remboursement des frais supportés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à due proportion des moyens mobilisés au sein de ses services.

CONVENTION

Entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par Christophe MORALES Vice-Président, Président délégué de la Commission Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps ;

et,

la Ville de Montpellier, représentée par _____, d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mutualisation de moyens techniques et d'expertise mis à disposition de la Ville de Montpellier par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la conduite des études et travaux relatifs à l'établissement de leurs Plans Climat Energie Territoriaux respectifs (PCET).

ARTICLE 2 – MOYENS MUTUALISES

Les moyens mobilisés au sein des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la conduite de la démarche intercommunale PCET, dans le cadre de la présente convention, comprennent le chef de projet Plan Climat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que les services compétents en matière de planification territoriale, d'énergie, d'habitat et de transports.

En complément, ces moyens intègrent une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à un prestataire extérieur.

ARTICLE 3 – MODALITES DE CONDUITE DE LA DEMARCHE INTERCOMMUNALE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier convient d'associer la Ville de Montpellier et les autres Communes participant à la démarche à chaque étape clef de la définition des modalités de conduite des études et en particulier, aux réunions techniques ainsi qu'aux comités de suivi (voir article 4).

Aucune conclusion d'étude ou de travaux touchant directement les compétences communales ne pourra intervenir sans une validation préalable de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 – INSTANCES DE GOUVERNANCE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier conviennent d'assurer un suivi du déroulement de la démarche d'élaboration des PCET. A ce titre, il est créé un Comité de suivi de la démarche présidé par un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et comprenant au moins un représentant de la Ville de Montpellier.

Ce comité se réunit environ une fois par trimestre jusqu'à la fin de la démarche.

Il peut, le cas échéant, se réunir de façon urgente à la demande d'un des partenaires.

4.1 – Conditions de préparation du Comité de suivi

En préparation du Comité de suivi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier transmet à chacun des partenaires un tableau de bord de l'état d'avancement de la démarche.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier établit un compte-rendu des séances du Comité de suivi et en assurera la diffusion auprès de tous les partenaires.

Les documents transmis préalablement au Comité de suivi, et au plus tard une semaine avant la séance, comporteront notamment :

- les rendus des études au fur et à mesure de leur production
- des échanges d'informations notamment d'ordres techniques ou économiques nécessaires à la réalisation des plans ;
- des échanges sur les orientations et choix à prendre et nécessaires à la réalisation des plans ;
- une appréciation sur le déroulement des études,
- le point sur l'ensemble des observations à formuler sur les stratégies de communication coordonnées.

4.2 – Groupes de travail du Comité de suivi

Le Comité de suivi peut proposer la création de groupes de travail, réunissant des représentants des acteurs concernés, ayant pour objet de traiter des points techniques particuliers.

4.3 – Validations

Pour répondre aux impératifs du principe de spécialité et conformément aux dispositions de l'article L 5211-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, aucun objectif à atteindre, aucun programme d'action à réaliser touchant directement aux compétences de la Ville de Montpellier ne pourra être validé dans le PCET sans l'accord de son ou de ses représentant(s).

5 – COMMUNICATION

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, pendant toute la durée de la Convention, et en tant que de besoin, à associer au sein d'un « groupe de coordination communication » la Ville de Montpellier et les

autres Communes partenaires à la définition d'un plan commun de communication (définition des outils de communication, modalités de prise en compte des chartes graphiques, logos, signalétiques) et à la préparation des événements jugés clés.

Aucune communication extérieure sur le PCET ne peut être réalisée en ce qui concerne les actions touchant aux compétences de la Ville de Montpellier sans avoir obtenu l'accord de cette dernière.

ARTICLE 6 – REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le montant du remboursement des frais du service mis à la disposition de la ville de Montpellier est établi à 15 000 euros, déduction faite de l'aide financière de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME.

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERSEMENT

Le versement du remboursement de la ville de Montpellier s'effectuera comme suit, sous réserve de la prise en compte des dispositions précisées aux articles 3, 4 et 5 de la présente convention :

- 20% à la signature de la présente convention;
- 80% après validation du plan d'actions.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Messieurs les Directeurs Généraux des Services et Messieurs les Trésoriers Principaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Pour la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,
Christophe MORALES,
Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,
Président délégué de la
Commission Développement Durable,
Energies Nouvelles et Gestion des Temps.

Pour la Ville de Montpellier,

,

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZÉCH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Panny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE "LES GRISETTES" Autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Œuvre

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil Municipal a décidé :

- de réaliser l'opération de construction du groupe scolaire Les Grisettes
- d'approuver le programme général de l'opération et son enveloppe financière
- de lancer un concours restreint d'architecture pour le choix du concepteur,
- de désigner les membres élus devant participer au jury de concours,
- d'attribuer une prime maximale de 24 000 € HT par équipe aux candidats admis à concourir.

Le jury du concours de concepteurs s'est réuni le 30 septembre 2009 pour proposer les 5 candidats autorisés à concourir :

- 1 Atelier GOASMAT/COO architectes/CSD azur/ André VERDIER/ ANGLADE structures bois / BET DURAND / BCC.
- 2 PORTAL THOMAS TEISSIER / ETAMINE / P3G / ECMO.
- 3 RF Arq/ BETOM / CAPTERRE / ALAYRAC.
- 4 D3 Architectes / GAUDIN / BEFS GINGER / VPE.
- 5 Pierre TOURRE / TRIBU / ARCHE med / LAUMOND-FAURE.

Le jury du concours de concepteurs s'est réuni le 24 septembre 2010 pour classer les candidats selon leurs projets et de proposer le lauréat.

Un procès-verbal a été établi à l'issue de chacun de ces jurys.

L'anonymat a été levé par un huissier de justice après le vote du second jury.

Un avis motivé a été formulé par le jury du 24 septembre 2010 sur chacun des projets.

Le jury a souligné la bonne compréhension du programme, les choix techniques performants et la qualité architecturale du projet de l'équipe mandataire PORTAL THOMAS TEISSIER architecture.

Le pouvoir adjudicateur, par arrêté du 13 octobre 2010, a décidé de suivre l'avis du jury et de déclarer lauréat du concours l'équipe :

PORTAL THOMAS TEISSIER architecture / P3G / ETAMINE / ECMO

Suite aux négociations du contrat de maîtrise d'œuvre par le pouvoir adjudicateur, portant notamment sur les éléments de mission et leur contenu ainsi que le montant des honoraires, il ressort :

- un pourcentage global des travaux (toutes tranches confondues) affecté à cette mission de 10,70 %, représentant un montant d'honoraires de 663 400,00 € HT, sur la base d'une enveloppe de travaux arrêtée à 6 200 000 € HT.
- Pour les missions complémentaires, les taux suivants sont retenus :
EXE : 2,00% / OPC : 1,20% / SYN : 0,80%

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ces options en cours d'étude selon les échéances suivantes :

- EXE : à la remise de l'APD
- OPC et SYN : à la remise du PRO.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre du groupe scolaire Les Grisettes concernant les missions de base pour un montant de 663 400 € HT à l'équipe lauréate :
 - PORTAL THOMAS TEISSIER architecture, mandataire
 - P3G Ingénierie , Bureau d'études
 - ETAMINE, Bureau d'études HQE
 - ECMO, Economie et OPC
- d'attribuer à chacune des équipes qui ont concouru la somme de 24 000 € HT, conformément à l'avis d'appel public à candidatures et l'avis du jury,
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire notamment ledit marché de maîtrise d'œuvre ainsi que le permis de construire afférent,
- de solliciter les subventions les plus larges possibles.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Mise en place de panneaux d'affichage à l'entrée des établissements scolaires maternels et élémentaires de la ville - Avenant n°1 au lot unique

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

La ville de Montpellier a lancé un marché à bons de commande par le biais d'un marché à procédure adaptée pour la fourniture et la mise en place de panneaux d'affichage à l'entrée des établissements scolaires destinés à l'information des parents.

L'entreprise France Enseignes Signalisations a été lauréate du marché par délibération N° 2009/519 en date du 10 novembre 2009 pour un montant maximum de 340.000,00 € H.T.

La pose de ces panneaux d'affichage a été prévue :

- ⇒ Sur la façade de l'école.
- ⇒ Sur le mur de clôture.
- ⇒ Sur grillage.

En cours de travaux, l'entreprise France Enseignes Signalisations a informé le service en charge de cette opération que la pose des panneaux d'affichage sur certaines clôtures s'avérait impossible telle que prévue initialement soit au vu de l'état de ces dernières (vétusté, vandalisme) soit en raison d'un changement de la localisation de l'entrée de l'école. Après études techniques, la solution adoptée a été la pose sur totem métallique avec une fixation sur platine sur le mur de clôture ou en sol afin d'éviter tous problèmes de stabilité.

Ces prestations supplémentaires représentent un montant de 40 375,00 euros H.T. pour l'ensemble des panneaux d'affichage posés sur platine en sol ou sur mur (35 écoles soit 70 totems), en tenant compte de la moins value pour entretoise de pose sur grillage prévue dans le marché initial.

Montant maximum HT du marché initial :	340 000,00 €
Montant de l'avenant :	40 375,00 €
Soit une augmentation de 11,9%.	

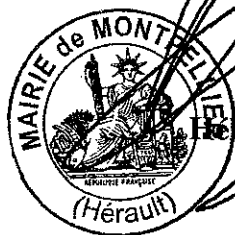
Le nouveau montant du marché s'élève désormais à : 380 375,00 €.
Cette dépense est prévue sur le budget investissement 2010 de la ville.

Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'appels d'offres en date du 19 octobre 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Valider la passation de l'avenant n°1 ci-dessus exposé avec la société France Enseignes,
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ledit avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZBCH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Mariène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Opération modules préfabriqués Ecole maternelle Olympe de GOUGES – Ecole maternelle M. Yourcenar Ecole élémentaire Rabelais Avenant n°1 concernant le lot n°2 : modules préfabriqués

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Suite à l'incendie de l'école maternelle BEETHOVEN en fin d'année 2009, les enfants scolarisés dans l'école sinistrée ont été accueillis dans l'école maternelle Olympe de GOUGES qui disposait de locaux disponibles jusqu'en juillet 2010.

Toutefois, l'augmentation supposée pour la rentrée de septembre 2010 des effectifs scolarisés dans ce secteur a obligé la ville de Montpellier à prévoir la mise en place provisoire de modules préfabriqués. A ce titre, un appel d'offres européen a été lancé pour la fourniture et mise en place de modules préfabriqués. Les marchés ont été attribués par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010.

En cours de réalisation des travaux, les inscriptions réellement constatées ont dépassé fortement les prévisions, obligeant le service Construction et Maintenance à modifier l'implantation du projet initial et à augmenter les surfaces des modules préfabriqués.

Les modifications nécessaires ont donc une répercussion financière sur le lot N° 2 : modules préfabriqués

Montant initial H.T. du marché : 248 193,66 €

Montant H.T. de l'avenant : 7.840,00 €

Soit une augmentation de 3,16 %.

Le nouveau marché s'élève donc désormais à : 256 033,66 €

Un avenant doit donc être établi avec l'entreprise HEXIS CM lauréate du marché concerné.

Les délais restent quant à eux inchangés.

Les crédits seront imputés au budget 2010 de la ville.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser la passation de l'avenant ci-dessus exposé avec la société HEXIS CM,
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ledit avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- Dire que la dépense sera imputée au budget 2010 de la ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



MANDROUX

Publiée le : 09/11/2010

AVENANT : N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER

1 place Francis Ponge

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Correspondant: Madame le Maire

0467347375

Titulaire du marché :

HEXIS CONSTRUCTION MODULAIRE

Représenté par

Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

OPERATION MODULES PREFABRIQUES - ECOLE MATERNELLE MARGUERITE YOURCENAR - ECOLE ELEMENTAIRE FRANCOIS RABELAIS - ECOLE MATERNELLE OLYMPE DE GOUGES

Modules préfabriqués : **tranche ferme**

N° du marché :

OG58049B

Date du marché :

23 août 2010

Transmis en préfecture le :

23 août 2010

Notifié le :

30 août 2010

Montant initial du marché :

Montant HT : 256033,66 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : sans objet

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du marché pour le(s) motif(s) suivant(s) : en cours de réalisation de travaux, les inscriptions réellement constatées ont dépassé fortement les prévisions, obligeant le service construction et maintenance à modifier l'implantation du projet initial et à augmenter les surfaces des modules préfabriqués. (**Tranche ferme du marché**)

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 09 septembre 2010.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 7840€ ht.

. Soit en toutes lettres : sept mille huit cent quarante euros ht

Le montant de la tranche ferme contrat est donc porté à 256 033,66 € ht.

Le nouveau montant du marché est de : 381793,66 euros ht

A savoir,

Tranche ferme : 256033,66 euros ht t

Tranche conditionnelle 1 : 62880 euros ht

Tranche conditionnelle 2 : 62880 euros ht

La plus-value s'élève donc à 3,16 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A , le

Le titulaire,

Monsieur le Directeur
(signature)

Pour Madame le Maire
L'adjoint délégué
Jean Louis Gely

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Education

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 485

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Offres Culturelles année scolaire 2010/2011 - budget 2010

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier conduit une politique volontariste de réussite éducative qui vise à accompagner l'enfant dans son parcours scolaire et social. A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir la réussite éducative, par la mise en place d'activités éducatives innovantes dans le domaine scolaire.

Le caractère artistique, culturel, scientifique et sportif des actions intégrées au temps scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant et facilite les apprentissages fondamentaux.

Les projets soutenus permettent la réalisation de ces activités car ils contribuent au bon développement de la politique en matière d'apprentissage culturel et de réussite éducative.

La ville a donc choisi de financer le projet escrime de l'école Lamartine pour la rentrée scolaire 2010/2011 mené avec l'association « Muc Escrime »

Ce projet permettra aux cycles 2 et 3 de découvrir cette activité structurante dans un cadre adapté puisque les élèves de 6 classes soit 150 enfants se rendront à tour de rôle dans la salle d'escrime de l'Espace Pitot.

Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter la subvention à l'association qui réalise ces ateliers d'animations sportives avec
- l'école pour un montant total de 2 500 euros et de dire que les crédits sont prévus au chapitre 922 nature 6574.
- d'établir une convention entre la Ville et l'association. Cette convention a pour but de délimiter le périmètre du projet, ainsi que le versement de la subvention.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 09/11/2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Pour la partie des marchés de denrées alimentaires arrivant à terme fin 2010, afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés auront une durée de un an (2011) et pourront éventuellement être renouvelés une fois (2012).

Les critères de choix pondérés sont :

- 80 % pour la qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20 % pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 8 septembre 2010 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 19 octobre 2010 a attribué les marchés de la façon suivante :

N°	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Charcuteries	25 000	100 000	BERNARD-JEAN FLOC'H (base)
2	Viandes fraîches sous vide	70 000	280 000	ALES VIANDES
3	Viandes surgelées	30 000	120 000	POMONA PASSIONFROID (variante)
4	Poissons surgelés	85 000	340 000	POMONA PASSIONFROID
5	Légumes surgelés	60 000	240 000	POMONA PASSIONFROID (base)
6	Fruits frais agriculture traditionnelle, raisonnée et biologique	65 000	260 000	BUONOMO PRIMEURS

N°	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
7	Légumes 4 ^{ème} gamme	40 000	160 000	BARRAL PRIMEUR
8	Pommes de terre stérilisées 5 ^{ème} gamme	7 000	28 000	BARRAL PRIMEUR
9	Viandes cuites sous vide basse température	30 000	120 000	BERNARD-JEAN FLOC'H
10	Brandade de morue fraîche	15 000	60 000	COUDENE
11	Total 3 lots de pâtisseries	42 500	170 000	
11/1	Pâtisseries salées cuites fraîches	16 500	66 000	ALPES FRAIS PRODUCTION
11/2	Pâtisseries salées cuites surgelées	8 000	32 000	POMONA PASSIONFROID
11/3	Pâtisseries sucrées cuites surgelées	18 000	72 000	ALPAGEL LANGUEDOC
Total Estimation (année1) HT €		939 000	1 878 000	
Total Estimation (sur la durée du marché) HT €		1 878 000	3 756 000	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte et approuver la décision de la Commission d'appel d'offres,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville du service Restaurants Scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés avec les Entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 09/11/2010

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Construction et maintenance

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 487

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de
Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH,
Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE,
Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT,
Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR,
Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-
MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA,
Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe
MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène
QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe
THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert
ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

ZAC OVALIE - Crèche Joséphine Baker - Autorisation de signer les marchés de travaux

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération en date du 27 juillet 2009 , la Ville de Montpellier a programmé l'aménagement de la crèche
Joséphine BAKER pour répondre aux besoins des habitants du nouveau quartier Ovalie.

Pour réaliser ces travaux sur une durée de 7 mois, il a été lancé le 20 août 2010 des marchés de travaux allotés
à procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics et comportant 12 lots.

La commission d'appel d'offres en date du 19 octobre 2010 a décidé d'attribuer les lots suivants aux
entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lots	Entreprises	Montants retenus en €uros H.T.
1 – Cloisons – Doublages – Faux plafonds	SARL P.P.S 34340 Marseillan	80 285,50
2 – Menuiseries Intérieures	ATELIER DUCROT 34400 Lunel	112 724,00
3 – Courants forts et faibles	MULTITEC 34470 Perols	67 882,51
4 - Serrurerie	Lot jugé infructueux	
5 – Génie Climatique – V.M.C	HERVE THERMIQUE 34070 Montpellier	116 788,59
6 - Autocommutateur	MULTITEC 34470 Perols	6 922,09
7 - Plomberie	HERVE THERMIQUE 34070 Montpellier	60 272,03

8 – Revêtements de sols souples	Lot jugé infructueux	
9 – Sols caoutchoucs coulés	LUDOPARC SAS 13685 Aubagne	11 330,00
10 – Jeux extérieurs	COALA 30905 Nîmes	14 794,27
11 – V.R.D	CREGUT 34070 Montpellier	31 959,43
12 – Espaces Verts	POUSSE CLANET 34970 Lattes	4 827,90

Les lots n° 4 (Serrurerie) et n° 8 (Revêtements de sols souples) jugés infructueux par la commission d'appel d'offres seront relancés selon la même procédure.

Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 19 octobre 2010, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.


- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville – Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et des Sports : Service Enfance – Section Investissement - Nature 2313 , Fonction 9064, Programme 10314, Opération 06D02899.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MENDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Montpellier Grand Coeur-Action de soutien à la parentalité convention Ville de Montpellier/Conseil Général de l'Hérault Agence Départementale de la Solidarité de Montpellier Centre Ville

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

Depuis 2001 la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « La Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, à un deuxième établissement « l'Ile au Trésor », puis en 2010 à la crèche Edelweiss.

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir, en 2010, 20 enfants répartis sur 4 places et 3 établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2011, avec un nombre de places et une répartition constante entre les 3 établissements municipaux :

- Multi accueil Maison des enfants : 2 places
- Multi accueil Ile au Trésor : 1 place
- Crèche Edelweiss : 1 place

La convention de partenariat financier prévoit pour 2011 une participation du Conseil Général de 13 000 €, inchangée par rapport au montant 2010.

Les familles accueillies dans ce cadre bénéficient d'une tarification spéciale à 50 % du tarif normalement applicable, voire à titre exceptionnel une gratuité. Ce tarif spécifique est compensé par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la PSU.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le renouvellement de la convention jointe en annexe
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : mardi 9 11 2010

Convention
relative à une action de soutien à la parentalité
agence départementale de la solidarité Montpellier Centre-Ville

Entre

Le Département de l'Hérault – 1000 rue d'Alco à Montpellier représenté par monsieur André Vézhinet, son président, autorisé par délibération de la commission permanente en date du 8 Novembre 2010,

Et

La Ville de Montpellier – 1 place Francis Ponge à Montpellier représentée par son maire, Madame Hélène Mandroux, autorisée par délibération en date du

D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

Le Pôle Départemental de la Solidarité applique une politique d'accompagnement à la parentalité en mobilisant les équipes des agences départementales sur des actions de prévention. Ces actions sont conduites en partenariat étroit avec les associations et les institutions implantées localement

Les particularités locales sont prises en compte et favorisent la mise en œuvre d'interventions appropriées en terme de public et de contenu.

En conséquence il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Montpellier et le Département souhaitent renouveler l'action partenariale de prévention, dans le respect de leur politique et leur champ de compétences réciproques.

Cette action a pour objectif d'apporter une aide à des familles confrontées à des difficultés relationnelles, et/ou éducatives, et/ou sociales afin qu'elles puissent assumer leurs fonctions parentales.

Pour ce faire leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans seront accueillis pour une action socio-éducative pluripartenariale sur l'ensemble de la famille.

La ville de Montpellier met à disposition de l'agence départementale de la solidarité Montpellier Centre Ville, quatre places par demi-journée réservées en multi accueil, que les enfants soient présents ou non. Ces quatre places sont réparties entre trois établissements municipaux :

- deux places à la halte garderie « la Maison des enfants » – rue Embouque d'Or,
- une place à la halte garderie « l'île aux trésors » -16 rue Ferdinand Fabre,
- une place à la crèche « Edelweiss » 21 rue général Riu.

ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention

Après évaluation de la situation familiale par les travailleurs sociaux de l'agence, le référent social propose, en comité technique, d'orienter la famille vers un des établissements participant à l'action, et accompagne la famille dans cette démarche.

Si la famille accepte, elle signe un engagement pour 3 mois renouvelable qui précise :

- l'objectif de l'accueil (socialisation de l'enfant, diversification de la stimulation de l'enfant qu'elle soit psychomotrice ou relationnelle, réajustement de la relation mère-enfant)
- les modalités de l'accueil et le suivi (fréquence, durée, jours)
- l'acceptation du règlement intérieur de la structure.
- Le tarif mensuel incombant à la famille (la gratuité sera exceptionnellement accordée à la famille)

Les travailleurs médicosociaux de l'agence pourront faire appel, s'ils le jugent pertinent, à un service d'interprétariat pour faciliter la communication avec les familles concernant les objectifs, modalités d'accueil et acceptation du règlement intérieur.

Les structures d'accueil recevront ou mettront à disposition un téléphone pour l'interprète.

Le suivi médico-social des enfants est assuré par les travailleurs sociaux référents des familles et l'équipe de protection maternelle et infantile de l'agence départementale de la solidarité qui assure le lien avec les directrices des structures d'accueil.

ARTICLE 3 : Suivi de l'action

Le suivi de l'action est assuré par un comité technique composé des acteurs référents de l'action :

- Département de l'Hérault : médecin de Pmi et travailleurs sociaux de l'agence départementale
- Ville de Montpellier : directrice de structure et coordinatrice.

Ce comité assure la coordination inter-équipes de l'action et veille au bon déroulement des processus d'accueil afin de procéder aux éventuels ajustements. Il se réunit une fois par mois, il présente un bilan au comité de pilotage à partir d'outils d'évaluation.

Le comité de pilotage est composé de :

- 4 représentants de la Ville de Montpellier, (responsable du service enfance, coordinatrice des crèches, puéricultrices directrices des établissements concernés)
- 4 représentants du Département (un représentant de la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé, adjoint santé, médecin PMI, puéricultrice de l'agence départementale de la solidarité Montpellier Centre Ville)

Il se réunira à la fin de l'action en vue d'évaluer les résultats du dispositif et d'émettre un avis sur la reconduction éventuelle de l'action.

Le bilan de fin d'action sera transmis à la Direction de la Protection maternelle infantile et de la santé avant le 31 décembre de l'année en cours et la demande de reconduction devra intervenir deux mois avant la date d'échéance de l'action .

ARTICLE 4 : Financement de l'action

Le budget prévisionnel global de l'action s'élève à 68 747 € pour l'année 2011.

Le cofinancement est assuré par :

C.A.F.	18 416 €
Ville de Montpellier	36 274 €
Participation de Familles	1 057 €

L'engagement financier du Département est de 13 000 € pour l'année 2011.

Le Département s'engage à verser la somme 13 000 € pour l'année 2011 à la Ville de Montpellier sur présentation du titre de recette émis au cours du 2^e semestre et avant le 15 novembre de l'exercice comptable sur le compte suivant :

Trésorerie Municipale

Etablissement : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00572

N° de compte : E3400000000 Clé 10

Le comptable assignataire est : Monsieur Le Payeur Départemental de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Durée de l'action :

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er janvier 2011.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier

Le Président du Conseil Général de l'Hérault,

185

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 489

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Bourse Animation Jeunes 2010 Attributions de subventions

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports et, en partenariat avec le tissu associatif local, met en place des manifestations pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville. Les actions, proposées aux jeunes, s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La *Bourse Animation Jeunes* constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale. Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative. Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier. Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation. Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse la somme de 5 500 €, et de la répartir de la manière suivante:

Association Cosmoscircus

Association montpelliéraine créée en 2007

Titre du projet : « Le pont »

Objectif : Dédiée à la production audiovisuelle, elle envisage la réalisation d'un documentaire avec des étudiants section cinéma de l'université Paul Valéry et des jeunes de Studio M sur la rencontre de deux chorégraphes reconnus de nationalités différentes : la Française, Anne-Marie PORRAS et le Burkinabé, Salia SANOU.

Outre l'apprentissage de toutes les étapes de la réalisation cinématographique, ce film témoignera de l'enrichissement culturel dû à la rencontre de deux cultures.

Projections, en Février 2011, aux Trioletto, cinéma Utopia et salle Rabelais.

Montant proposé : 1 000€

Association Des Joyeux Troubadours

Association montpelliéraine créée en 2005

Titre du projet : « Les rustines nomades »

Objectif : L'association tisse des liens internationaux grâce à des échanges culturels et des actions humanitaires.

Elle envisage la mise en place d'ateliers artistiques et ludiques pour des enfants défavorisés de Montpellier et du Maroc afin de les rassembler et leur faire partager un projet fédérateur.

Ateliers, présentés sous forme de spectacle itinérant, dans les ALSH de la Ville de Montpellier et au Maroc.

Montant proposé : 1 000 €

Association SMILEY

Association montpelliéraine créée en 2006

Titre du projet : « Repas citoyens »

Objectif : L'association œuvre pour favoriser du lien au sein des quartiers de la Ville de Montpellier.

Suite à ses constatations sur le changement comportemental des habitants du quartier Figuerolles, elle souhaite organiser un repas de quartier, le vendredi 24 décembre 2010, au parc de la Guirlande.

Pour renforcer ce projet intergénérationnel l'association organisera une exposition photo à la maison pour tous Joseph Ricôme et à l'Espace Montpellier Jeunesse en janvier 2011.

Montant proposé : 1 000 €

Association IDEOKILIGRAMME

Association montpelliéraine créée en février 2010

Titre du projet : « Lecture publique »

Objectif : Afin de contribuer au développement de la connaissance et de mettre en évidence la filiation des actions faites auprès de la jeunesse, au travers la parole d'un homme remarquable comme Jean Jaurès, elle envisage durant les 20 ans de l'Espace Montpellier Jeunesse une lecture publique de son discours à la jeunesse par deux jeunes acteurs montpelliérains.

Lecture prévue Place Jean Jaures.

Montant proposé : 1 500€

Association CAPTA'CREATION

Association montpelliéraine créée en juillet 2010

Titre du projet : « Et si de jeunes groupes de musique... »

Objectif : L'association accompagne d'autres associations dans le cadre de spectacles audiovisuels vivants.

Pour ce projet, elle envisage la création de clips originaux, basés sur le monde de la bande dessinée et réalisés par de jeunes montpelliérains, diffusés lors d'un concert live de groupes montpelliérains et londonien.

Manifestation prévue au Rockstore le 16 décembre.

Montant proposé : 1 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'attribuer aux associations les subventions ci-dessus indiquées,
- de prélever cette somme d'un montant de **5 500 euros**, sur les crédits inscrits au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Bourse Initiatives Jeunes 2010 Participation de la Ville

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, aide les jeunes montpelliérains à concrétiser leurs projets personnels. La Bourse Initiatives Jeunes permet de soutenir leur création dans les domaines culturels, social, artistique, humanitaire...

Cette action s'inscrit dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière dont l'objectif est de participer à l'émergence de projets individuels ou de petits groupes (en dehors du système associatif classique) conçus par des jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier depuis plus d'un an.

Avec cette 3^{ème} session 2010, la Ville de Montpellier a pu accompagner 55 jeunes dans la réalisation de leur projet, soit 51% de garçons et 49% de filles.

Définition des Projets :

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale...

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, les projets professionnels.

Méthodologie :

Chaque jeune porteur de projet est au préalable reçu au Service Jeunesse qui a pour mission de l'accompagner dans la genèse du projet.

Un dossier type est remis à chaque jeune.

Il doit comporter :

- une présentation du projet,
- un rapide curriculum vitae du porteur du projet,
- un plan de financement (dépenses - recettes).

Les candidats sont ensuite convoqués pour exposer leurs projets (motivations, objectifs, mise en œuvre). Il est alors proposé le montant à attribuer à chacun.

Ces attributions sont établies dans le respect des articles du règlement ci-annexé.

Les projets doivent faire l'objet de cofinancement par autofinancement, sponsoring, bourses d'autres organismes. Des comptes rendus des projets seront effectués.

Financement :

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il vous est proposé de prélever les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **11100 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Mathieu Blanc, prothésiste dentaire montpelliérain

Production culturelle

« Album de musique du groupe Gravity »

Membre d'un groupe de musique « Métal » et fort de ces expériences scéniques, Mathieu s'est lancé dans l'enregistrement d'un premier album.

Dès sa sortie, diffusion à la borne de l'Espace Montpellier Jeunesse.

500 €

Nicolas Perrier, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Quand la diplopie flut avec l'image »

Nicolas est un passionné de photographie. Atteint de diplopie, il a longtemps hésité à se confronter aux regards des autres mais, bravant ce handicap qui n'entrave pas son œil de photographe, il décide de réaliser une exposition de ses photos afin de se dévoiler aux autres.

Expositions à l'Espace Montpellier Jeunesse du 3 au 14 janvier 2011 ;

et du 18 au 28 janvier 2011, à la maison pour tous Rosa Lee Park, quartier Hôpitaux Facultés.

800€

Célia Germa, secrétaire montpelliéraine

Production culturelle

« Quand les jeunes « habillent leurs habitats »

Hébergée au Foyer Jeunes Travailleurs Castellane à Montpellier, Célia a tissé de nombreux liens avec les résidents et a photographié leurs habitats.

Expositions de ses travaux, véritable témoignage culturel de notre jeunesse, en décembre 2010 à l'Espace Montpellier Jeunesse et au Foyer Jeunes Travailleurs.

800€

Paul Iché, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Latences »

Paul est passionné de photographie et aime la ville dans laquelle il vit, Montpellier. C'est pourquoi il a décidé de réaliser une exposition photos prises à Montpellier sur le thème de la transition urbaine, des mutations de la ville et de l'adaptation des montpelliérains face à ces phénomènes.

Exposition de ses clichés en mars 2011 à la « Barak » à Montpellier.

500€

Moïra Yénot, jeune diplômée montpelliéraine

Production culturelle

« Ma destinée »

Depuis l'âge de 13 ans Moïra a toujours réussi à concilier sa passion pour le chant et la musique et ses études. Aujourd'hui, titulaire d'un Master II en Management du Commerce International, Auteur compositeur et interprète, elle souhaite enregistrer son premier CD.

Concert prévu à l'Espace Montpellier Jeunesse, pour les fêtes de fin d'année, le 22 décembre 2010.

900€

Samuel Bonnefont, étudiant montpelliérain

Production culturelle

« Ft* »

Samuel a toujours été passionné de cinéma et, sensibilisé par la « transidentité », il souhaite réaliser un film documentaire sur les identités trans masculines en réalisant des entretiens auprès de transsexuels.

Restitution de ces entretiens via le monde associatif et Internet.

800€

Bastien Charrié, assistant de gestion montpelliérain

Production culturelle

« Les voix du Slam »

Bastien est un slameur. A ses heures de libertés, il se produit régulièrement sur les scènes locales. Afin de faire connaître cette discipline aux montpelliérains, il envisage une compilation de quatorze textes.

Sortie de l'album, dans le cadre de la fête des Restos du Cœur les 24 et 25 décembre 2010, au Théâtre Jean Vilar.

500€

Emira Slimane Tich Tich, animatrice scolaire montpelliéraine

Production culturelle

« Horizons »

Emira est depuis sa plus tendre enfance passionnée de chant. Lauréate du concours « Voix Libres » de Montpellier en 2008, elle envisage de se lancer en tant qu'artiste indépendant en réalisant un album de onze chansons tirées du répertoire arabophone qui a bercé toute son enfance.

Concert prévu à l'espace Montpellier Jeunesse en mars 2011.

1000€

Nicolas Iarossi, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Ventre »

Nicolas est le chanteur d'un groupe de musique d'inspiration rock. Epaulé par Germain Lebot, il envisage de créer son premier album « Ventre » qui sera pour lui le moyen de finaliser sa période de création.

Concert prévu au théâtre Jean Vilar, en février 2011, pour la sortie de son album.

1000€

Clara Villalba, étudiante montpelliéraine

Production culturelle

« Projet pédagogique »

Clara, ex élève du CNR de Montpellier, envisage une création chorégraphique afin de transmettre aux élèves de cet établissement une expérience pluridisciplinaire.

Présentation de cette pièce au spectacle annuel du CNR de Montpellier ;

Et propositions d'ateliers dans les maisons pour tous de la Ville de Montpellier.

2500 €

Florian Beigbeder, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Le Comptoir des Fous »

Membre du groupe de musique « Le Comptoir des Fous » qui existe depuis deux ans, Florian souhaite enregistrer un titre et un clip vidéo dans le quartier de l'Ecusson pour promouvoir sa musique et son groupe.

Diffusion du clip à l'Espace Montpellier Jeunesse, du 17 au 21 janvier 2011 ;

Puis sur Internet via Facebook, Myspace et Dailymotion.

900€

Cédric Penture, étudiant montpelliérain

Production culturelle

« Association d'ambitieux »

Passionné d'écriture depuis son enfance, Cédric a réalisé de nombreux projets artistiques à Montpellier. A l'écriture s'ajoute une passion pour la musique qui l'a amenée à s'associer à un compositeur pour réaliser un CD sept titres de musique Hip Hop et un clip vidéo.

Sortie de son album sur les radios locales telles que Radio Campus et Agora FM ;
et concert à l'Antirouille.

500€

Laëtitia Pouillot, étudiante montpelliéraine

Destination monde

« Le festival de Yeleen à vue d'œil »

Laëtitia est passionnée de conte et de culture africaine. Elle souhaite participer au Festival multiculturel de Yeleen au Burkina Faso. Elle réalisera des photos qui témoigneront des richesses culturelles de ce continent. Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse en février 2011.

400€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **11 100€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MENDELOUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

Bourse *Initiatives Jeunes*

Règlement

Article 1 – Objet

Pour encourager, soutenir et promouvoir les initiatives des jeunes montpelliérains, la Ville de Montpellier propose une **Bourse Initiatives Jeunes**.

Cette bourse encourage et soutient des actions ou des réalisations dans tous les domaines (culturel, social, sportif, artistique, humanitaire, santé...).

La Ville porte une attention particulière aux projets visant à renforcer la réussite éducative, la réussite éducative et la cohésion sociale dans la Ville par des actions d'intérêt général, de solidarité et d'ouverture aux autres.

Article 2 – Conditions

Les candidats doivent être âgés de 16 à 29 ans inclus et résider à Montpellier depuis plus d'un an.

Sont exclus, les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, les projets professionnels.

L'étude des candidatures est soumise à la présentation d'un dossier conforme et à l'acceptation du règlement.

Les projets peuvent être présentés à titre individuel ou collectif (hors associatif).

Article 3 – Attribution

Dans leurs dossiers, les candidats devront présenter la thématique qu'ils comptent donner à leur projet, mais aussi la motivation et le mode d'échange et de communication qu'ils envisagent de développer autour de leur projet.

La commission, après examen du dossier et entretien avec les candidats, fera des propositions au Conseil Municipal sur le montant de la bourse allouée.

Durant son entretien, le candidat pourra demander assistance et conseil à une personne compétente sur les techniques ou supports abordés.

Une même personne, sauf exception motivée, n'aura pas la possibilité de présenter deux projets durant la même année.

Article 4 – Versement

La bourse sera versée, après le vote en Conseil Municipal, sur le compte bancaire du porteur de projet.

Article 5 – Promotion, diffusion, communication

Faire connaître son initiative sera partie intégrante du projet. La commission sera attentive à la démarche.

Par ailleurs, les candidats accepteront que la Ville de Montpellier rende compte de leur action au moment qu'elle choisira et sous la forme qu'elle décidera.

Ils s'engagent de leur côté à faire mention du soutien de la Ville de Montpellier sur les supports de communication, qu'ils éditeront et devront les faire valider par la Ville.

Article 6 – Bilan

Une fois le projet réalisé, le bénéficiaire s'engage à envoyer, sous 2 mois, le bilan de son action.

Article 7 – Responsabilité

La Ville de Montpellier, la commission et les partenaires associés ne seront en aucuns cas responsables des conditions dans lesquelles le projet est réalisé. Les candidats devront eux-mêmes, respecter les conditions réglementaires et contracter, le cas échéant, les assurances nécessaires. Ils signeront une déclaration sur l'honneur concernant l'utilisation des sommes attribuées et une autorisation signée par les parents pour les mineurs, ils s'engageront à restituer les sommes perçues dans le cas où le projet ne serait pas réalisé.

Article 8 – Retrait et dépôt des dossiers

Les dossiers sont à retirer et à déposer, à l'Espace Montpellier Jeunesse qui assure l'animation et la gestion de la Bourse Initiatives Jeunes.

Montpellier, le

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

1^{ère} page à parapher

BOURSE INITIATIVES JEUNES

DOSSIER

- ☐ « VIVRE ENSEMBLE A MONTPELLIER »
☒ « PRODUCTIONS CULTURELLES »
☐ « DESTINATION MONDE »

Titre du projet

Album de musique du groupe Gravity

Résumé de votre projet Enregistrement, mixage et masterizing
aidant à la création d'un Album.

Date et lieu du projet : de Juin 2016 à Janvier 2017.

Nombre de participants : 5

Total des dépenses prévues : 6600 €

Montant de la bourse demandée : 1700 €

Correspondant du projet :

Nom et Prénom : Blanc Mathieu Date de naissance : 04/01/1990

Adresse : 3 rue Gerhardt, Apt 11 Bat "Le Céleste"

34000 Montpellier

Téléphone : 06-32-05-04-53

Situation scolaire ou professionnelle :

protestiste d'origine

mail blanc.mathieu37@yahoo.fr.

LE PROJET

En quoi consiste-t-il ?

(Résumer ici les caractéristiques de votre projet. Joindre au dossier les documents complémentaires qui permettront au jury de se faire une idée précise sur votre projet).

Le projet consiste en un premier temps à la prise de son ~~mix~~ et à l'enregistrement de l'album à la "Quadrature du cercle" à St Ybars qui est un studio d'enregistrement. Dans un second temps, au même endroit sera effectuée le mixage et le mastering. Pour terminer le design (visuel) du CD et de sa pochette sera réalisé à Montpellier par la vision design.

Pourquoi ce projet ?

(Comment est né votre projet ? Quel est votre but ?)

L'idée de ce projet est née de l'envie commune des membres du groupe de concrétiser leur projet musical et leur composition par un enregistrement, qui pourrait leur permettre par la suite de promouvoir leur musique à travers la France.

Comment comptez-vous faire connaître votre production ou votre projet ?

Pour faire connaître notre projet nous avons contacté (acquis) un manager ainsi qu'un distributeur afin de promouvoir l'album par le biais des médias tel que la radio, la presse et s'il y en a la possibilité, des médias visuels. Nous pensons également effectuer une diffusion de publicités sur internet et en extérieurs (flyers, affiches).

Dépenses			
Service	prix	quantité	sous total
Enregistrement+mixage (hébergement compris)	180 Euros/jour	30 jours d'enregistrement+mixage	5400 Euros
Design Album/Site internet	500 Euros	1	500 Euros
Pressage de l'album	1 Euros/1 Album	500 Albums	500 Euros
Déplacements, Alimentaire.	30 jours		200 Euros

TOTAL	6600
--------------	-------------

Recette		
Subventions/Entrée d'argent	Quantité souhaitée	sous total
Bourse initiative jeunes (MTP)	1700 Euros	1700 Euros
Projets Jeunes	1000 Euros	1000 Euros
Cap jeunes (collectif) acquis !	2500 Euros OK	2500 Euros
Apport personnel et de l'association :	1400 Euros	1400 Euros
Déplacements, alimentaire, frais restants après subventions		
TOTAL		6600

La promotion de L'album sera assurée par l'association (affiches, flyers et autres démarches publicitaires)

LE PARRAINAGE

- Avec qui avez-vous préparé le projet (en dehors de votre équipe) ?

Pierre-Emmanuel Guillier, ingénieur du son à St Ybaud (09)

- En quoi vous ont-ils aidé ?

Il m'a aidé pour l'enregistrement, la prise de son, le mixage et le montage de l'album.

- Coordonnées de la ou des personne(s) ?

Association Lithium, 9 rue Saint Jean, 09210 Lézat sur Lèze.

LES COEQUIPIERS

Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse	Téléphone	Situation scolaire ou professionnelle
Beddes	Alexandre	29/12/90	Montpellier	0613484939	Etudiant
Seloni	Hugo		Montpellier	0671105153	Etudiant
Renaud	Emmanuel	20/09/91	Montpellier	0672540811	Etudiant
Mathieu	Emilie	10/09/90	Montpellier	0680676450	Etudiant

DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (du correspondant du projet)

Je soussigné BLANC MATHEU

- certifie avoir pris connaissance et accepté le règlement de la bourse

Je déclare utiliser la bourse uniquement pour la réalisation du projet présenté au jury et je m'engage :

- à apporter le plus grand soin à la communication publique de ce projet,
- à restituer les sommes perçues pour le cas où le projet ne serait pas réalisé.

Fait à Montpellier le 23/04/10 Signature : [Signature]

Madame , monsieur,

Nous effectuons cette demande de subvention concernant un projet musical à l'initiative du guitariste d'Alexandre Meddeb (de Montpellier) ayant été suivi par Mathieu Blanc (guitariste de Villeneuve les Maguelones), Hugo Selmi (batter de St Gely du Fesc) et Emilie Marhuenda (chanteuse de Montpellier) donc ayant tous pour origine l'Hérault et partageant une passion commune : la musique. L'idée est donc née de cette envie commune de faire de la musique. Nous espérons grâce aux subventions pouvoir enregistrer un concept album de dix titres, c'est-à-dire un album avec une histoire où les chansons sont en lien. La formation a déjà enregistré , l'année dernière, un CD de trois titres, puis après de nombreux mois de répétition à au studio "victoire 2" à Montpellier, la décision fût prise pour l'enregistrement d'un album à St Ybars (en Ariège) à la "Quadrature du cercle" . Grâce au précédent CD, nous avons pu obtenir des concerts à "Victoire 2" ou avec l'association "Murmurement" au Rockstore ,sous la bannière Héraultaise. Nous désirons donc démarrer l'enregistrement a partir de Juin 2010 pour le nouvel album, qui pourra être réaliser grâce aux subventions obtenues qui nous l'espérons seront d'un montant de deux mille cinq cents euro en provenance du département de "Cap Jeune" (Conseil Départemental de l'Hérault) (Acquis) .

Alexandre Meddeb s'implique grandement dans le projet par sa composition et la creation d'une association (GravityAsso) visant a promouvoir la formation du groupe, "Gravity", et dans le futur d'autres formations héraultaises à travers la France voire l'Europe! Emilie Marhuenda dans le projet par l'écriture des paroles des chansons et la creation de lignes vocales, Hugo Selmi et Mathieu Blanc complètent la composition par des arrangements musicaux personnels qui font que Gravity est ce qu'il est, c'est a dire une formation originales aux influences diverses dans la musique amplifiée. Nous avons été informé par le "guide des initiatives" que le département pouvait contribuer financièrement grace au projet jeune. Comme dit précédement , une association a était crée pour l'association mais elle ne compte pas s'arrêter a promouvoir le groupe Gravity.

En conséquence , grace a cet album nous espérons promouvoir notre musique d'origine Héraultaise a travers la France voire l'Europe. Pour participer a ce projet nous avons également déposé des demandes de subventions auprès de la ville de Montpellier et de la region du Languedoc-Roussillon, et bien entendu nous allons contribuer aux financements par un apport personnel a hauteur de mille quatre cents euros.

en vous remerciant par avance,
veuillez agreer , madame monsieur ,l'expressions de nos plus sincères salutations.

Mathieu Blanc



Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 491

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Cinquième Rencontre Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée - Attribution de subvention à l'association "Jeunes et sociétés"

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de réflexion du programme de réussite éducative, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, soutient les rencontres internationales qui ont pour vocation de l'aider à mieux comprendre la jeunesse et à réfléchir sur la place qu'elle occupe en ces temps de crise.

A Montpellier se tient, la Vème Rencontre Jeunes & Sociétés en Europe autour de la Méditerranée ayant pour thème « Les Jeunes au début du XXIème siècle : motifs d'inquiétude et raison d'espérer ».

Ces Rencontres s'adressent prioritairement aux spécialistes de la recherche en sciences humaines sur la jeunesse. Qu'ils soient praticiens, décideurs, enseignants ou chercheurs, les participants sont associés aux travaux. Ils ont une pratique de recherche, de publication et de discussion sur les questions de jeunesse.

Elles sont une initiative de chercheurs de plusieurs institutions : Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), l'IUFM d'Aix-Marseille et l'Université de Bologne, Faculté de sciences politiques Roberto Ruffilli.

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est associé à ces travaux en intervenant sur le projet de la Cité de la Jeunesse de Montpellier.

Environ 300 personnes sont concernées par cet événement, sans compter les manifestations publiques proposées autour. Les précédentes rencontres ont eu lieu à Bologne-Forti, en Italie et l'édition qui suivra celle de Montpellier est prévue en Espagne.

Elles ont un caractère international et s'inscrivent dans une perspective euro-méditerranéenne avec la participation des pays d'Europe et plus particulièrement d'Europe du Sud et du Maghreb.

Mettant en relations les jeunes et les sociétés dans lesquelles ils vivent, les Rencontres Jeunes & Société en Europe autour de la Méditerranée revendiquent un caractère pluridisciplinaire fort dans le champ des sciences humaines et sociales (sociologie, économie, histoire, démographie, sciences politiques, anthropologie, sciences de l'éducation, psychologie).

Afin d'assurer le succès de ces rencontres sur Montpellier, il est proposé d'aider l'association Jeunes & Sociétés en lui attribuant une subvention de **5 000€**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

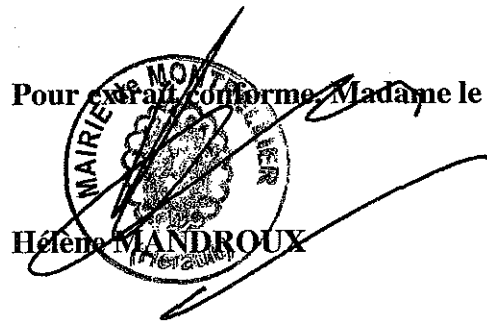
- d'attribuer à l'association Jeunes & Sociétés, une subvention d'un montant de **5 000€**,
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP **2010** (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~certifier~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010



Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Renouvellement des conventions des associations partenaires de l'Espace Montpellier Jeunesse

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier continue à impulser des actions qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Service Jeunesse et Sports de la Ville permet de renforcer le soutien et le suivi individuel des jeunes jusqu'à 29 ans (collégiens, lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi et salariés) dans les domaines, d'aide à la rédaction du CV, de la lettre de motivation, de conseils juridiques, d'orientation professionnelle, de la préparation aux examens... et de les accompagner dans leurs recherches, à travers un dispositif mis en place depuis plusieurs années.

Ainsi, tout au long de l'année, en partenariat avec des associations spécialisées, l'Espace Montpellier Jeunesse propose des permanences anonymes et gratuites tenues de véritables professionnels.

COMIDER (Comité pour le développement de l'Economie Régionale)

- Des cadres en activité ou à la retraite, véritables acteurs de la vie économique conseillent dans la recherche d'emploi ou de stages
- Aide à la réalisation du CV et de la lettre de motivation

Déroulement des permanences

Tous les mercredis, de 16h à 18h (hors vacances scolaires) et chaque trimestre, un groupe de jeunes, une présentation sur la technique de recherche d'emploi et/ou l'entretien d'embauche.

Financement : montant forfaitaire trimestriel de 350€, soit 1050€/an.

CDAD (Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault)

Et Association l'Avocat et l'Enfant

- Ecoute et conseil d'un avocat sur des problèmes au sein de la famille de l'école, de la vie quotidienne.

Déroulement des permanences :

- Les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 14h à 17h, permanence d'un avocat du CDAD (sauf mois d'août)

- Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois 14h à 17h, permanence d'un avocat de l'association « l'Avocat et l'Enfant » (hors vacances scolaires)

Financement : 76.57 € par permanence de 3 heures.

CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille)

- Ecoute et conseil d'un juriste sur les droits des personnes, du travail, de la législation sociale et le droit au logement

Déroulement des permanences :

Deux permanences de trois heures par mois à l'Espace Montpellier Jeunesse, les 1^{er} et 3^{ème} lundis du mois de 15h à 18h hors vacances scolaires.

Financement : 38 € / heure.

Association ARGOS

- Aide aux choix d'orientation et aux choix des filières
- Confiance en soi, et gestion du stress
- Préparation aux examens écrits et oraux
- Organisation du travail scolaire...

Déroulement des permanences :

Les 1^{er} et 3^{ème} mardis / 2^{ème} et 4^{ème} mercredis de 13h à 15h30 (hors vacances scolaires d'été, ponctuellement pendant les petites vacances / 3 soirées par an)

Financement : un montant forfaitaire annuel de 3000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter de signer les conventions ci-joint annexées,
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MACHIROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

LA MAIRIE DE MONTPELLIER
1, place Francis Ponge
34054 MONTPELLIER Cedex 2

(tel. 04 67 34 70 00)

Représentée par Madame Hélène MANDROUX
Maire de la ville de Montpellier,

D'une part

Et

LE CIDFF DE L'HERAULT
(Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)
2 rue de la Vieille
34000 MONTPELLIER

Représenté par Madame Christine BEREZIAT, Présidente,

D'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

L'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ), qui représente le pôle Jeunesse de la Ville de Montpellier, a pour objet d'apporter, sous forme d'assistance et/ou de documentation, une aide aux jeunes dans un grand nombre de domaines. Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale (Tel : 04 67 92 30 50).

Le CIDFF de l'Hérault, association loi 1901, est chargé d'informer les personnes et plus particulièrement les femmes et les familles dans les domaines juridiques sur le droit de la famille (mariage, concubinage, divorce, séparation, autorité parentale, pension...), le droit pénal (infractions, incivilités, violences), le droit de la consommation (crédits, surendettement), le droit social (contrat de travail, licenciement, discrimination) et le droit des biens (logement, locations, successions...)

Le CIDFF propose d'inscrire ces permanences au sein du réseau institutionnel et associatif de la commune pour les questions ne relevant pas de la compétence directe de la juriste

ARTICLE 1 : OBJET

L'EMJ, dans le cadre de sa mission, demande au CIDFF d'assurer une mission d'information et d'orientation dont la finalité est l'autonomie des personnes.

ARTICLE 2 : DEROULEMENT

Pour ce faire, une juriste, salariée du CIDFF, tiendra deux permanences de trois heures par mois à l'Espace Montpellier Jeunesse, les 1^{er} et 3^{ème} lundis du mois de 15h à 18h hors vacances scolaires.

ARTICLE 3- RESPONSABILITE

Le CIDFF de l'Hérault, dans le cadre de ses interventions, garantit la prise en charge de tout dommage corporel ou matériel issu de leur fait.

Les intervenants du CIDFF de l'Hérault respecteront le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 4 : COUT DES VACATIONS

En contre partie des services rendus, la Mairie de Montpellier s'engage à verser au CIDFF, sur présentation de facture, le prix de la vacation soit: 38 € / heure.

Le CIDFF se réserve le droit de modifier le coût horaire de ces vacations, en accord avec la Mairie de Montpellier.

ARTICLE 5 : BILAN ANNUEL

Le CIDFF de l'Hérault s'engage à fournir un compte-rendu d'activité, concernant les permanences assurées au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse.

Les mairies des communes accueillant des permanences du CIDFF sont membres de droit de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour un an à compter du 01.01.2011. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de 3 mois.

Fait à Montpellier, le

Pour la Mairie de Montpellier
Madame le Maire de la Ville de Montpellier

Pour le CIDFF de l'Hérault
La Présidente

Hélène MANDROUX

Christine BEREZIAL

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

LA MAIRIE DE MONTPELLIER

1, Place Francis Ponge,
34064 Montpellier Cedex 2

(Tél.: 04 67 34 70 00)

Représentée par Madame Hélène MANDROUX,
Maire de la Ville de Montpellier,

D'une part,

Et :

Le COMIDER

Le Comité pour le Développement de l'Economie Régionale Languedoc-Roussillon
Immeuble du Groupe APRIONIS, Parc Euromédecine,
348, rue du Puech Villa, B.P. 7209
34183 Montpellier Cedex 4

(Tél.: 04 67 04 55 41)

Représenté par Monsieur Jean-Paul SALVY,
Président,

D'autre part,

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

L'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ), qui représente le pôle Jeunesse de la Ville de Montpellier, a pour objet d'apporter, sous forme d'assistance et/ou de documentation, une aide aux jeunes dans un grand nombre de domaines. Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. (Tel : 04 67 92 30 50).

Le Comité pour le Développement de l'Economie Régionale (COMIDER), association loi 1901, apporte son concours pour le management d'opérations socio-économiques. En raison de la diversité d'expérience de ses adhérents, anciens cadres et dirigeants d'entreprises, cette association a vocation pour participer à des actions d'information professionnelle et d'accompagnement de jeunes en recherche d'emploi.

ARTICLE 1 - OBJET

L'EMJ, dans le cadre de sa mission, demande au COMIDER de l'assister en apportant une aide à l'orientation des jeunes qu'il accueille, dans leur démarche de recherche d'emploi et spécialement pour la rédaction de C.V., lettre de motivation et pour la préparation à des entretiens d'embauche.

ARTICLE 2 - DEROULEMENT

Le COMIDER assurera, dans les locaux de l'Espace Montpellier Jeunesse, tous les mercredis, de 16h à 18h (hors vacances scolaires), une permanence d'un de ses membres, qui sera à la disposition des jeunes qui en exprimeront le besoin.

Chaque trimestre, sur la demande de l'EMJ, pour un groupe de jeunes, réuni par l'EMJ, une présentation sur la technique de recherche d'emploi et/ou l'entretien d'embauche.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITE

Le COMIDER et/ou ses membres, dans le cadre de leurs interventions, garantissent la prise en charge de tout dommage matériel issu de leur fait.

Les intervenants du COMIDER respecteront le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 4 - FINANCEMENT

La Ville de Montpellier règle au COMIDER une contribution d'un montant forfaitaire trimestriel de 350€ en participation aux frais de structure et de fonctionnement de l'association.

ARTICLE 5 – BILAN ANNUEL

Le COMIDER s'engage à fournir un compte-rendu d'activité, concernant les permanences assurées au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse.

ARTICLE 6 - DUREE

La présente convention est établie pour un an à compter du 01.01.2011. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois.

En cas de conditions techniques ou financières nouvelles conduisant à une évolution de l'action menée conjointement, les cocontractants peuvent proposer une modification des dispositions de la présente convention.

La prolongation de la convention au delà du dernier trimestre commencé, ou les modifications qui pourraient y être apportées avant son terme (volume accru d'interventions etc.) devront faire l'objet soit d'une nouvelle convention, soit d'avenants à celle-ci, précisant les nouvelles modalités de fonctionnement.

Fait à Montpellier, le

Pour la Mairie de Montpellier
Madame le Maire de la Ville de Montpellier

Pour le COMIDER
Le Président

Hélène MANDROUX

Jean-Paul SALVY

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

LA MAIRIE DE MONTPELLIER

1, Place Francis Ponge,
34064 Montpellier Cedex 2

(Tel : 04 67 34 70 00)

Représentée par Madame Hélène MANDROUX,
Maire de la Ville de Montpellier,

D'une part,

Et :

L'ASSOCIATION ARGOS

15, rue du mas de Lemasson
34070 Montpellier

(Tel : 06 84 55 31 07)

Représentée par Monsieur François ARNOULD, Président,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

L'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ), qui représente le pôle Jeunesse de la Ville de Montpellier, a pour objet d'apporter, sous forme d'assistance et/ou de documentation, une aide aux jeunes dans un grand nombre de domaines. Toutes ces actions s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. (Tel : 04 67 92 30 50).

L'association ARGOS, association Loi 1901, apporte son concours aux jeunes dans la préparation aux examens et sur l'accompagnement individuel dans le cadre de leur orientation professionnelle.

En raison de la diversité d'expérience de ses adhérents, enseignants, psychologues et formateurs, cette association a vocation pour participer à des actions d'accompagnement et d'informations professionnelles pour de jeunes étudiants ou de jeunes en recherche d'emploi.

ARTICLE 1- OBJET

L'EMJ, dans le cadre de sa mission, demande à l'association ARGOS de l'assister en apportant une aide à l'orientation des jeunes qu'il accueille, dans leur démarche de préparation d'examens, d'organisation de travail, de suivi individuel.

ARTICLE 2- DEROULEMENT

L'association ARGOS assurera dans les locaux de l'EMJ :

Les 1^{er} et 3^{ème} mardis / 2^{ème} et 4^{ème} mercredis de 13h à 15h30 (hors vacances scolaires d'été, ponctuellement pendant les petites vacances / 3 soirées par an), une permanence d'un de ses membres, qui sera à la disposition des jeunes qui en exprimeront le besoin.

Argos s'engage à fournir tous les éléments d'information et de réponse aux questions des jeunes par le biais de ses propres outils.

Les entretiens individuels seront sur rendez-vous organisés par l'EMJ.

ARTICLE 3- RESPONSABILITE

L'association ARGOS et/ou ses membres, dans le cadre de leurs interventions, garantissent la prise en charge de tout dommage corporel ou matériel issu de leur fait.

Les intervenants de l'association ARGOS respecteront le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 4- FINANCEMENT

La Ville de Montpellier règle à l'association ARGOS une contribution d'un montant forfaitaire annuel de 3000€ en participation aux frais de structure et de fonctionnement de l'association.

ARTICLE 5 – BILAN ANNUEL

L'association ARGOS s'engage à fournir un compte-rendu d'activité, concernant les permanences assurées au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour un an à compter du 01.10.2010. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois.

En cas de conditions techniques ou financières nouvelles conduisant à une évolution de l'action menée conjointement, les co-contractants peuvent proposer une modification des dispositions de la présente convention.

La prolongation de la convention au-delà du dernier trimestre commencé, ou les modifications qui pourraient y être apportées avant son terme (volume accru d'interventions etc.) devront faire l'objet soit d'une nouvelle convention, soit d'avenants à celle-ci, précisant les nouvelles modalités de fonctionnement.

Fait à Montpellier, le

Pour la Mairie de Montpellier
Madame le Maire de la Ville de Montpellier

Pour l'association ARGOS
Le Président

Hélène MANDROUX

François ARNOULD

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés

LA VILLE DE MONTPELLIER,
Représentée par Madame Hélène MANDROUX,
Maire de la Ville de Montpellier

D'une part

Et

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DE L'HERAULT,
Représenté par Monsieur Régis VANHASBROUCK,
Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier,

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de collaboration entre le Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault et la Mairie de Montpellier pour l'organisation de consultations juridiques à l'intention des jeunes montpelliérains.

ARTICLE 2 : DEROULEMENT

Les avocats, désignés par l'ordre des avocats du barreau de Montpellier assureront des consultations juridiques, anonymes et gratuites, d'une durée de 3 heures tous les mercredis de 14h à 17h dans les locaux de l'Espace Montpellier Jeunesse - situé 6, rue Maguelone, à l'intention des jeunes comme suit :

- Les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 14h à 17h, permanence d'un avocat du CDAD (sauf mois d'août)
- Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois 14h à 17h, permanence d'un avocat de l'association « l'Avocat et l'Enfant » (hors vacances scolaires)

Un calendrier fixant la liste des avocats de permanence sera établi semestriellement.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

- ❖ L'Espace Montpellier Jeunesse s'engage à mettre à disposition des avocats, les jours de permanence, un lieu qui permet de respecter la confidentialité des consultations.
- ❖ La Ville de Montpellier se charge d'assurer la communication concernant cette action auprès du public concerné.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Aux termes de la convention constitutive du CDAD et de son annexe financière signée le 3 juillet 2001, entre autres membres de droit, par l'association des maires du département, en la personne de son président, il est prévu une participation des communes correspondant au tiers du coût total de ces permanences, les deux tiers restant étant à la charge du CDAD.

La rétribution horaire des avocats est forfaitaire et elle est fixée dans l'article 1 du décret N°2000-4 du 4 janvier 2000 à 3 fois l'unité de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle.

Pour une consultation de 3 h, la participation de la Ville est fixée à 76.57 € par permanence soit un tiers du coût total de la permanence, les deux tiers restant sont à la charge du CDAD.

ARTICLE 5 : BILAN DE L'ACTION

Le CDAD s'engage à fournir un compte-rendu d'activité, concernant les permanences assurées au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour un an à compter du 01.01.2011. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois.

Fait à Montpellier le,

Pour la Mairie de Montpellier
Madame Le Maire de la Ville de Montpellier

Pour le CDAD
Le Président du Tribunal
de Grande Instance de Montpellier

Hélène MANDROUX

Régis VANHASBROUCK

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 493

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Attribution de subvention à diverses associations sportives - 2010

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

A travers son partenariat avec les associations, la Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire en lien avec sa politique de réussite éducative. L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi, il est de notre volonté d'apporter une aide financière pour le fonctionnement de ces associations afin de mener à bien leurs activités.

Montpellier élite taekwondo dragons teams est une association qui participe à toutes les compétitions internationales dans sa discipline.

Douze athlètes sont inscrits sur les listes de haut niveau et deux ont intégré le groupe d'entraînement qui prépare les jeux olympiques de Londres 2012.

Lors des Jeux Olympiques de la Jeunesse qui se sont déroulés en août 2010 à Singapour, un de nos athlètes montpelliérains a obtenu une médaille de bronze.

Il est proposé une subvention de 1 000 €.

Partage Hérault organise une course solidaire des enfants des écoles élémentaires de Montpellier au Stade Philppidès le vendredi 19 novembre 2010, qui consistera en un tour d'honneur avec un concours de banderoles, une course et une remise de récompenses.

Les enfants à travers cette manifestation, seront sensibilisés au sort des enfants du Centre Educatif de San Juan à Quito en Equateur, qui présentent des altérations du langage, des troubles moteurs et neurosensoriels.

Il est proposé pour l'organisation de la manifestation une subvention de 600 €.

Boxing Club Montpelliérain est une association qui permet de pratiquer la boxe anglaise par le développement d'une initiation à la boxe éducative, l'entraînement dans le cadre de boxe loisir, et propose la participation à des combats au niveau départemental, régional et national avec d'excellents résultats.

Cette année, un gala de boxe professionnel a été organisé par l'association dans le cadre de la demi-finale de la Coupe de la Ligue, remportée au niveau national par un compétiteur du Club.

Il est proposé une subvention de 3 500 €.

Le Club d'Echecs de Montpellier est né de la fusion du Montpellier Echecs et de l'association Diagonale du Sud afin de garder une place de leader sur l'échiquier national et international. Ce sont plus de 700 adhérents qui seront réunis sous une même bannière pour accompagner le changement, créer une synergie et assurer la pérennité.

La recherche de performance, la détection de nouveaux talents, l'intervention dans une vingtaine d'écoles de Montpellier démontrent le dynamisme de cette association.

Il est proposé une subvention de 3 700 €.

Olympique Petit Bard Futsal pratique le futsal au niveau régional dans le cadre du championnat organisé par la Ligue de Football.

Les équipes engagées par l'association ont obtenu des résultats encourageants qu'il convient de pérenniser.

Il est proposé une subvention de 200 €.

Ces dépenses seront à imputer sur le Budget 2010 de la Ville (Nature 6574/Fonction 9240).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants des subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 de la Ville
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à ces affaires

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Attribution d'une subvention à l'association LE REFUGE

Au nom de la Commission, Annie BENEZECH rapporte :

Créée en janvier 2007, l'association le Refuge a pour mission de proposer un hébergement d'urgence ainsi qu'un accompagnement psychologique et social. Cette structure, est la seule en France, à s'adresser aux jeunes majeurs en situation de rupture familiale et/ou en difficulté d'adaptation sociale du fait de la découverte de leur attirance sentimentale pour une personne du même sexe.

L'association Le Refuge développe ses actions en vue de répondre aux situations d'urgences sociales. Le travail mis en place par cette structure est primordial, avant l'arrivée de la période hivernale et permet d'accueillir des personnes en situation de précarité en vue de stabiliser leur situation.

Compte tenu des actions menées par cette association et dans le cadre de la politique de solidarité menée par la collectivité, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention complémentaire, d'un montant de 3 000 €, à l'association Le Refuge pour le fonctionnement de sa structure.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer à l'association Le Refuge une subvention de fonctionnement de 3 000 € ;
- de prélever cette somme sur les crédits au BP 2010 (6574/
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Arnaud JULIEN.

Maintenance et entretien des fontaines Marché à bons de commande Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville a la charge des travaux de maintenance et l'entretien des fontaines. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année.

Les marchés à bons de commande offrent une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions.

Ce marché, conclu pour une durée de 1 an reconductible trois fois, se caractérise par un seuil minimum de 50 000 € hors taxe et un seuil maximum de 200 000 € hors taxe.

Une consultation selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics suivant les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics concernant les marchés à bons de commande a été lancée avec les critères de jugement suivants :

1. Valeur technique 60%
2. Prix unitaires évalués au regard d'une opération type 40 %

Lors de sa séance du 19 octobre 2010, la Commission d'appel d'offres a proposé d'attribuer le marché à l'entreprise CIEL VERT qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général :

Nature : 2138, Fonction : 816, Ligne : 17453

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANFROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

